

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA NOUVELLE CHINE ET LE GOUVERNEMENT NATIONAL

Étude de la Loi organique du 11 Octobre 1928,
et ses organisations des pouvoirs publics
établis dans le Gouvernement National.

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 7 Juin 1929, à 2 heures.

PAR

Friedrich C. WU (WU KI)

Président : M. G. GIDEL.

Suffragants : { MM. MESTRE.
BARTHELEMY.

PARIS

Librairie des Sciences Politiques et Sociales

MARCEL RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue St-Benoit

1929

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA NOUVELLE CHINE

ET LE

GOVERNEMENT NATIONAL

Étude de la Loi organique du 11 Octobre 1928,
et ses organisations des pouvoirs publics
établis dans le Gouvernement National.

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 7 Juin 1929, à 2 heures.

PAR

Friedrich C. WU (WU KI)

Président : M. G. GIDEL.

Suffragants : { MM. MESTRE.
BARTHELEMY.

PARIS

Librairie des Sciences Politiques et Sociales

MARCEL RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue St-Benoit

—
1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MON RESPECTUEUX
CHEF DU KOUO-MIN-TANG,
LE D^r SEN YET SEN

A LA MÉMOIRE DE MON REGRETTE PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551827_0063

PREMIÈRE PARTIE

PRÉLIMINAIRE

PREMIERE PARTIE

PRÉLIMINAIRE

Depuis la révolution de 1911, la Chine, bien qu'avec un changement dans la forme du gouvernement, ne se manifeste pas comme nation éminente dans le domaine international comme les pays occidentaux. Par exemple, la révolution russe répand la note de terreur rouge dans le monde entier, et le triomphe du fascisme italien exalte son pays parmi les pays étrangers. La révolution chinoise, depuis quinze ans, n'engendre qu'un trouble intérieur dans le pays et n'a aucune activité extérieure. Est-ce qu'il y a défaut des institutions politiques dans ce pays ?

Pour répondre à cette question, il faut savoir comment la Constitution chinoise du passé ne donne pas satisfaction aux mœurs chinoises et pourquoi le régime représentatif ne fonctionne pas bien du tout dans la République Chinoise.

1° — La révolution de 1911 n'aboutit qu'à renverser la dynastie des Tsing et le nouveau régime ne correspond pas aux aspirations du peuple chinois. Nous parlerons dans le Chapitre premier des quatre Constitutions, soit celles du système parlementaire, soit celles du système présidentiel successivement empruntées aux pays étrangers. Mais, à cette époque, le peuple qui est indifférent à la politique du pays, ne peut se donner vraiment ce régime. Il n'est pas étonnant que les généraux ambitieux puissent créer des abus et tourner les dispositions de la Constitution.

2° — N'importe quel pays qui adopte le régime représentatif a des partis politiques rigoureusement organisés pour orienter la politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. En Angleterre, il y a « Whigs » et « Tories » dans le gouvernement parlementaire, tandis qu'aux Etats-Unis d'Amérique, les partis démocratiques et républicains trouvent leur manifestation dans le gouvernement présidentiel. Dans l'ancien Gouvernement chinois de Pékin, on ne remarque aucun parti politique rigoureusement organisé. Cela tient naturellement à ce que le parlement est dissous par le chef du Gouvernement ou même désorienté par ses propres membres à plusieurs reprises.

En raison des deux causes ci-dessus, nous pouvons dire que, dans la démocratie indirecte, le parti politique est indispensable, tandis que dans la démocratie directe, le peuple doit être capable d'exercer le pouvoir politique. Avant d'arriver à ces périodes, il y a une période pour préparer le peuple à se gouverner lui-même.

Pour bien juger cet état de choses et remplacer la ca-

rence de la politique chinoise, le fondateur du parti nationaliste, le D^r Sun Yat Sen a rédigé un programme du Kuo-min-tang. Il a considéré que trois phases étaient successivement nécessaires : 1° la phase militaire ; 2° la phase éducative ; 3° la phase constitutionnelle. En outre, il a réorganisé, d'une façon rigoureuse, le parti nationaliste depuis 1924, pour mettre sur pied le plan d'un fort gouvernement.

En 1926, le triomphe du Kuo-min-tang acheva la tâche de la première phase. On voit le transfert de la capitale de Pékin à Nankin analogue à celui de la capitale soviétique de Léninegrad à Moscou. Une nouvelle ère s'ouvre pour la République Chinoise. Le Gouvernement de Nankin se consolide sous le nom de « Gouvernement National de la République Chinoise » et se donne une loi organique en 48 articles du 10 Octobre 1928, pour l'ensemble du Pays. Cette loi organique se base sur la doctrine du système des cinq pouvoirs du D^r Sun que nous étudierons dans le Chapitre II. Ce système des cinq pouvoirs représente pour la première fois depuis l'établissement de la République une conception purement chinoise et ne trouve nulle part ailleurs de similaire.

En outre, le présent système du Gouvernement National est caractérisé par une constante interpénétration des divers organes du parti et du Gouvernement. L'organisation du parti Kuo-min-tang se superpose entièrement à l'organisation du Gouvernement. On rapproche ainsi ce système quasi directorial de la Chine, du système directorial de la Russie et de l'Italie. Mais pour la Chine, ce système s'explique par des raisons spécifiquement chinoises que nous avons indiquées tout-à-

l'heure. C'est parce que le régime actuel a été établi pendant la période de tutelle politique, et le régime définitif qu'on voit dans les « San min tchou Yi » les trois principes du peuple, dans lesquels figurent les quatre pouvoirs d'élection, de révocation, d'institution et de référendum possédés par tous les citoyens, sera institué au moment de la période constitutionnelle. Pour cette raison nous étudierons le parti nationaliste dans le Chapitre III et nous démontrerons comment il se distingue du parti « Bolchevik » et du parti « Fasciste ».

Enfin, nous savons que le système des cinq pouvoirs s'inspire de la tradition chinoise et la suprématie du Kouo-min-tang correspond aux exigences des circonstances actuelles de la Chine. Nous allons ainsi, dans les divers chapitres de la troisième partie, exposer les organisations du Gouvernement National qui sont le germe la future Constitution et qui fonctionnent actuellement.

CHAPITRE I

L'EVOLUTION DE LA CONSTITUTION CHINOISE depuis l'établissement de la République jusqu'à la chute du Gouvernement de Pékin

Pour bien juger les événements précédents, nous allons examiner dans ce chapitre les quatre Constitutions successives : 1° la loi conventionnelle de décembre 1911; 2° la nouvelle Constitution provisoire du 15 mars 1912; 3° le pacte constitutionnel du 1^{er} mai 1914; 4° enfin la Constitution du 1^{er} octobre 1923. Et, en même temps, nous ferons une courte histoire politique de la Chine. De cette manière, on pourra plus facilement saisir l'orientation de l'heure actuelle.

SECTION I

L'Origine Historique

Le mouvement constitutionnel en Chine prend jour aux dernières années de la dynastie Tsing. Avant l'éta-

blissement de la République en 1912, c'était l'empereur qui détenait tous les pouvoirs publics d'une façon absolue. Depuis les événements de 1900, et surtout au lendemain de la guerre russo-japonaise, la Chine sentit la nécessité d'une transformation radicale. Pour que le système fût adopté aux exigences des temps modernes, il était nécessaire d'adopter une Constitution. Par conséquent, le 1^{er} septembre 1906, la Cour des Tsing lança un édit fondamental relatif à la Constitution et à la préparation de nouvelles lois.

Le 2 Septembre, un nouvel édit désignait une Commission des réformes administratives. Mais, au début de Décembre de cette année, le triomphe de la réaction conservatrice était réalisé, et il ne fut plus question des lois constitutionnelles, encore moins des réformes administratives. Quelques nouveaux règlements déjà promulgués devinrent caducs.

En 1911, les troubles révolutionnaires commencèrent dans la province de Canton, puis s'étendirent au Chang-toung. Le 10 Octobre de cette année, le coup d'Etat s'accomplit à Ou-tchang. La cour de Pékin nommait Yuan-She-K'ai au poste de vice-roi de Hou-Kouang et en même temps lui donnait la mission de réprimer la révolte. Celui-ci ne se pressa pas. Il résolut de ne pas combattre les révolutionnaires, mais de les persuader de renoncer à une lutte fratricide.

Pendant ce temps, l'Assemblée consultative se réunit en session à nouveau. Profitant de l'annonce des succès révolutionnaires, celle-ci déclara que la révolte n'était pas antidynastique, qu'elle visait simplement à l'institution d'un régime représentatif avec une monar-

chie constitutionnelle limitée. Pour mieux circonvenir et asservir la cour, elle sollicita l'appui de l'armée. Les officiers de terre et de mer présentèrent des pétitions ayant un caractère d'ultimatum, pour établir une Constitution. Le petit empereur, P'ou-Yi, âgé de cinq ans ou plutôt son entourage, devant cette menace de la ligue militaire, accorda sans hésitation toutes ces demandes. La charte impériale des dix-neuf articles fut ainsi octroyée. Celle-ci posait les bases des principes fondamentaux de la future Constitution chinoise et contenait plusieurs dispositions remarquables :

1° Les pouvoirs de l'empereur devaient être limités par la Constitution ;

2° La Constitution devait être rédigée par le « Tse-Tchen-Yen » (parlement provisoire) et promulguée par l'empereur ;

3° Au Parlement seul appartenait les droits de réviser la Constitution ;

4° Le Sénat devait être composé de représentants élus par le peuple ;

5° L'élection du premier ministre devait se faire par le parlement ;

6° Le budget devait être annuel et décidé par le parlement.

Cependant, la charte impériale n'était pas suffisante aux yeux des délégués des révolutionnaires de diverses provinces à Chang-Haï. Le Dr Wou-T'ing-fang, le premier délégué du gouvernement républicain provisoire de Chang-Haï exposa son double point de vue : la déchéance de la dynastie mandchoue et l'institution du régime républicain.

Au 12 Février 1912, l'abdication de l'empereur Sui-Tong fut signée. Ainsi s'écroulait le pouvoir absolu de l'empereur après vingt-six dynasties et la forme du gouvernement républicain commençait.

SECTION II

La Constitution provisoire républicaine adoptée par l'Assemblée Révolutionnaire de Nankin, en Décembre 1911.

A la fin de Décembre 1911, l'assemblée révolutionnaire de Nankin adopta une première Constitution Républicaine provisoire en vingt et un articles. Les dispositions de la Charte Impériale étaient en effet incompatibles avec l'établissement de la République.

Son caractère. — Remarquons que cette Constitution, bien que qualifiée de Yue-fa, loi conventionnelle, était une Constitution écrite. Elle avait toute sa force légale, tant qu'une Constitution définitive n'aurait pas été promulguée.

Organisation des pouvoirs. — Dans cette loi conventionnelle ne figurent que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Au sommet de la Hiérarchie du pouvoir exécutif, était le président provisoire. Il fut résolu par les délégués nommés par les gouverneurs des provinces qui avaient déclaré leur indépendance. Il était le chef suprême de l'armée et de la marine de la République de

Chine. Rentrèrent dans sa compétence les pouvoirs suivants :

1° Déclarer la guerre ou la paix et signer les traités avec l'approbation de l'Assemblée ;

2° Faire exécuter toutes les décisions concernant les affaires de la République de Chine ;

3° Nommer les ministres d'Etat et les diplomates sous réserve d'approbation par l'Assemblée.

Le pouvoir législatif était exercé par l'Assemblée. Elle fut composée des représentants nommés par le Gouvernement de chaque province. Chaque province ne pouvait pas envoyer plus de trois représentants à l'Assemblée. Rentrèrent dans les devoirs et les pouvoirs de l'Assemblée :

1° Approuver l'action du président provisoire, en ce qui concerne la nomination des ministres d'Etat et des diplomates ;

2° Trancher souverainement les questions touchant la déclaration de guerre, de paix, et la ratification des traités ;

3° Déterminer le budget du Gouvernement provisoire ;

4° Contrôler les comptes du Gouvernement provisoire ;

5° Déterminer toutes les matières concernant les taxes, la monnaie et la dette publique ;

6° Faire les lois.

Le pouvoir judiciaire n'y figurait pas distinctement. Aux termes de l'article 6 de cette Constitution provisoire, le Président n'aura le pouvoir d'établir un systè-

me de cours nationales qu'avec l'approbation de l'Assemblée.

SECTION III

Yue-fa. — La nouvelle Constitution provisoire du 15 Mars 1912

Cette Constitution provisoire fut élaborée par les Gouvernements du Nord et du Sud. Par le mandat du Président Yuan-Che-K'ai, elle fut publiée à Pékin au Journal Officiel du 15 Mars 1912.

Ses traits caractéristiques. — Cette Constitution se caractérise par plusieurs traits essentiels. D'abord, elle est une Constitution nouvelle, plus étudiée, plus approfondie, et plus développée que la précédente. Deuxièmement, elle applique mieux le principe de la séparation des pouvoirs. Troisièmement, elle a introduit pour la première fois le système de la dualité des Chambres législatives. Quatrièmement, les constituants, inspirés des mêmes idées que les conventionnels, craignaient qu'un président fort ne tarde pas à devenir un dictateur ou un empereur. C'est ainsi que le système français, c'est-à-dire l'élection du président par le corps législatif, paraît préférable et pour cette raison le gouvernement parlementaire a été établi. Enfin le grand principe du caractère démocratique, c'est-à-dire les libertés assurées aux citoyens est établi.

Organisation des Pouvoirs. — Cette Constitution établissait une République moderne, sur les bases de la séparation des pouvoirs : exécutif, législatif, et judiciaire.

Le pouvoir législatif était délégué au conseil national, « le parlement provisoire ». Celui-ci fut composé des différentes catégories de députés. L'article 8 de cette Constitution dispose que des dix-huit provinces chinoises, la Mongolie intérieure et la Mongolie extérieure, les trois provinces de Mandchourie, et le Tibet, élisent chacune cinq députés au Parlement. Le Sin-Kiang et le Kou-Kou-non élit seul un député. Chaque député n'avait qu'une voix au parlement. Les pouvoirs du Parlement étaient les suivants :

- 1° Voter les lois ;
- 2° Voter les budgets du Gouvernement central ;
- 3° Voter les impôts, le système monétaire ;
- 4° Voter les emprunts publics et les emprunts garantis par le trésor ;
- 5° Approuver la nomination des diplomates ;
- 6° Donner son avis au Gouvernement sur les questions que celui-ci désire lui soumettre ;
- 7° Recevoir les demandes du peuple ;
- 8° Donner son avis pour la présentation des projets de lois ;
- 9° L'interpellation imposée au Gouvernement ;
- 10° Dénoncer au Gouvernement les fonctionnaires prévaricateurs ;
- 11° Mettre en accusation le Président de la République et les Ministres.

Les membres du Parlement jouissaient de l'immunité parlementaire.

Le pouvoir exécutif était délégué au Président de la République assisté par le premier Ministre et les chefs des Ministères, qui se nommaient *Ministres de Cabinets*.

Rentrèrent dans la compétence du Président :

1° Promulguer des lois et donner des ordres, par des arrêtés, dans les limites fixées par la loi;

2° Proposer les règles administratives à condition de soumettre celles-ci à l'assemblée ;

3° Déclarer la guerre et conclure la paix et des traités avec le consentement de l'Assemblée;

4° Ordonner l'état de siège, suivant la loi;

5° Recevoir les Ambassadeurs et autres Ministres étrangers;

6° Présenter les projets de loi;

7° Décerner des décorations et autres honneurs en usage ;

8° Avoir le droit de grâce, générale ou spéciale et celui de réduire les peines et de rendre les droits civils et politiques.

Enfin, le Président de la République ne pouvait avoir d'action personnelle. Le Ministère avait une grande autorité, puisqu'il était responsable devant le Parlement et contresignait les projets du Président.

Le pouvoir judiciaire était délégué à des juges. Ils étaient indépendants, et nul ne pouvait intervenir dans leurs décisions. Ils étaient aussi inamovibles. On ne pouvait leur refuser un traitement ni les déplacer sans leur consentement. La loi seule fixait leur mise à la retraite

et les peines qui pouvaient les frapper dans leurs fonctions.

Système électoral. — D'après les lois électorales du 10 Août, 4 et 20 Septembre 1912, on institua une Chambre des Députés de 596 membres, un Sénat de 274 sénateurs. La Chambre était nommée par un corps électoral comprenant tous les hommes âgés de plus de vingt et un ans et qui remplissaient une des conditions suivantes :

1° Payer plus de deux piastres chinoises d'impôt;

2° Posséder plus de 500 piastres d'immeubles, sauf en Mongolie, au Tibet, dans le Sin-Kiang où les biens requis pouvaient être mobiliers ;

3° Ceux qui avaient un diplôme de fin d'études supérieur aux études primaires;

4° Ceux qui, quoique non diplômés, avaient des capacités équivalentes aux études secondaires.

Ne pouvaient être électeurs : 1° Les condamnés privés de leurs droits civiques ; 2° les faillis non réhabilités; 3° les illettrés; 4° les fumeurs d'opium ; 5° les gens atteints de maladies mentales.

Ne pouvaient être éligibles : 1° les instituteurs; 2° les étudiants dans les collèges.

Ne pouvaient être ni électeurs, ni éligibles : les soldats, les fonctionnaires administratifs, les fonctionnaires de police, les magistrats.

Quant à la durée des fonctions législatives, elle était de trois ans: les députés devaient être âgés de plus de 25 ans.

Le Sénat était élu par les assemblées provinciales à raison de dix sénateurs par province, la Mongolie 27, le Turkestan et le Thibet 10, huit lettrés éminents et six chinois par les chinois résidant à l'étranger pour compléter la haute Assemblée.

Droits de liberté. — Les droits individuels se retrouvaient dans cette Constitution provisoire :

1° Nul ne pouvait être arrêté, poursuivi, jugé ou condamné que suivant la loi ;

2° Le domicile était inviolable ;

3° Les professeurs étaient libres ;

4° Les citoyens étaient libres de parler, écrire, imprimer, se réunir, etc... ;

5° On ne pouvait violer le secret des lettres ;

6° Les citoyens étaient libres d'aller et venir et d'habiter dans toutes les parties du territoire ;

7° Les religions et croyances étaient libres ;

8° Les citoyens avaient le droit de pétition, soit au Parlement, soit au Ministère.

Révision et validité de la Constitution. — A ce point de vue, l'article 55 dispose que « Toute proposition de modification de la Constitution provisoire doit être faite soit par le Président de la République, soit par les deux tiers des membres de l'Assemblée provisoire. Pour être votée, il faut que plus des quatre cinquièmes des membres de l'Assemblée soient présents et que la décision réunisse plus de trois quarts des suffrages ».

SECTION IV

Le « Pacte Constitutionnel », texte révisé de la « Constitution provisoire », constitution du 1^{er} Mai 1914.

Cette nouvelle Constitution fut élaborée par un Comité, soit disant constituant du Parlement, composé des partisans du Président Yuan-Che-K'ai. Elle n'était plus une nouvelle création. Elle n'était qu'une révision de la Constitution provisoire, au profit du Président Yuan. Celui-ci qui travaillait simplement à la restauration de la monarchie, la promulgua le 1^{er} Mai 1914. Après la résistance des provinces indépendantes vis-à-vis du Gouvernement central, il échoua et mourut le 6 Juin 1916. Cette Constitution fut alors abolie par le Président Li-Yuan-Houng, et la Constitution provisoire de 1914 fut remise en vigueur jusqu'en 1923.

Traits caractéristiques. — Les points principaux sur lesquels porte cette nouvelle Constitution sont les suivants :

Le système du Gouvernement présidentiel Américain prédomine dans cette Constitution. Le rôle du Pouvoir Exécutif se trouve renforcé, tandis que celui du Pouvoir Législatif se trouve diminué. Sous la Constitution de 1912, le Président était irresponsable, il devient responsable devant la Nation. Autrefois les Ministres étaient responsables devant le Parlement, et ici, ils devront rendre compte de leurs actes au Président seul. De plus, ce dernier peut dissoudre la Chambre législative élue, avec l'assentiment du Conseil Gouvernemental, dont les membres sont nommés par lui.

Cette Constitution comprend soixante-quatre articles soit huit de plus que l'ancienne. Parmi ces additions on remarque :

1° Une création d'un Conseil de la République, sorte d'organe consultatif ;

2° Une création de la Cour des comptes.

Elle règle encore un point important: le vote de la Constitution définitive. Le Conseil Gouvernemental ne préparerait que le projet de révision et la décision de ce dernier était confiée à la Conférence de la Constitution, organisée par les citoyens.

Organisation des Pouvoirs Publics. — Dans cette Constitution, on admet encore le système de la séparation des trois pouvoirs sur la base américaine.

Le Pouvoir exécutif était exercé par le Président assisté par un Secrétaire d'Etat et un Ministre de Cabinet. Quant à ses pouvoirs, on les voit plus élargis et plus tranchés que les anciens. Dans le domaine exécutif, il avait le droit de faire les règlements administratifs, nommer tous les fonctionnaires, déclarer la guerre et la paix, décréter la loi martiale, commander et organiser l'armée et la marine, disposer des finances en cas de guerre ou de troubles, le tout sans intervention du Pouvoir législatif. Dans les circonstances extraordinaires, il pouvait même publier des décrets ayant forme de lois, à la condition de demander l'approbation du « Ts'an Teheng Yuan » (1) à la session suivante. En matière de traités et d'ordres, certaines restrictions lui étaient im-

(1) Conseil Gouvernemental.

posées. Selon d'article 25, le Président devait obtenir l'approbation de l'Assemblée législative, si les articles d'un traité apportaient des changements au territoire ou augmentaient les charges des citoyens. Cependant il avait encore le droit de veto complet sur les décisions du pouvoir législatif avec l'approbation du Conseil Gouvernemental.

Le Pouvoir législatif était délégué à la Chambre formée des membres élus par le Peuple. Quant à ses attributions, elles étaient strictement du domaine législatif. Il ne pouvait exercer, aucun contrôle sur le Pouvoir exécutif, tandis que celui-ci prenait la suprématie sur le premier. Rentrèrent dans les attributions de l'Assemblée Législative, qui fut composée d'une Chambre unique, ce qui suit :

- 1° Voter les lois;
- 2° Voter les emprunts à contracter et les engagements comportant une charge pour le trésor de l'Etat;
- 3° Voter les budgets;
- 4° Proposer des lois;
- 5° Répondre à la question soumise par le Président;
- 6° Recevoir les pétitions des citoyens;
- 7° Remettre des avis sur les lois ou sur d'autres affaires;
- 8° Mettre en accusation le Président de la République en cas de haute trahison.

Le pouvoir judiciaire était exercé par les cours et tribunaux constitués par des fonctionnaires judiciaires nommés par le Président. L'indépendance assurée aux magistrats de l'ordre judiciaire fut inscrite dans l'arti-

de 48. Voici le texte : « Les fonctionnaires ne pourront être l'objet d'une réduction de traitement ou d'un déplacement ou d'une révocation tant qu'ils sont en fonctions, sauf dans le cas de punition prévu par la loi, ou une sanction disciplinaire entraînant la révocation. A côté du jugement en matière civile ou en matière criminelle, on prévoyait que les poursuites légales administratives et autres cas spéciaux seraient réglés par la loi spéciale.

Droit des citoyens. — Les libertés individuelles étaient réglées dans cette Constitution comme les précédentes que nous avons indiquées tout à l'heure. Il y apparaissait une nouvelle création. Pour la première fois les obligations des citoyens sont codifiées :

1° Les citoyens avaient l'obligation de payer les impôts, selon la loi;

2° Les citoyens étaient assujettis au devoir du service militaire, selon la loi.

SECTION V

La Constitution du 10 Octobre 1923

En Avril 1923, après la victoire des militaires nationalistes, le Président Siu-che-tchang fut forcé de se retirer et Li-Yuan-hong fut réinstallé en qualité de Président. L'ancien Parlement dût être convoqué une seconde fois. Le 1^{er} Août 1922, il se réunit à Pékin, et une fois de plus, s'attacha à la question du projet non achevé de la Constitution. C'est au lendemain de l'élection de Tsao-K'ouen que le Parlement aborda enfin la discussion du projet et un texte définitif fut voté. Le même

jour, le 10 Octobre 1923, cette Constitution était promulguée.

Traits caractéristiques. — C'était une Constitution rigide, dans laquelle on a fait figurer les pouvoirs du Gouvernement central et ceux du Gouvernement provincial. Le Gouvernement central avait les pouvoirs énumérés ci-après :

- 1° Relations extérieures;
- 2° Défense Nationale;
- 3° Nationalité;
- 4° Lois criminelles, civiles et commerciales;
- 5° Système pénitentiaire;
- 6° Système des poids et mesures;
- 7° Système monétaire et banques nationales;
- 8° Droits de douane, gabelle, droit de timbre, taxes sur les tabacs et les alcools et autres taxes, dont le tarif doit être unique pour tout le Pays;
- 9° Postes, télégraphes et aviation;
- 10° Chemins de fer nationaux et routes nationales;
- 11° Propriété nationale ;
- 12° Dettes nationales;
- 13° Monopole et licences spéciales;
- 14° Système d'examen et autres garanties pour les fonctionnaires au service du Gouvernement central;
- 15° Enfin toutes les autres matières relevant de la compétence de l'Etat, conformément aux dispositions de la Constitution (art. 23).

De plus, le Gouvernement central pouvait déléguer ses pouvoirs d'exécution aux provinces, en ce qui concernait l'agriculture, le régime de l'instruction publique, la réglementation des banques et des bourses, la réglemen-

tation et les travaux d'extension des cours d'eau traversant plusieurs provinces, etc...

Les pouvoirs provinciaux étaient énumérés. Les provinces furent autorisées à créer une législation complémentaire suivant leurs besoins à la condition qu'elle ne fût pas en contradiction avec les dispositions des lois militaires. D'autres pouvoirs de minime importance étaient dévolus aux provinces. C'est la première fois que la répartition des pouvoirs était introduite dans la Constitution de ce vaste pays, grâce au mouvement fédéraliste dans ces dernières années. Bien que la Chine fût encore à ce moment un Etat unitaire, la décentralisation, — une autonomie locale, — cette fois-ci était établie. C'est un grand progrès au point de vue des principes essentiels de cette Constitution.

Organisation des Pouvoirs. — Dans cette Constitution, la séparation des trois pouvoirs, s'est encore, d'une façon distincte, manifestée. Le pouvoir exécutif était confié au Président de la République, assisté des Ministres. Il serait élu par un Collège électoral, constitué par les membres du Parlement. Ses attributions étaient aussi considérables que dans la précédente Constitution, soit au point de vue de la hiérarchie intérieure, soit au point de vue des relations extérieures. Cependant, cette Constitution lui imposa plusieurs restrictions. D'abord, le Président de la République pouvait suspendre les délibérations de la Chambre des Députés ou du Sénat. Mais ces suspensions ne pouvaient avoir lieu que deux fois pendant chaque session, et la durée n'en pouvait dépasser chaque fois dix jours. Bien qu'il pût dissoudre la

Chambre des Députés à la suite d'un vote de méfiance par les Ministres, il devait demander l'assentiment du Sénat. Pendant la durée des fonctions des mêmes Ministres ou pendant la durée de la même session, il ne pouvait y avoir une seconde dissolution. Ensuite, figurait dans cette Constitution le Kouo-Wou-Yuan, le Cabinet des Ministres. Ici se substitue le système du Gouvernement parlementaire à celui du Gouvernement présidentiel. L'article 93 du chapitre 8 mentionne que « la nomination du premier Ministre doit être faite avec l'assentiment de la Chambre des Députés ». Les Ministres aidaient le Président et partageaient ses responsabilités devant la Chambre des Députés.

Le Pouvoir Législatif était réparti entre deux assemblées : un Sénat et une Chambre des Députés. Le Sénat était composé de sénateurs élus par les assemblées locales et les autres corps électoraux fixés par la loi. La Chambre des députés était composée de députés élus par les différentes subdivisions électorales, au prorata de la population. La compétence appartenant à ce dernier seul comportait :

1° Mettre en accusation le Président et le Vice-Président en cas de haute trahison;

2° Mettre en accusation les Ministres, en cas de violation des lois;

3° Voter une résolution de méfiance à l'égard des Ministres.

Quant à la compétence du Sénat, il pouvait juger le Président, le Vice-Président et les Ministres, mis en accusation.

Les compétences appartenant simultanément à chacune des deux Chambres étaient les suivantes :

- 1° Adresser des propositions au Gouvernement ;
- 2° Recevoir et examiner les pétitions des citoyens ;
- 3° Adresser aux Ministres des lettres d'interpellation ou les faire venir devant l'Assemblée pour répondre aux interpellations.

En ce qui concerne les garanties parlementaires, l'article 68 dispose que « les membres des Chambres ne sont pas responsables, en dehors du Parlement, ni des paroles, ni des votes émis ».

Le pouvoir judiciaire était exercé par les Cours de Justice. Ici, on remarque un point important. C'est que la nomination du Président de la Cour Suprême devait être faite avec l'assentiment du Sénat. Les fonctionnaires judiciaires, pendant leur mandat, ne pouvaient être l'objet d'une diminution de traitement, ni être suspendus de leurs fonctions, ni être déplacés que sauf dans les cas prévus par la loi.

Les finances. — Dans cette Constitution figurait distinctement un chapitre des finances. L'article III disait que « pour toute question financière intéressant les charges des citoyens, la Chambre des Députés a droit à la priorité pour la délibération ». Cependant le Parlement ne pouvait pas augmenter les dépenses annuelles prévues dans le projet du budget.

Pour bien contrôler les dépenses et les recettes de l'Etat, la Cour des comptes fut instituée par cette Constitution. Le Président de cette institution devait être élu par le Sénat. Il pouvait, en ce qui concernait l'exposé des comptes définitifs, assister aux séances des deux Chambres et y prendre la parole. Les membres de la Cour des comptes jouissaient des mêmes garanties que les magis-

trats de l'Ordre judiciaire comme nous l'avons indiqué tout à l'heure.

Droits des citoyens. — Dans cette Constitution, les libertés individuelles étaient proclamées comme dans les précédentes. Parmi les droits, l'article II ajoutait que « les citoyens de la République Chinoise sont libres de s'assembler et de s'associer sans subir de restrictions autrement qu'en vertu de la loi ». Parmi les obligations, l'article 21 mentionnait que « le citoyen a l'obligation de recevoir l'instruction primaire, selon la loi ».

Révision, Interprétation et Validité de la Constitution. — Le Parlement pouvait prendre l'initiative d'une révision de la Constitution, à la condition que chacune des deux Chambres réunit l'assentiment des deux tiers au moins des membres présents ou les signatures collectives du quart au moins du nombre total des membres. La révision et l'interprétation devaient être effectuées par l'Assemblée constituante. Celle-ci était composée des membres du Parlement. Pour la validité, l'article 141 disposait que « la Constitution, quels que soient les changements des événements, ne perdra jamais sa validité qu'après la révision ».

*
**

Telles sont les quatre Constitutions Chinoises depuis 1912. La première, bien que non qualifiée de Constitution complète, sert toujours comme base de ces trois dernières. C'est parce que la première a été établie par le parti révolutionnaire à Nankin et qu'elle a une force morale vis-à-vis des Nordistes du Gouvernement de Pékin, dans lequel figurent les militaires et les fonctionnaires corruptibles. On reproche souvent les motifs

de l'élaboration de ces Constitutions successives : par exemple, la Constitution du 1^{er} Mai est faite au profit de l'ambitieux Président Yuan-Che-K'ai, et celle du 10 Octobre 1923, pour le Président Ts'ao-K'ouen. Plus encore, bien que les textes des deux dernières soient moins suspects, on ne s'en inspire point dans la réalité. C'est ainsi que sous prétexte de la protection de la première Constitution provisoire, et contre le Gouvernement de Pékin, le Parti Nationaliste constitua un Gouvernement du Sud à Canton en 1916. En 1924, un coup d'Etat éclata à Pékin, le maréchal Touan-Ki-Jouei prit le pouvoir. S'étant nommé « Lin-che-tche-tcheng », (chef de l'Exécutif provisoire, il écartait la Constitution de 1923 par deux décrets des 24 Novembre 1924 et 24 Avril 1925. Le Parti Nationaliste, représenté par son chef, le Dr Sun, proposa à ce moment de convoquer les représentants du peuple pour trancher la question constitutionnelle. Cette conférence fut en effet convoquée, mais elle ne se réunit point. Le 1^{er} Avril 1926, le Gouvernement provisoire disparaissait à son tour, et le système du Gouvernement dictatorial de Tchang Tso Lin se constitua. Le 5 Juin 1928, les Sudistes arrivèrent à Pékin et les Nordistes furent expulsés. La vieille capitale de la Chine « Pékin » depuis la dynastie des «Ming» jusqu'à la république prit le nom de « Pei-Ping et devient le chef-lieu de la province de Ho-Pei. Tous les systèmes, le Gouvernement parlementaire, le Gouvernement présidentiel et le Gouvernement dictatorial qui avaient été adoptés successivement deviennent caducs. Maintenant nous allons, dans les chapitres suivants, étudier le nouveau Gouvernement qui a été établi à Nankin.

DEUXIÈME PARTIE

LA BASE DU GOUVERNEMENT
NATIONAL

DEUXIEME PARTIE

La Base du Gouvernement National

N'importe quelle institution politique s'est établie à peu près d'avoir sa base. En Espagne, le 13 Septembre 1923, le Général Primo de Rivera a institué, avec l'assentiment de la Couronne, une dictature militaire. En Italie, après la victoire des associations fascistes, en 1923, le vainqueur, M. Mussolini, fut appelé par le Roi pour constituer le ministère. Le nouveau Gouvernement prononça la dissolution de la Chambre et écarta les règles parlementaires pour y substituer celles du Grand Conseil fasciste. Depuis la Révolution Russe de 1917, après l'échec des tentatives de Gouvernement constitutionnel, les « Bolcheviki » ont entrepris la destruction de la Société politique et ont essayé de reconstruire une Société économique. L'U. R. S. S. constitue actuellement une Fédération. Qu'on ne cherche point les

bases de ces gouvernements, mais qu'on regarde simplement les organisations des pouvoirs publics ; on comprend moins les diverses législations de ces trois gouvernements.

On voit que le Gouvernement actuel en Italie est sous la dictature du chef fasciste. Toutes les lois « fascistissimes » votées et promulguées au cours de l'année 1925, étaient avant tout, des lois de circonstance, destinées à consolider le régime et à déduire l'opposition. En vertu du régime autoritaire, ces lois fascistes restreignent le contrôle et les pouvoirs du Parlement ; aussi confient-elles au Pouvoir exécutif les attributions jusque là réservées au pouvoir judiciaire. Le dépôt des projets de lois « fascistissimes » a été directement provoqué par le Grand Conseil Fasciste et le Comité des « Dix Solens ». En Russie, la structure politique de l'U. R. S. S. diffère radicalement de celle des autres nations. La raison en est dans ce fait que le pouvoir, dans l'Union des U. R. S. S., appartient non pas aux représentants des différentes classes, mais au prolétariat, à la seule classe ouvrière. Le Pouvoir est appelé « La Dictature du Prolétariat ». Le Prolétariat comprend aussi les paysans ; aussi ceux-ci jouent-ils un rôle actif dans les organes dirigeants. Quelles que soient la forme du Gouvernement et la différence de politique, le régime représentatif a bien en fait, disparu du sol de l'Italie et de la Russie. De plus, il n'existe légalement, dans ces deux pays qu'un seul parti.

Cet état de choses qui a eu lieu en Europe après la guerre mondiale, est passé en Asie. Aujourd'hui, en

Chine, après la victoire de l'armée nationaliste, la capitale est transférée à Nankin où un nouveau Gouvernement est établi. La Constitution de 1923 n'existe plus. Ce Gouvernement est appelé « Le Gouvernement National ».

Quelle est donc l'origine du Gouvernement National ? D'après la déclaration du parti nationaliste, il faut considérer trois périodes : la période militaire, la période éducative et la période constitutionnelle. Par la force militaire, le Kouo-min-tang a fait disparaître tout obstacle. Le Gouvernement National en est aujourd'hui à la deuxième période. Le projet de la loi organique du 10 Octobre 1928 a été préalablement examiné et voté par le Comité Central exécutif du Kouo-min-tang. Celui-ci a décidé notamment : 1° que la souveraineté de la République Chinoise réside dans le peuple Chinois ; 2° que le Gouvernement National sera soumis à la direction et à la surveillance du parti Nationaliste ; et 3°, que le dit Gouvernement détiendra le pouvoir dirigeant de la Chine.

De quelle inspiration vient donc la loi organique du Gouvernement National ? Cette loi s'inspire de la doctrine de la Constitution des cinq pouvoirs du fondateur nationaliste, le Dr Sun Yat Sen.

Le Gouvernement National est-il constitué directement par le peuple ou par le régime représentatif ? Non, il ne provient ni de l'un ni de l'autre. D'après l'article 5 du Statut du Conseil Politique, le Président du Gouvernement National, appellation qui remplace l'ancien nom du Président de la République, et le Président

de chacun des cinq « Yuan » sont désignés par le Conseil Kouo-min-tang. Mais, il y a surtout autre chose : c'est le Parti Nationaliste qui, derrière cette façade officielle, détient véritablement le pouvoir. Au moment de la promulgation de la loi organique, le Kouo-min-tang a publié le principe de l'éducation politique. Nous traduisons textuellement ce qui suit :

« Le Comité central du Kouo-min-tang établit le principe de l'éducation politique et impose sa politique au Kouo-min-tang de la Chine. Il réalise, conformément au projet de la reconstruction de la nation chinoise, les trois principes du peuple du Dr Sun. Pendant cette période éducative, il éduque les peuples chinois et pousse ceux-ci à exercer les pouvoirs politiques jusqu'au moment de la Constitution et jusqu'au moment de la représentation directe. Il promulgue les principes suivants :

1° Pendant la période éducative, le congrès national du Kouo-min-tang qui dirigera les peuples pour exercer les pouvoirs politiques, remplacera l'assemblée nationale du peuple, dans la République de Chine.

2° Dans l'intervalle des sessions du congrès national du Kouo-min-tang, les pouvoirs politiques sont confiés au comité central exécutif.

3° Conformément au projet de la construction de la Nation Chinoise, les droits de l'initiative, du referendum, du suffrage universel, et de révocation des fonctionnaires seront dévolus au peuple pour se développer et établir la base de la Constitution.

4° Les pouvoirs politiques : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle seront confiés au Gouvernement National. Celui-ci établira une base de Gouvernement à représentation directe pour la période de la Constitution.

5° L'exécution des affaires nationales importantes sera soumise à la direction et à la surveillance du conseil politique central.

6° La révision et l'interprétation de la loi organique du Gouvernement National seront décidées par le Conseil politique central et le Comité central du Kuo-min-tang ».

Voilà, le système du Gouvernement National qui ressemble à la fois au régime soviétique établi à Moscou et au régime dictatorial établi à Rome, tout en n'étant une dictature bolcheviste, ni une dictature fasciste. Mais, comme en Russie et comme en Italie, ce sera le Gouvernement par et pour un parti politique, organisé en classe privilégiée, et s'identifiant en quelque sorte avec la nation. A la base de tout le régime, il y a le Kuo-min-tang, c'est-à-dire le seul parti réellement organisé qui se réclame des Principes du D^r Sun-Yat-Sen et entend exercer une véritable dictature.

Saisissant cette occasion, on peut comparer la forme du Gouvernement National Chinois avec celle du Gouvernement de la Russie et de l'Italie. Il y a quelques différences :

1° Dans l'Union République socialiste soviétique, c'est la renonciation définitive à tout essai d'ap-

plication du principe de la séparation des pouvoirs. En Italie, l'article 6 de la loi « fascistissime » du 24 Décembre 1925 dispose que « Aucun projet ne peut être mis à l'ordre du jour de l'une des deux Chambres sans l'adhésion du chef du Gouvernement ». Cela montre les attributions et les prérogatives du chef du Gouvernement au-dessus du Parlement. Dans le Gouvernement National Chinois, la séparation des pouvoirs est strictement reconnue, en instituant cinq pouvoirs au lieu de trois.

2° L'U. R. S. S. est un état fédéral, basé sur des traités. Selon l'article 4 du chapitre V de la Constitution de l'U. R. S. S. chacune des Républiques fédérées garde le droit de sortir librement de l'Union. Le Gouvernement fasciste qui a été constitué par l'ordonnance du Roi en 1922 est une monarchie à forme législative. Le Gouvernement National Chinois est une République et un état unitaire composé des provinces décentralisées. Les unités composantes — chaque province décentralisée — ont l'autonomie à condition qu'elle ne soit pas contraire aux principes du Gouvernement central.

3° En Russie, la dictature du prolétariat est l'instrument de transition entre la domination du capitalisme et le règne du communisme. L'article 10 du chapitre V de la Constitution de l'U. R. S. S. dit : « La République russe est une communauté socialiste de tous les travailleurs de Russie. Toute l'autorité, dans les limites de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, appartient à la population ouvrière tout entière du pays groupée dans les Soviets urbains et ruraux ». Le projet de la loi organique, décidé par le Kuo-min-tang, décla-

re que la souveraineté de la République réside dans le peuple chinois. Le Gouvernement National tendra à créer l'équilibre entre les différentes classes de la Société.

En résumé, disons que le Gouvernement National chinois est dirigé par le Kuo-min-tang et que la loi organique du 10 Octobre 1928 s'inspire de la doctrine du Dr Sun-Yat-Sun. Dans la deuxième partie, nous allons, d'abord, examiner la théorie de la constitution des cinq pouvoirs et ensuite, étudier le parti Nationaliste lui-même.

CHAPITRE II

La théorie de la Constitution des cinq pouvoirs

La Constitution des cinq pouvoirs est un système nouveau. Cette doctrine a été créée par le fondateur du parti nationaliste, le D^r Sun-Yat-Sen. Il l'a réclamée depuis plusieurs années. On peut lire son éminent discours dans lequel le D^r Sun expose une théorie ingénieuse. Dans ce chapitre, nous allons d'abord traduire le discours du D^r Sun, et ensuite, faire un compte-rendu de ces deux pouvoirs nouveaux — le pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle — qui ont existé déjà dans la Chine antique.

SECTION I

Discours sur la Constitution des cinq pouvoirs adressé à l'Assemblée provinciale de Canton par le D^r Sun.

Messieurs,

« Je suis très heureux de parler devant vous, de la Constitution des cinq pouvoirs. Ce système est celui que

je préconise, et, ni autrefois, ni de nos jours, on ne trouve rien de semblable, chez nous, ni chez les étrangers.

« Messieurs, savez-vous ce qu'a été vis-à-vis de la **Constitution** la tendance politique du monde entier dans les deux derniers siècles ? On entend fréquemment le mot « Constitution » chez nous depuis une vingtaine d'années seulement.

» Alors, que dit-on de la Constitution ? La Constitution, dit-on, c'est ce qui sert à préparer les pouvoirs publics. Chacun d'eux qui est indépendant l'un de l'autre dirige les affaires de sa compétence. La Constitution des différentes nations civilisées se manifeste par trois pouvoirs. Lorsque je propose le système des cinq pouvoirs, personne ne le comprend d'une manière claire.

» D'où vient cette doctrine ? Quant à son origine, je le répète, c'est une étude de ma pensée. En ce qui concerne le sujet de ce discours, il y a plus de dix ans, j'en parlais à l'occasion de l'anniversaire du « Journal du Peuple », que le T'ong-Mong-Hoeï (1) avait célébré à Tokio. A ce moment-là, personne n'y prêtait attention, car tout le monde croyait à la séparation des trois pouvoirs et pas à celle des cinq pouvoirs. Aussi, on s'étonnait beaucoup de cette idée, et enfin on croyait à un mensonge de ma part.

» Cependant, je propose cette doctrine, et voici mes raisons. Ayant été sans succès à Canton, je me suis enfui à l'étranger. Bien que la révolution ait échoué une fois de plus, les idées révolutionnaires ont tout de même progressé un peu. Pendant mes loisirs, j'ai examiné l'é-

(1) L'Association révolutionnaire.

volution de la politique de différents pays, afin de rechercher une institution idéale qui puisse être réalisée au lendemain de la victoire révolutionnaire. Pour cette raison, quand j'étais à l'étranger, j'ai spécialement étudié les Constitutions des divers pays. Après mon étude, j'ai créé le système des cinq pouvoirs.

» Après la victoire de la guerre de l'indépendance, les Etats-Unis d'Amérique ont établi une Constitution des trois pouvoirs. Celle-ci a des textes établis d'une façon stricte. On l'appelle donc « La Constitution Ecrite ». D'autres pays l'ont copiée. Les Américains soutiennent que, en ce qui concerne la Constitution des Etats-Unis, c'est un modèle parfait. Les publicistes anglais, émettent la même appréciation que les Américains. Je l'ai étudiée soigneusement et l'ai examinée, tant au point de vue historique, qu'au point de vue politique.

» Quel est donc le résultat de mon étude sur la Constitution des Etats-Unis?

» D'après mon avis, j'ai aperçu que cette Constitution était incomplète, et qu'elle contenait pas mal de vices. Les publicistes américains et européens qui ont étudié à fond cette Constitution ont fait la même observation que moi. J'ai étudié cette Constitution avec le plus grand scrupule et avec l'esprit le plus minutieux; elle a des points imperfectibles. Maintenant tout le monde peut en trouver.

» Au point de vue des lois, l'application de la Constitution des Etats-Unis ne suffit pas. N'importe quelle institution connue, qui a été perfectible il y a plusieurs années, ne l'est plus à présent. Ayant fait une étude

comparée, j'en ai trouvé le point défectueux et j'ai pensé à faire mieux.

» Quant au moyen à employer dans ce but, ce n'est pas une chose facile. Il n'y a, ni des instructions qui puissent renseigner, ni des exemples précédents auxquels on puisse se référer. Je me souviens encore d'un professeur à l'Université de Colombia ; il a écrit un ouvrage « La Liberté ». Il a critiqué l'insuffisance de la constitution des trois pouvoirs. Selon sa théorie, il enlève à la Chambre des Députés, le droit d'accusation et le constitue en pouvoir indépendant. Que le parlement ait le droit d'accusation, dans certains cas, les membres du parlement pourront détourner ce droit, le Gouvernement se trouvera ainsi gêné et ce dernier risquera des blâmes. Cela prouve que même les Américains ont aperçu l'imperfection de la Constitution des Etats-Unis bien que l'observation du professeur ne soit pas tout à fait au point.

» Pourquoi cela ? Aux Etats-Unis, les fonctionnaires de plusieurs Etats particuliers sont élus par le peuple. Cette élection est très compliquée et, de plus, il y a beaucoup d'abus. On a donc établi le suffrage restreint et réglé la qualité stricte des électeurs, selon les conditions de fortune et de situation. Le peuple doit d'abord posséder une fortune déterminée et, ensuite exercer le droit d'élection. Sans fortune, il n'a plus ce droit. Cependant, ce système est contraire aux principes de liberté, d'égalité de l'époque moderne. Ainsi, l'élection peut être faussée. La question de connaître exactement quelle personne sera réellement capable est très difficile. Qu'on n'applique qu'aux électeurs le système de la restriction,

c'est un système partiel. Le meilleur moyen serait de restreindre les élus. Accorder à tout le monde le droit d'élection, c'est le suffrage universel qu'on a réclamé aujourd'hui pour tous les pays.

» Evidemment, le suffrage universel est le meilleur système. Mais, comment peut-on élire justement ? Qu'il n'y ait aucun modèle déterminé et si l'on ne réalise que le principe du suffrage universel, il y aura aussi beaucoup d'abus. Nous avons pour but d'élire, non ceux qui possèdent beaucoup de fortune, mais ceux qui se recommandent par leurs reconnaissances, leur moralité, et leurs capacités aux services publics, aussi bien les fonctionnaires que les parlementaires. Avoir de l'argent, cela ne suffit pas, pour qu'on puisse faire partie des services publics, si on ne remplit pas les trois conditions requises ci-dessus. Supposons un nombre de cinquante personnes à qui ont été reconnues ces bonnes qualités, nous pouvons choisir ces personnes là ; or, comment pouvons-nous arriver à les trouver ?

« Nous avons un système dans la Chine ancienne. Ce système est l'examen. Autrefois, les fonctionnaires des services publics qui avaient d'abord subi l'examen et qui avaient ensuite été nommés à des fonctions publiques étaient des fonctionnaires honorables. Ceux qui étaient arrivés au service public par d'autre moyen que celui de l'examen étaient moins honorables. A l'époque du pouvoir absolu, on avait moins besoin d'adopter ce système, puisque l'empereur prêtait une attention constante à recruter les gens capables du pays. Grâce à son autorité suprême, celui-ci pouvait choisir tous les hommes réellement qualifiés. Ceux qui ont été choisis par

l'empereur étaient toujours de bons fonctionnaires. Dans le temps moderne, le peuple qui manque de temps et d'expérience, ne peut plus le faire.

» Ainsi, voilà le système d'examen qui n'est pas nécessaire à l'époque de l'absolutisme ; à notre époque démocratique doit être adopté. Pour cette raison, j'ajoute *le pouvoir d'examen*. Cela s'inspire de mes documentations sur la politique et la constitution des différents pays, pendant mon séjour à l'étranger. Ce faisant, je ne copie aucun auteur étranger. Ainsi je crois que ce système pourra être réalisé avec avantage.

» Dans le Tong-Mon-Hoeï, à Tokio, le statut fondamental du Kouo-min-tang est les trois principes du Peuple et le système des cinq pouvoirs. On espérait que celui-ci serait réalisé après la victoire de la révolution. Mais on n'y prêta plus attention après la chute des Tsing. Nos partisans étaient fiers d'avoir fini leur tâche, lorsque la dynastie absolue fut renversée. Aujourd'hui, bien que la République ait été établie depuis dix ans, il n'y a aucune amélioration et la corruption est beaucoup plus grande qu'auparavant. Quelle en est la raison ? Nous l'avons dit dans ce qui précède. Bref, nous devons adopter la Constitution des cinq pouvoirs, pour la base du gouvernement de notre nation. Ainsi, nous aurons une Constitution excellente et nous pourrions arriver à la vraie République.

» Dès que j'ai soutenu cette théorie, personne ne l'a comprise, même les publicistes qui n'étaient pas d'accord. Je me souviens, il y a vingt ans, d'un étudiant chinois. Celui-ci était diplômé de la Faculté des Droits d'une Faculté des Etats-Unis. Il est allé poursuivre en-

core ses études supérieures dans une autre université. Je l'ai rencontré à New-York; je lui demandai quelle matière il allait étudier maintenant. Il m'a répondu qu'il voulait étudier spécialement la Constitution. J'ai exposé le système des cinq pouvoirs devant lui. Nous avons discuté ce problème presque deux semaines. Il l'a reconnu le meilleur. Je le priai de l'étudier profondément. Après quelques temps il a fini ses études à l'Université de Yale et y a obtenu le grade de Docteur en Droit. Ensuite il est allé en Angleterre et en France pour se documenter sur les diverses Constitutions. Au moment de la révolution, il est revenu en Chine. Je lui demandai : « Quelle est votre opinion après une étude approfondie, puisque vous avez déjà approuvé mon système ? » Il m'a répondu que ce système n'existait dans aucun pays, et il avait peur qu'on ne puisse le faire fonctionner. A ce moment là, on manquait de confiance dans mes idées et on voulait les ignorer.

» De plus, un Japonais, Seng Kong Yi Scheng, docteur en droit, était le conseiller juridique du Gouvernement Chinois. Quand j'étais à Nankin, j'ai délibéré sur plusieurs affaires juridiques avec lui. Pendant ma fuite à Tokio, je l'ai rencontré. Il me demanda : « Qu'est-ce que la Constitution des cinq pouvoirs ? » Je le lui ai expliqué en détail. Nous restâmes ensemble presque trois mois. Pour l'explication de ce sujet, j'ai compté une trentaine d'heures, enfin il comprit. Ah ! qu'il fallut longtemps pour faire comprendre à ce jurisconsulte là ! Qu'on veuille parler ainsi au peuple, étranger de ce problème, combien de temps faudra-t-il ? Cela ne m'étonne pas que le public ne comprenne pas.

» Tout à l'heure, j'ai parlé d'un docteur chinois et d'un docteur japonais. Avec le premier, nous avons discuté ce système pendant deux semaines, et enfin, il l'a approuvé. Mais, à ce moment là il n'était que licencié en droit et ses études n'étaient pas encore finies. Etant docteur en droit, et ayant fait une étude approfondie, il trouva qu'il n'y avait dans le monde aucun système pareil à celui de ma thèse. Avec le second, nous avons étudié ce sujet pendant plusieurs mois, et enfin, je suis arrivé à me faire comprendre, à mon avis, c'est une chose vraiment difficile que de se faire comprendre. Aujourd'hui, personne ne prête attention à mon projet. Bientôt, ou bien dans cent ans, ou bien dans mille ans, un jour viendra où on le mettra à exécution.

Tout le monde espère que la Chine devienne très vite une nation des plus glorieuses. Quel moyen emploie-t-on pour cela ? Je pense que ce n'est pas du tout difficile à trouver. C'est l'adoption du système des cinq pouvoirs.

» Depuis le premier discours à ce sujet, à Tokio, pendant l'anniversaire du « Journal du Peuple » jusqu'à aujourd'hui, presque vingt ans se sont écoulés. Les approbateurs de ce système ne paraissent pas nombreux. Cela prouve qu'on n'y croit pas. Aujourd'hui, c'est une belle occasion que je saisis de répéter mon opinion. Mais on ne peut l'éclaircir de tout côté, c'est qu'on ait largement le temps. Encore, on ne veut pas trop parler, afin de ne pas être en confusion. Ainsi, je trouve une méthode pour mon discours. C'est ce qu'on a dit souvent « Voir nettement à côté au lieu d'en face ».

» Il y a un proverbe chez nous qui dit : « On ne connaît point la vraie figure du Lo-chan (une jolie montagne chinoise) lorsqu'on est à l'intérieur de celle-ci. » Cela veut dire que nous pouvons voir le beau paysage de cette montagne à condition que nous soyons en dehors de celle-ci. Au cas contraire, nous n'en voyons rien. Aujourd'hui, j'adopte le sens figuré de ce proverbe, pour faire mon discours sur la Constitution des cinq pouvoirs.

» Réfléchissez-vous, Messieurs, comment se pose la question de la Constitution ? Pour qu'on puisse avoir une idée de l'application de celle-ci, il faut apprendre l'histoire politique de plusieurs milliers d'années. Dans toute politique il y a deux tendances : d'une part, la liberté, et d'autre part, l'ordre. Cela est analogue à la physique dans laquelle, il y a la force centrifuge et la force centripète. La première tend à s'éloigner du centre et la seconde à se rapprocher du centre. Si la dernière est trop forte, tout corps s'amoin-drit, et si la première est excessive, tout corps s'échappe. Le changement de la politique du passé est une réaction pareille à ces deux forces. Que la liberté se développe au delà des bornes ordinaires, il y aura une anarchie, et que l'ordre soit trop strict, il y aura une tyrannie.

» Ainsi, dans notre histoire, on peut apercevoir une substitution de la tyrannie à la liberté, alors que c'est le contraire dans celle des états européens. Le « Ihou » (ancien livre chinois a été réédité par Confucius à partir des cours « Tong » et « Yu » (1). Pendant cette pé-

(1) Yao et Shoun, les deux derniers de cinq anciens empereurs.

riode-là, le peuple se trouvait très heureux et jouissait entièrement de la liberté et de l'égalité. Ces jours-là, disait-on, c'était « Le Monde d'or ». Plusieurs générations après, notre politique est devenue lamentable. Quelle en est la raison ? D'un côté, le peuple avait assez de liberté, et alors il n'y pensait plus ; d'un autre, les rois de plus en plus ambitieux se succédaient au pouvoir et le droit absolu au profit de l'empereur se constituait durant les grandes monarchies « Tsing » et « Han ». Chez les étrangers, le peuple ne put supporter les institutions tyranniques. Un proverbe dit : « Sans liberté, mieux mourir ». Cela prouve les excès de la politique du pouvoir absolu. La politique chinoise, à l'origine libérale, s'avance peu à peu vers la tyrannie. Les anciens Chinois ont dit souvent : « Cultiver le terrain pour manger, creuser le puits pour boire ». C'est une signification de la liberté. Le savant Lao-Tze a professé « Qui ne gouverne rien, gouverne très bien ». Cela démontre une idée de la liberté complète. Le Chinois n'apprécie plus cette liberté, lorsqu'il en a trop. Maintenant, cette coutume existe encore, mais les étrangers s'en étonnent beaucoup et comprennent mal que les Chinois ne l'estiment point. En vérité, c'est une ignorance de la part du Chinois. Tandis que dans l'histoire de l'Europe, il n'en est pas de même. Pendant la chute du Saint Empire Romain, les territoires sont occupés par différents Etats particuliers et les tiers sont opprimés comme les esclaves. Dans les temps modernes, il y eut encore beaucoup de guerres afin de sauvegarder la liberté. Pendant la propagande révolutionnaire, je ne parlerai pas de cette question, c'est parce que notre peuple ne pensait qu'à

changer le régime politique et ne comprenait pas la liberté. Quant à l'empereur de la dernière dynastie, il ne demande au peuple que de payer les impôts et de ne pas nuire à l'avenir de la dynastie. A ce point de vue, les étrangers se moquent de notre peuple qui n'a aucune connaissance de la liberté. Cependant autrefois les Chinois n'ont pas eu besoin de la réclamer. Récemment, les jeunes gens chinois qui ont reçu une nouvelle éducation politique ont déclaré le mot « Liberté ». Bref, les Européens et les Américains réclament la liberté, puisqu'ils n'en ont pas, et les Chinois ne la demandent point puisqu'ils en ont déjà. Ces deux tendances, la liberté et la tyrannie se produisent d'une façon différente entre la politique de la Chine et celle de l'Europe.

» En ce qui concerne le fonctionnement de la politique, il y a deux sortes de gens. C'est ce qu'a professé Confucius : « Les uns travaillent avec leur cerveau et les autres avec leurs bras. Les premiers gouvernent les derniers ». Le Gouvernement se révèle par beaucoup de connaissances et le gouverné n'en a point. Notre peuple dans le passé, qui semble tout à fait comme l'enfant, se trouve être gouverné par autrui. Maintenant, le peuple a grandi et est réveillé. On a renversé les classes, le gouvernant et le gouverné. Comme dans l'Europe moderne, le peuple a chassé le roi absolu et il obtient donc la liberté aujourd'hui.

» La Constitution des cinq pouvoirs sert à abolir les deux classes et à établir un système fondamental de la démocratie.

» Maintenant, nous sommes amenés à parler de l'origine de la Constitution. Celle-ci a pris naissance en Angle-

terre. Depuis la réforme législative, le pouvoir absolu du roi d'Angleterre s'efface petit à petit. Cela devient une coutume de la politique anglaise, et, la séparation des trois pouvoirs se manifeste. En réalité, les Anglais ne le savent pas eux-mêmes, puisqu'ils agissent avec leur caractère d'amoureux de la liberté.

» Il y a deux cents ans, un écrivain français Montesquieu a publié un livre « L'Esprit des Lois » dans lequel il insiste sur la nécessité de séparer les pouvoirs publics et se prononce ensuite pour une séparation des trois pouvoirs ; le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Cette théorie se base sur la coutume anglaise. Quoi qu'on dise, ce régime anglais n'est pas le même aujourd'hui. Avec le développement des partis politiques, il n'existe plus une distinction des trois pouvoirs. On remarque la confusion de deux pouvoirs. C'est un gouvernement parlementaire, c'est-à-dire une politique du parti qui domine dans le gouvernement.

» Ensuite vint la révolution de l'indépendance américaine. Inspirée par la doctrine de Montesquieu, les Etats-Unis ont adopté une constitution des trois pouvoirs, en vertu de laquelle les divers pouvoirs de l'Etat se trouvent répartis entre plusieurs autorités indépendantes les unes des autres d'une manière stricte. Le Japon, après le renversement de sa politique, et plusieurs états européens copièrent par la suite, la constitution des Etats-Unis. La Constitution anglaise n'a pas de textes réguliers, celle des Etats-Unis en a d'une façon distincte. Aussi, la première est-elle souple et la seconde, rigide. En Angleterre, l'administration dépend des gens, et aux Etats-Unis, l'administration dépend de la loi.

L'Angleterre n'a donc pas une Constitution écrite. Qu'on compare la Constitution coutumière anglaise avec la nôtre. La Chine aussi a une Constitution des trois pouvoirs durant les diverses dynasties absolues. Faisons un tableau des Constitutions comparées :

1^{er} La Constitution Chinoise :

Le pouvoir du roi le pouvoir exécutif.
agit

Le pouvoir d'examen le pouvoir législatif.
concurrentement

Le pouvoir d'accusation..... le pouvoir judiciaire.

2^e Les Constitutions européennes :

Le pouvoir législatif..... le pouvoir d'accusation . . .
agit

Le pouvoir exécutif le pouvoir d'examen.
simultanément

Le pouvoir judiciaire

D'après ce tableau, peut-on dire que la Chine n'a pas une Constitution coutumière ? Voilà, un pouvoir du roi, un pouvoir d'examen, un pouvoir d'accusation et le premier détient, en même temps, les trois pouvoirs constitutants des pays d'Europe.

L'examen est le meilleur système en Chine, et encore le régime le plus sérieux. Autrefois, pendant l'examen, on fermait les portes d'entrée et de sortie afin que personne ne pût passer librement. Il n'y avait ni excuse, ni dispense pour favoriser les relations avec l'examineur. On voit comme cela était sévère!

Quant à l'accusation; il y avait autrefois un fonctionnaire spécial qui exerçait ce droit. Etant très sévère, ce fonctionnaire ne craignait pas de présenter souvent de vives remontrances, quoique le roi fût défaut. Je me rappelle qu'il y a dans une librairie l'image d'un temple où l'on célèbre la reconnaissance aux dix grands hommes. M. Tchang-Tche-tong y a marqué « Le couloir contre le vent ». Cela signifie que ces gens-là ayant le caractère droit et juste, peuvent faire échec à la dignité du roi. Un savant américain a écrit un livre : « La Liberté et le Gouvernement ». Le pouvoir d'accusation en Chine, disait-il, est le meilleur système pour faire régner l'harmonie entre la liberté et le Gouvernement.

Tout à l'heure, j'ai déjà soutenu ces tendances politiques.

Cependant, le Chinois, autrefois, ignorait cette « Liberté ». La liberté extrême est l'anarchie. La doctrine anarchiste paraît aussi nouvelle en Europe. Tout d'abord, il y a le Français Proudhon et le Russe Bakhounine, ajoutons Kropotkine. Ces gens-là ont soutenu ces théories, soit à cause de leur nouveauté, soit afin de les étudier plus profondément. Récemment, les étudiants Chinois, qu'ils la comprennent ou non, discutent cette doctrine, c'est vraiment ridicule. Quant à l'anarchie, les Chinois se sont informés dans la Chine antique. Les doc-

trines de Lao-Tze et Houang-Tze ne sont-elles pas de l'anarchie ? Le chapitre « Intérieur » du Li-Tze professe que dans le pays Houa-Siu-Che le peuple n'a ni roi, ou souverain, ni loi; la nature seule existe, c'est tout. N'est-ce pas là de l'anarchie ? Ainsi, l'anarchie s'est manifestée en Chine il y a des milliers d'années. Mais maintenant, les jeunes Chinois ne la comprennent pas très bien. Pas plus que celle de l'Europe, nous n'avons pas besoin de la suivre.

Les deux tendances dont j'ai parlé doivent s'harmoniser et non se contrarier comme la force centrifuge ou la force centripète. C'est une faute de ne considérer que l'une ou l'autre. La conception d'un seul côté n'est pas complète. Le monde entier est satisfait lorsque ces deux forces sont non seulement en harmonie mais aussi en balance. L'utilisation de la Constitution est semblable à celle de la machine. A mon avis, le Gouvernement est simplement une machine, mais on me le reproche. Naturellement la substance matérielle a besoin d'instruments. Cependant les affaires humaines en ont aussi besoin. La loi est une machine pour expédier les affaires humaines. Au point de vue physique, le contrôle de la substance matérielle est facile et celui des affaires humaines, difficile. On peut faire promptement le premier, grâce au développement de la science, tandis qu'on n'a pas la même facilité pour le second, à cause de la complexité de celle-ci. La Constitution est une grande machine qui sert à mettre de l'harmonie entre la liberté et l'administration.

Au début de la révolution, j'ai énoncé les trois principes du peuple: le principe de la race, le principe de la

vie et le principe du droit. Le Président des Etats-Unis, M. Lincoln a bien dit que « The Government of the people, by the people, for the people ». J'interprète cette parole ainsi : « ce que le peuple possède, le peuple l'administre et le peuple en jouit ». L'idée de M. Lincoln se confond exactement avec la mienne. Ayant le droit d'administrer, le peuple peut donc se procurer la jouissance de ses droits. Qu'il n'ait pas le premier droit, comment peut-il en détenir le second ?

En ce qui concerne le pouvoir du peuple, on a dit des choses fausses. Si l'on voulait renverser la proposition : « Celui qui travaille par intelligence, administre ; les autres sont administrés de force », cela est facile. La force humaine peut égaler celle de Dieu, à condition qu'elle soit ingénieusement utilisée. Dans le monde il y a le cheval qui peut marcher mille *Li* environ par jour ; l'oiseau qui peut voler dans l'air et le poisson qui peut nager dans la mer. Qu'on veuille marcher mille *Li* par jour, voler dans l'air, nager dans la mer, est-ce qu'on peut y arriver ? Certes, on peut y arriver à l'aide de la force d'une machine. Si nous montons dans une automobile, nous pouvons arriver à parcourir une distance de mille *Li* environ par jour ; si nous prenons un avion, nous pouvons circuler dans l'air ; si nous sommes dans un sous-marin, nous pouvons nous cacher au fond de la mer. Cela prouve la substitution de la force humaine à celle de Dieu. Autrefois, en Grèce, il y avait un homme qui, en marchant à pied, faisait un millier de *Li* par jour. C'était un génie, qui avait un talent spécial. Mais on ne le trouve plus maintenant. Grâce à la machine, nous pouvons faire de même, selon notre vo-

lonté, sans le secours du talent introuvable. Maintenant, nous parlons de la démocratie, c'est-à-dire que nous voulons faire se poser notre peuple sur une machine pour qu'il agisse d'après sa propre volonté. Quelle est cette machine ? La machine est la Constitution suivante :

2^e Tableau : Le système de la Constitution des cinq pouvoirs :

- 1^o Le pouvoir législatif ;
- 2^o Le pouvoir exécutif ;
- 3^o Le pouvoir judiciaire ;
- 4^o Le pouvoir de contrôle ;
- 5^o Le pouvoir d'examen.

Cette Constitution est équivalente à l'automobile à l'avion et au sous-marin. Ces cinq pouvoirs sont indépendants les uns des autres. Pendant les dynasties absolues, il y avait un mot courant « Révolution » qui signifiait renversement de haut en bas, ou de bas en haut. Aussi la Révolution est-elle une affaire formidable. Le système des cinq pouvoirs a un sens tout autre. On supprime le pouvoir du roi et on le répartit en trois pouvoirs qui sont distincts les uns des autres. Le pouvoir exécutif aura un président de la République qui mettra en exécution toutes les affaires administratives. Le pouvoir législatif sera détenu par le Parlement. Le pouvoir judiciaire sera exercé par le juge. De plus, le pouvoir de contrôle et le pouvoir d'examen sont aussi indépendants respectivement.

Dès lors, les fonctionnaires des services publics doivent subir un examen et ne peuvent plus être nommés sans le règlement. Je me souviens que plusieurs person-

nes sont venues chercher une fonction publique, quand je suis arrivé à Canton. Je ne savais pas ceux qui étaient capables et ceux qui ne l'étaient pas. A ce moment-là, le gouvernement avait besoin de gens compétents, mais en même temps, on ne savait où les trouver. Cela se comprend facilement à cause du manque du système d'examen. Si un homme a quelques capacités, personne ne le connaît, s'il n'y a pas d'examen. Sans ce système, ceux qui n'ont aucune connaissance des services publics peuvent être fonctionnaires. A la fin, la corruption a lieu partout et le peuple est mécontent. Il y a quelques jours, ma famille voulait un cuisinier. Je ne savais où trouver cette personne. Je demandai à un restaurant de me le procurer. Pourquoi ne me suis-je pas adressé au menuisier ? Parce que le restaurant est une maison spéciale de cuisiniers. Réfléchissez à ceci, Messieurs : pour chercher un cuisinier (ce qui est une petite chose, on doit s'adresser à un institut spécial. Il faut agir de même en ce qui concerne les grandes affaires de l'Etat. Ainsi, on comprend bien l'importance du système d'examen. Sans celui-ci on ne sait quelle voie suivre. En supposant qu'une assemblée provinciale ait besoin d'élire quatre-vingts délégués, et qu'il ait trois cents personnes capables au moment de l'élection, nous pouvons donc élire facilement parmi ces trois cents personnes les quatre-vingts délégués.

En ce qui concerne les élections des Etats-Unis, on remarque souvent quelques faits ridicules. Je me rappelle encore d'une bataille électorale entre deux électeurs. L'un était un docteur en droit, l'autre un chauffeur. Au moment de l'élection, tous les deux prononcè-

rent leurs discours. Le premier exposa un sujet non applaudi quoiqu'il ait fait des études approfondies à l'Université. C'est que son discours était trop soigneusement étudié et le public le comprit mal. Le second dit : « Le docteur en droit est un savant; seulement, c'est un fils de famille et ses études ont été payées par ses parents. Je n'ai pas eu l'occasion d'étudier, n'ayant aucune aide de mes parents. Il dépend de sa famille, je dépends de moi-même. Voilà, quel est le plus méritant de nous deux ? » Ce discours-ci parut très raisonnable et fut applaudi par tout le monde. Grâce à ce discours, le chauffeur fut élu. Réfléchissez, Messieurs, voilà un docteur en droit et un chauffeur. Quant aux connaissances, évidemment, le docteur en droit en a beaucoup plus que le chauffeur; cependant le premier est battu. C'est parce qu'on ne réalise que le système d'élection, sans y ajouter celui d'examen. C'est pourquoi on obtient des situations ridicules. S'il y avait un examen, les fonctionnaires seraient à la fois des gens consciencieux et capables.

» L'Angleterre a adopté le système d'examen de bonne heure. Les Etats-Unis l'instituent depuis une vingtaine d'années. Le système anglais s'inspire du système chinois. Notre système est le premier du monde. Maintenant le système d'examen des divers pays est à peu près copié sur celui d'Angleterre.

» Tout à l'heure, j'ai dit que le pouvoir législatif est détenu par le Parlement, le pouvoir exécutif par le Président de la République, le pouvoir judiciaire par le juge, et le pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle ont leurs propres officiers. Quand j'étais à Nankin, je

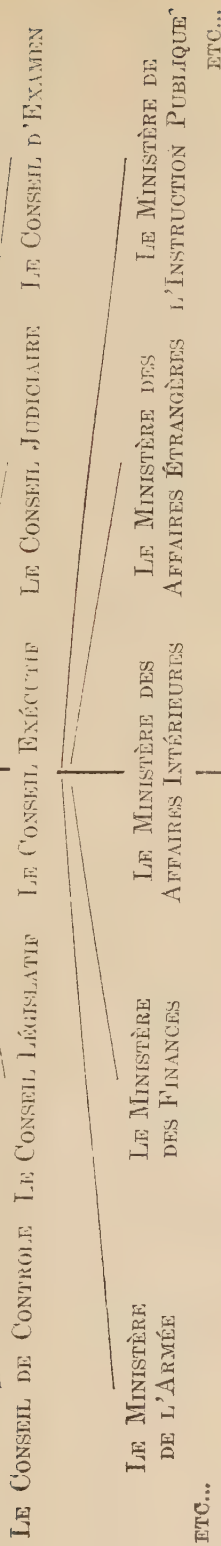
demandai aux membres de l'Assemblée nationale d'établir une Constitution des cinq pouvoirs, mais ceux-ci ne comprirent pas du tout. Peu de temps après, on établit une « Yue-fa » (loi conventionnelle). Je n'intervins pas, puisque cette « Yue-fa » n'avait pas beaucoup d'importance en effet, et elle ne dura qu'une année. Je croyais que le temps me permettrait d'expérimenter mon système. Jusqu'au projet de la Constitution de Tien-tan, on laisse encore une fois de plus mon opinion de côté. Je me répète encore une fois, le système des cinq pouvoirs est absolument de mon idée. Celui-ci est comme une grande machine. Si vous voulez marcher mille *Li* vous devez monter en automobile, si vous voulez nager dans la mer, vous devez prendre un sous-marin, si vous voulez circuler dans l'air, vous devez prendre un avion. De même, si vous voulez administrer un Etat, vous devez utiliser la machine pour l'administration.

» Tel est le 3^e tableau de l'organe administratif de l'Etat.

ORGANE ADMINISTRATIF de l'ÉTAT

L'Assemblée Nationale du Peuple

LE GOUVERNEMENT CENTRAL



LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

LE GOUVERNEMENT LOCAL (y compris le régime direct de la Démocratie)



UN DÉLÉGUÉ POUR CHACUNE DES SOUS-PRÉFECTURES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

» Le tableau précédent est l'organe administratif d'Etat. Sauf la constitution dans laquelle se sont réglés indépendamment les cinq pouvoirs, la cellule la plus importante à la base de l'organe de l'Etat est le « Self-Government » de la sous-préfecture. On y réalise la démocratie directe. La démocratie directe est donc la vraie démocratie. Dans celle-ci se remarquent les quatre droits apparents : 1° l'initiative ; 2° le referendum ; 3° le droit de révocation ; 4° le droit d'élection. La Constitution des cinq pouvoirs est comme une grande machine et la démocratie directe est ainsi comme le bouton et la serrure de la grande machine. Ayant le droit d'élection de la démocratie directe, le peuple a besoin encore de celui de révocation. C'est précisément pour cela qu'on dit « élu par le peuple, révoqué par le peuple aussi ». Qu'est-ce que le droit d'initiative ? C'est le droit pour le peuple de créer une loi d'après l'opinion publique en supposant qu'il veuille exécuter telle affaire déterminée. Le referendum est le droit pour le peuple d'annulation. Le peuple qui ne trouve pas une loi convenable, peut l'annuler, bien que la loi soit déjà votée par l'assemblée législative. Le peuple peut aussi émettre une approbation populaire pour la proposition des lois, rédigées par l'assemblée législative, mais ne pouvant être votée par cette dernière. Cette résolution populaire ne s'appelle pas l'initiative, mais encore le referendum. D'une part, la loi est préalablement adoptée par l'assemblée législative, d'autre part, le vote populaire ne se manifeste que pour la mettre en vigueur. En ce qui concerne le « Yue-fa » de la République Chinoise, elle ne règle pas le droit du peuple d'une façon concrète. Dans celle-ci, une clause :

« La Souveraineté Nationale de la République Chinoise réside dans le peuple Chinois », fut proposée par moi ; le reste n'est pas du tout de mon opinion, je n'en suis pas responsable.

» Avant-hier, j'ai déjà posé le principe de la Constitution des cinq pouvoirs devant l'Assemblée Provinciale. Veuillez, Messieurs les Représentants de l'Assemblée provinciale, le voter et demander au Parlement extraordinaire de Canton de l'établir comme la base de l'organe de l'Etat. Aujourd'hui, on est amené à ce sujet d'une façon indirecte, mais mon idée ne s'est pas encore entièrement manifestée dans si peu de temps. J'espère que vous pourrez non seulement étudier le tout, mais aussi l'approuver entièrement ».

SECTION II

Un aperçu historique de ces deux pouvoirs nouveaux : L'Examen et le Contrôle

Dans la section précédente, nous avons cité le discours du fondateur nationaliste, le Dr Sun-Yat-Sen, dans lequel se fait connaître la nouvelle doctrine des cinq pouvoirs. Sous le régime monarchique, les trois pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire qui étaient détenus par le roi seul ne se distinguaient point les uns des autres en Chine. Mais les deux autres, celui de contrôle et celui d'examen qui se présentent comme une base de la théorie du Dr Sun, ne sont qu'une survivance de très anciennes institutions impériales. Dans plusieurs

dynasties apparaissent le célèbre corps des censeurs et le règlement des concours. Il n'est donc pas inutile d'être renseigné sur les faits du passé.

Le système des censeurs apparaît pour la première fois dans la cour de l'empereur « Houang-Ti », 35 siècles avant Jésus-Christ. La Chine fut unifiée par Huang-Ti. Ayant divisé le territoire en neuf circonscriptions, il créa dix mille seigneuries de cent « li » et y établit le corps des censeurs « Ta-Kian droit » et « Ta-kian gauche ». Toutes les administrations seigneuriales étaient soumises à la surveillance de ces agents.

Jusqu'au règne de Tsin-che-Huang-Ti, 200 siècles avant J.-C. qui abolit le régime féodal, le territoire fut divisé en trente-six départements. Dans chaque département, on trouvait les « Sé » « Yu » « Kian » trois intendants qui détenaient respectivement le pouvoir administratif, le pouvoir militaire et le pouvoir de contrôle. Et dans la cour impériale, il y avait les « Chen-cham » « Tai-Yu » et « Yu-Se ». Le premier ministre, le commandant d'armée et le contrôleur général outre la hiérarchie des agents départementaux.

Pendant la dynastie Tang, 500 J.-C., le roi institua trois ministres à la cour :

- 1° Le **Men-hia-cheng** qui a examiné les ordonnances;
- 2° Le **Ihang-chou-cheng** qui publie les ordonnances;
- 3° Le **Ichang-chou-cheng** qui fait exécuter les ordonnances.

Le **Men-hia-cheng** était la cour des censeurs, puisqu'il pouvait approuver ou refuser l'ordre du roi.

Arrivé à la dynastie Ming 1368, se manifesta le « **Yu-Che-Tai** », c'était la célèbre cour des censeurs. On y trouvait une organisation complète. Le deuxième empereur **Min-Chen-Tzou** abolit la « **Yu-Che-Tai** » et forma une autre cour de « **You-Icha-Yuan** » pour exercer le droit de censure. Quoiqu'on changeât le nom, l'attribution de cette dernière était la même.

Sous le règne de Tsang-Té de la dernière dynastie des Tsing on rétablit le « **Tou-Tch'a-Yuan** ». Ses attributions étaient plus étendues. Elle pouvait :

- 1° Soumettre des remontrances à l'empereur ;
- 2° Mettre les princes, les comtes et les nobles en accusation ;
- 3° Prendre des sanctions disciplinaires contre les fonctionnaires ;
- 4° Examiner les affaires litigieuses traitées par les six départements.

Des temps antiques jusqu'à la dynastie des Tsing, on réalisa le système de contrôle. A cause des changements, des diverses dynasties, le nom de cette institution n'est pas toujours le même, mais sa fonction est identique.

En ce qui concerne le système d'examen, on ne le trouve pas dans la Chine antique. Pendant la dynastie des Tchou, 12 siècles avant J.-C. le système d'élection fonctionnait. Celui-ci avait un système à trois degrés. D'abord, on élit le plus intelligent d'une commune et le nom de l'élu est transmis au **Sé-Tée** (le chef des fonctionnaires du service civil. Un nom honorifique **Chieng-Dé** est donné à cet élu. Le **Se-Tou** choisit alors le meilleur parmi ces élus et l'envoie à l'Académie. L'élu du premier

degré inscrit au registre du chef du service civil était le privilégié, il ne devait ni payer l'impôt foncier, ni le service obligatoire des travaux publics locaux bien qu'il fut domicilié dans la commune. L'élú du second degré qui était de l'Académie, pouvait être dispensé, non seulement du service obligatoire des travaux publics mais aussi du service militaire.

Celui-ci s'appelait honorifiquement le « **Tza-Sé** » Tai-Yue-Chen (officier du roi). Il choisissait quelques-uns parmi les élus du second degré et donnait leurs noms au Sé-Ma. L'élú du troisième degré s'appelait d'un nom plus honorifique « **Chi-Sé** ». Le Sé-Ma se rendait compte de la capacité de ce dernier et ensuite lui donnait la charge publique. Celui qui était élu par une commune et nommé par le **Sé-Téou** était le fonctionnaire local. Celui qui était recommandé par **Tai-Yue-Cheng** et nommé par le **Sé-Ma** était le fonctionnaire royal.

Quant au principe d'élection, il comportait six « **Té** » ou moralité : 1° le savoir ; 2° la conscience ; 3° la dignité ; 4° la courtoisie ; 5° la loyauté ; 6° l'amabilité. Six « **Shie** » ou qualité : 1° le respect filial ; 2° l'amitié ; 3° la cordialité ; 4° l'entente ; 5° la responsabilité ; 6° la sympathie. Six « **Lie** » ou instruction : 1° l'éducation ; 2° la musique ; 3° la chasse ; 4° la course ; 5° les lettres ; 6° les mathématiques.

Jusqu'à la dynastie des « Han », ce système électoral fut en vigueur. Le procédé devint moins compliqué que le précédent mais le principe resta à peu près le même.

Le système d'examen en Chine remonte à la dynastie des « T'ang » (1618). On y voit l'organisation régulière

dès concours pour l'admission aux charges. Il y avait trois modes d'examen pour la carrière administrative.

1° L'examen dans les collèges de la capitale et des arrondissements;

2° L'examen aux concours libres des provinces;

3° Enfin la nomination par un édit spécial de l'empereur.

En outre, il y avait le recrutement, par examen, pour la carrière militaire. En général, on punissait les officiers chargés des choix et des présentations lorsqu'il y avait favoritisme dans les choix et irrégularité dans les examens.

Sous la dynastie des «*Soung*» (960), le pouvoir d'examen appartenait au ministre des rites. Toute admission injuste, ou tout rejet injuste d'un candidat donnait lieu à accusation contre les officiers inspecteurs et examinateurs, et les faisait suspendre de leurs fonctions. Au milieu de l'hiver, on faisait le choix définitif de candidats et cette opération se terminait à la fin du même mois. L'officier délégué pour présider à l'examen prenait d'abord les informations et vérifiait l'exactitude des garanties et certificats présentés. En général, il était défendu aux candidats d'apporter des livres en passant l'examen.

Sous la dynastie des «*Yuan*» (1260), la Chine était sous la domination des Mongols. On rétablit les concours littéraires dans les provinces et à la capitale. Il y avait une séparation des candidats en série de race mongole et série de race chinoise. L'empereur supprima les concours et exclut les Chinois de l'administration.

Arrivons maintenant à la dynastie des « Ming » (1368). Un système complet de l'examen apparaît à nos yeux. En l'année 1393, on publie le règlement des examens faits par les supérieurs des collèges. Il fut stipulé que, après neuf ans d'études, les élèves seraient classés et trois sections suivant le mérite. Ceux de la première section qui avaient satisfait complètement à toutes les conditions furent présentés par le cours préparatoire au grade de « Kin-Jin », à raison de 9 par chef-lieu de département, 6 par chef-lieu d'arrondissement de premier ordre, et 3 par chef-lieu d'arrondissement de 2^e ordre. La seconde section comprit ceux qui étaient encore faibles sur quelques points, et la troisième, ceux qui avaient commis des fautes graves. L'ordonnance de 1370 posa les règlements définitifs aux concours de 1^{er} et de 2^e ordres pour les grades « Kin-Jin » et « Tsin-see » qui conféraient le titre de membre du Gouvernement et ouvraient la porte des charges administratives. On commença les concours de premier ordre pour choisir les hommes qui étaient de bonne conduite et avaient une connaissance approfondie des choses anciennes et modernes. L'Empereur annonça qu'il examinerait lui-même dans son palais les meilleures compositions sur les questions politiques, et qu'il récompenserait par des charges administratives, les candidats qui se seraient réellement distingués. C'était l'examen supérieur. Cette ordonnance ajoutait : « Toutes les places d'officiers civils, attachés à la cour ou au service des provinces devront être obtenues en passant par les épreuves du concours; elles seront refusées à quiconque n'aura pas subi ces épreuves ». Cette déclaration formelle est devenue,

depuis cette époque, la règle légale pour l'admission aux places de l'Administration Chinoise.

En 1385, le premier concours général pour le grade de «Tsin-See» ou docteur s'ouvrit à la 3^e lune dans la capitale impériale. En outre, un examen supérieur eut lieu au palais impérial pour l'admission des «Tsin-See» les plus distingués au comité des « Han-lin ». Les trois premiers Tsin-See reçus au concours général furent désignés par les noms de « Tchoang-Youen », « Pan-Yen », et «Than-Hoa». Ils eurent la charge de «Sieou tchouen» réviseur des livres à publier.

Les docteurs « Tsin-See » furent appelés à exécuter un contrôle pour l'admission publique. Ceux qui furent attachés au comité des «Han-Lin» comme secrétaires rédacteurs, eurent le nom de « Tchou-ki-sse », ceux qui entrèrent dans les bureaux des six ministères et des trois cours supérieures conservèrent le simple titre de « Tsin-sse ».

Sous la dernière dynastie des « Tsing », le système d'examen était à peu près semblable à celui de la dynastie « Ming ». Ce système comportait trois degrés : 1° « Sieoutsaiï » qui avait subi avec succès l'examen dans un district ; 2° «Kin-jin» qui avait passé l'examen dans une province ; 3° «Tsin-sse» qui a réussi à l'examen dans la capitale. Le premier eut lieu une fois chaque année; le deuxième une fois tous les trois ans; et le troisième une fois tous les cinq ans. Après avoir subi l'examen du troisième ordre, les «Tsin-sse» répondirent aux questions de l'Empereur dans le palais. Les candidats qui s'y trouvaient réunis se nommèrent « Double-Tsin-sse » Le

premier de ceux-ci, auquel fut donné le nom de « Tchouang-Youen » comme la dynastie précédente, fut chargé de la fonction d'intendant dans une province. Les « Double-Tsin-sse » furent nommés à la fonction de Sous-Préfet d'un « Hien » (1). Ce système subsista presque jusqu'à la fin de la dynastie des « Tsing ».

En résumé, le système d'examen chinois prend naissance après la décadence de celui d'élection. C'est une vieille institution impériale qui ouvrit une porte importante, de bonne heure, aux exigences d'aujourd'hui.

*
**

Comme conclusion, nous dirons que la doctrine de la Constitution des cinq pouvoirs, comme celle de la Constitution des trois pouvoirs, se base sur la séparation des pouvoirs. A côté de ces trois pouvoirs: le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire s'ajoutent le contrôle et l'examen. Dans cette Constitution définitive, tous les citoyens possèdent les quatre pouvoirs politiques d'élection, de révocation, d'institution et de referendum. C'est une théorie perfectible pour favoriser la démocratie directe.

(1) HIEN : Sous-Préfecture.

CHAPITRE III

LE PARTI NATIONALISTE

Après la guerre mondiale de 1914, il y a deux pays où un parti politique détient tous les pouvoirs gouvernementaux et statue arbitrairement sur toutes les affaires administratives à l'intérieur : la Russie et l'Italie. En Russie, le parti bolcheviste réalise une politique extrême-socialiste; en Italie, le parti fasciste est tout à fait le contraire de celui de la Russie et il forme un régime antidémocratique et antiparlementaire.

En Chine, c'est le parti Nationaliste qui constitue le gouvernement, qui dirige la politique intérieure et extérieure et qui fait fonctionner tous les services de l'Etat. Le parti Nationaliste est donc au-dessus du Gouvernement lui-même. Ceci se présente comme la politique d'un parti réalisant un Etat démocratique. Le Fascisme a créé des hiérarchies nouvelles et institué ainsi une nouvelle aristocratie ; aristocratie non pas de naissance mais constituée par ses propres membres qui veulent imposer leur action et leurs idées. Le Bolchevisme

est constitué par l'organisation rigoureuse et disciplinée d'un parti. Le chef qui est choisi parmi les membres de son parti exerce une autorité suprême sur ses partisans. Soit le parti Fasciste, soit le parti Bolcheviste, tous deux sont bien organisés et entièrement disciplinés; ils ont pu ainsi accomplir leurs fonctions gouvernementales depuis plusieurs années. En Chine, le parti Nationaliste est arrivé à un succès complet. La suprématie absolue d'un parti, en l'espèce, le Kouo-min-tang, sur le gouvernement effectif est déclarée au préambule de la loi organique. Cela n'empêche pas parfois la confusion aux yeux des étrangers. Nous allons examiner son histoire, son organisation, sa politique et sa situation dans le Gouvernement.

SECTION I

L'Histoire du Parti Nationaliste

Le parti Nationaliste a été fondé par D^r Sun-Yat-Sen. Au commencement, il a été mû uniquement par une idée révolutionnaire. En 1885, voyant la politique de plus en plus agressive de certains états étrangers contre la Chine, le D^r Sun, décida de renverser la dynastie Mandchoue et de fonder une République. Il commença par faire la propagande ses idées à l'école où il étudiait. Après la guerre sino-japonaise, la Chine devint la convoitise des étrangers, rivaux commerciaux et la révolution paraissait nécessaire à un petit nombre de la classe intellectuelle. Le D^r Sun, dans l'espoir d'avoir des assistants dans les émigrants chinois, fonda un club de la

« Chine prospère » à Honolulu. A ce moment-là, ce club n'était pas très sympathique à la colonie chinoise. Pour la propagande, le Dr Sun alla à travers l'Amérique et expliqua qu'il fallait sauver la patrie et que tout le monde prît l'engagement de régénérer le Pays.

Après la guerre des Boxers, la cour des Tsuing avait consenti une indemnité de 450 millions de taëls aux étrangers ; cela augmenta beaucoup les fardeaux du peuple. Ceux qui avaient les idées de réforme se rapprochèrent alors peu à peu de la cause de la Révolution. Principalement les étudiants chinois envoyés de toutes les provinces au Japon, sympathisaient chaleureusement avec la cause révolutionnaire. La plupart d'entre eux partageaient le même sentiment que le leader. Une première conférence avait eu lieu à Bruxelles où plus de trente personnes prêtèrent serment de fidélité à la société révolutionnaire qu'ils venaient de fonder ; puis une seconde conférence eut lieu à Berlin où 20 personnes firent le même serment. A la troisième conférence, à Paris, plus de dix personnes prirent le même engagement. Jusqu'à la quatrième conférence à Tokio, plusieurs centaines d'adhérents entrèrent dans la société. C'est le début de la « Tong-mon-hoeï », (association du serment unitaire). A ce moment-là, il était prudent de ne pas prononcer le mot de révolution, aussi disait-on simplement « Tong-Mon-Hoeï ».

En 1905, l'association du « serment unitaire » fut établie officiellement à Tokio. On croyait que la révolution aurait lieu bientôt, et le nom de la « République de Chine » fut adoptée par les conjurés. Les partisans révolutionnaires retournèrent dans leurs provinces et y fi-

rent la propagande pour la révolution. Un an après, une association du « Serment Unitaire », fut établie dans chaque province et les membres adhérents dépassaient le nombre de 10.000. Dès lors l'idée de la révolution fut ainsi semée dans le pays tout entier. Les partisans étaient rentrés nombreux en Chine pour constituer une armée révolutionnaire, beaucoup furent tués dans plusieurs engagements, mais l'affaire échoua. En 1912, la révolution triompha et l'empereur de la dernière dynastie abdiqua.

Arrivé au succès, le parti révolutionnaire se développa, mais malheureusement ses partisans songèrent plus à eux-mêmes qu'à la cause pour laquelle ils venaient de combattre. Le Dr Sun s'étant démis de la fonction de président provisoire du Gouvernement de Nankin, il voulait amener son parti à se retirer de la vie politique et à organiser un parti en marge des luttes politiques pour développer spécialement l'instruction et l'industrie. Les révolutionnaires voulurent développer la « Tong-Mon-Hoeï » en la transformant en « Kous-min-Tang » ou parti du peuple pour acquérir la suprématie dans la lutte politique.

A partir de ce moment, le K. M. T. prend figure de parti d'opposition dans le Parlement et cette attitude donna l'occasion à l'ambitieux président Yuan-Che-K'ai d'exciter l'hostilité du peuple contre le Kouo-min-tang.

Prévoyant que Yuan voulait restaurer la monarchie à son profit, le Dr Sun organisa le parti révolutionnaire et dispersa les membres du parti dans toutes les provinces pour propager le mouvement contre les visées monarchiques de Yuan. Le coup d'Etat de ce dernier avorta

car l'opposition était prête à renverser le futur empereur.

Depuis la transformation de la Tong-mon-hoeï en Kouo-min-tang, le parti avait pris une grande expansion ; mais l'esprit n'était plus le même, il existait dans le parti trop de factions différentes, des fonctionnaires corrompus, etc. Il arriva même dans le Kouo-min-tang des divergences de vues bien accusées et aucune affaire n'aboutissait.

Un an après l'écroulement de Yuan-Che-K'ai survint l'abrogation de la Constitution et la dissolution du Parlement par Toan Tsi Joei. Les membres fidèles du Kouo-min-tang se retirèrent à Canton et organisèrent un gouvernement du Sud contre le gouvernement de Pékin, sous le prétexte de protection de la Constitution provisoire.

A l'automne de 1917, le parlement de Canton tint une session extraordinaire et élut le Dr Sun comme généralissime pour réprimer le mouvement antirévolutionnaire dans le Sud-Ouest.

En 1920, les militaristes du Sud-Ouest se divisèrent et ne se montrèrent nullement loyaux vis-à-vis de la Constitution sudiste. Le parti révolutionnaire ne pouvait plus alors réaliser sa politique dans le Gouvernement du Sud.

En Janvier 1923, le Dr Sun publia une déclaration du Kouo-min-tang chinois pour la réforme du parti.

En Janvier 1924, les membres du Kouo-min-tang se réunirent de nouveau pour une première conférence des représentants de toute la Chine et déclara la réforme du parti. La déclaration révélait comment en réalité se pré-

sentaient les visées de l'impérialisme étranger sur la politique et l'économie chinoises, elle démontrait les erreurs du parti constitutionnel, du parti du régionalisme provincial, du parti de la conférence de la paix entre le Nord et le Sud et du parti du Gouvernement du Nord et prouvait que, seuls, les « Trois principes du peuple » et la révolution nationaliste pouvaient faire régénérer la Chine. Sa déclaration expliquait les « Trois principes du peuple » : « Le principe de la race » (nationalisme) est d'obtenir la libération de la race chinoise et de se prémunir contre les convoitises étrangères. Le « Principe de la vie » (socialisme) est l'égalisation du droit de propriété foncière, la limitation des capitaux afin que le capital privé ne puisse plus être un moyen d'exploitation du peuple. (Le principe des droits de l'homme) est d'abord la réalisation du régime représentatif de la démocratie et ensuite celle du régime direct, afin que la referendum et l'initiative populaire puissent être directement exercés par le peuple.

Le 23 Novembre 1925, après le coup d'Etat politique de Pékin, le Dr Sun exhorta son auditoire à la réunion des corps populaires pour une assemblée nationale pour combattre les influences de l'impérialisme et du militarisme dans la politique chinoise. Cette conférence populaire prévue par le Dr Sun n'eut pas lieu car le leader du K. M. T. mourut le 12 Mars 1926.

Les sincères disciples de Kouo-min-tang à Canton continuèrent d'accomplir la tâche non terminée de son fondateur. Ils menèrent la lutte sans arrêt contre les Nordistes jusqu'à la chute du Gouvernement de Pékin.

Au cours des opérations militaires, en 1928, il y a eu

une épuration à l'intérieur du K. M. T. On a exilé les membres radicaux de l'extrême-gauche (les communistes). Maintenant, le Kouo-min-tang comporte un grand nombre de socialistes nationaux. Il est ainsi arrivé à la période éducative.

Nous venons de tracer un bref compte-rendu de l'histoire du Kouo-min-tang. En résumé: 1° de 1885 à 1905, période de l'idée révolutionnaire ; 2° de 1905 à 1912, fondation de l'association du « Serment Unitaire ». Le parti révolutionnaire a pour but unique de renverser la dynastie des Tsing ; 3° de 1912 à 1925 le parti révolutionnaire va combattre la politique nordiste à maintes reprises, sans succès ; 4° Depuis la réorganisation du parti, en 1924, le Kouo-min-tang devient un parti très discipliné et fortement organisé qui va réaliser les « Trois principes du peuple » et le système de « Cinq pouvoirs ».

SECTION II

L'Organisation du Parti Nationaliste

Réorganisé en 1924, le parti Nationaliste a adopté une méthode gouvernementale qui se rapproche de la formule soviétique. On a peu à peu compris que, seul, le Kouo-min-tang pouvait sauver le pays de l'anarchie. Voici comment se présente son organisation:

I. — Organes principaux du Kouo-min-tang:

1° Le Conseil Central du Kouo-min-tang;

2° — provincial du Kouo-min-tang ;

- 3° ——— communal ———
- 4° ——— régional ———
- 5° ——— divisionnaire ———

II. — Organes législatifs du Kouo-min-tang :

1° Le Congrès national des représentants du pays tout entier;

2° L'assemblée provinciale des représentants de la province ;

3° L'assemblée communale des représentants de la commune;

4° L'assemblée régionale des représentants de la région;

5° L'assemblée divisionnaire des représentants de la division:

III. — Organes exécutifs du Kouo-min-tang:

1° Le Comité exécutif central du Kouo-min-tang ;

2° Le Comité exécutif provincial —

3° Le Comité exécutif communal —

4° Le Comité régional —

5° Le Comité divisionnaire —

6° Le Comité sub-divisionnaire —

IV. — Organisation du Kouo-min-tang dans les groupements:

Dans n'importe quel groupement, soit privé, soit public ou demi-public, par exemple : les syndicats ouvriers, les syndicats des cultivateurs, les associations des instituteurs et des professeurs, les associations amicales diverses, les chambres de commerce, les écoles, les assemblées législatives, etc., les membres du Kouo-min-

tang y devront organiser un groupe du parti, et en même temps, faire répandre l'influence du parti dans les groupements non Kouo-min-tang. On y fera la propagande de la doctrine et de la politique du Kouo-min-tang et on dirigera les activités des dits groupements, d'après les principes du parti.

V. — Organe fondamental du Kouo-min-tang :

Le Comité subdivisionnaire est la cellule fondamentale à la base de l'organisation du Kouo-min-tang. Toutes activités se relèvent originalement de la Société. C'est un point très important de toutes les organisations. Ce n'est plus comme auparavant, alors que les intellectuels et les possédants participaient seuls à l'activité politique. Qu'un membre du parti étranger à une région arrive dans cette région, il deviendra membre des organisations K. M. T. de la dite région. On n'a plus de préjugés locaux ni de préjugés de classe. On augmentera en même temps, la notion de responsabilité vis-à-vis du parti.

VI. — Organes directeurs de la politique du Kouo-min-tang:

1° Avoir le caractère permanent : Tel est le cas du conseil politique central;

2° Avoir le caractère temporaire : Tel est le cas du sous-conseil politique.

VIII. — Organes décentralisés de la politique du Kouo-min-tang:

Les organisations ci-dessous seront établies lorsqu'on sera à la période constitutionnelle:

1° L'assemblée communale qui choisira les membres du conseil municipal pour délibérer sur les affaires municipales;

2° L'assemblée d'un canton qui choisira les membres du conseil cantonal pour délibérer sur les affaires cantonales ;

3° L'assemblée d'une sous-préfecture qui choisira les membres de son conseil pour délibérer sur les affaires de la sous-préfecture et désigner le sous-préfet;

4° L'assemblée d'une province qui choisira les membres du conseil provincial pour délibérer sur les affaires provinciales et qui désignera le gouverneur;

5° L'assemblée nationale qui élira les ministres et le Président de la République.

VIII. — Organes de contrôle du Kouo-min-tang:

1° Le Comité central de contrôle est l'émanation du congrès national des délégués du Kouo-min-tang, du pays tout entier;

2° Le Conseil central de contrôle est désigné par décret du gouvernement national;

3° Le sous-Comité de contrôle de chaque province est organisé par décret du gouvernement national ;

4° Quelques groupements locaux peuvent élire plusieurs membres de contrôle.

Tel est le tableau de l'organisation gouvernementale du Kouo-min-tang.

D'après le statut fondamental du Kouo-min-tang, le Congrès national du parti est l'organe suprême et il se tient une fois par an, sans compter celui de la réunion spéciale. Il détient l'autorité la plus élevée et dirige le fonctionnement du Gouvernement.

Hors la session du Congrès National, l'organe de pouvoir du parti est le Comité central exécutif. Il se réunit dans une séance plénière. Une fois tous les trois mois, sauf en cas exceptionnel, sera convoquée la réunion spéciale. Ce comité exerce une autorité suprême et est responsable vis-à-vis des représentants du Congrès National.

Dans une séance plénière, les membres du Comité central exécutif choisissent, parmi les membres du Conseil politique, quelques-uns d'entre eux pour s'occuper des affaires administratives. Ceux-ci organisent une commission permanente des affaires administratives. En ce qui concerne les affaires militaires, politiques et du parti, cette commission émet une décision en dernier ressort. Cette fonction est valable jusqu'à la prochaine réunion de la séance plénière du Comité central exécutif.

Au-dessous du Comité central exécutif, il y a encore un Conseil politique et un Conseil militaire qui exercent les deux pouvoirs suprêmes respectivement.

Le Conseil politique central s'appelle simplement la réunion politique centrale. Celle-ci peut délibérer et statuer sur toutes affaires administratives, soit centrales, soit provinciales. A l'origine c'est le sous-Conseil politique de la province de Canton. Celui-ci qui est le représentant du Conseil politique central est un organe

directeur de l'Administration des trois provinces : Canton, Kouang-si et Fou-kien et détient tous les pouvoirs provinciaux concernant l'administration, la finance et l'armée. Les autres commissions administratives et les Commissions financières du Gouvernement local sont soumises à la surveillance et sont sous la direction de ce dit Conseil.

Le Conseil politique central a des attributions considérables et importantes. D'après l'article 5 de la Constitution du dit Conseil, il discute et décide des affaires suivantes :

1° Programme général de reconstruction du Gouvernement national ;

2° Principe de la Constitution des cinq pouvoirs ;

3° Idées à suivre pour la politique administrative ;

4° Plan des affaires militaires ;

5° Choix de tous les hauts fonctionnaires ; des membres du Conseil d'Etat, des présidents et des vice-présidents des cinq Yuan, des ministres, des sous-ministres et des présidents des diverses commissions du Conseil exécutif ; des membres et des présidents des Gouvernements provinciaux ; des maires des diverses municipalités spéciales ; des ambassadeurs, des ministres et autres envoyés spéciaux auprès des puissances étrangères et spécialement des fonctionnaires du Gouvernement en mission spéciale nommés par le Gouvernement.

A ce point de vue, tous les hauts fonctionnaires du Gouvernement central et provincial devront être agréés d'abord par une décision du Conseil. Celui-ci apparaît dès lors d'une nature juridique analogue à celle du Sénat aux Etats-Unis d'Amérique puisque le Président des

Etats-Unis doit obtenir le consentement du Sénat pour nommer les hauts fonctionnaires de l'Etat Central. Cependant, le Sénat des Etats-Unis est une haute assemblée législative, tandis que le Conseil politique central est celle du seul parti, et non plus choisie par le peuple

De plus, le Conseil politique central est une espèce de cour des pairs du Kouo-min-tang, si nous examinons son organisation. Selon l'article 2 de la Constitution du dit Conseil « Les membres du Comité central exécutif et du Comité central de contrôle sont ipso-facto, membres du Conseil politique central ». L'article 3 dispose : « Le Comité central exécutif pourra élire les autres membres du Conseil politique, mais jamais le nombre des membres ne pourra excéder la moitié des membres faisant ipso-facto partie du dit Comité. Les membres à élire devront avoir la qualité suivante :

1° Etre très au courant des affaires politiques et avoir été au service du parti au moins pendant dix années ;

2° Avoir été chargé d'importantes missions pour le parti ou pour le Gouvernement et être d'un rang supérieur à celui des fonctionnaires spécialement nommés.

Quant au droit d'exécution, il n'appartient pas au Conseil. Sa décision a la valeur d'une loi. Il n'exécute pas lui-même. L'article 6 dit : « Le Conseil politique central ne pourra donner aucun ordre ou aucune instruction, ni disposer d'aucune administration ». L'article 10 dispose « Toutes les résolutions adoptées par le Conseil politique central sont directement renvoyées au Gouvernement national pour mise à exécution. » L'article 11 dit : « Les décisions du Conseil politique central

pourront aussi être confiées au Gouvernement national, aux cinq Yuan, et aux organes militaires les plus élevés. Ceux-ci auront le droit d'en délibérer, et les décisions désignées pour être mises en vigueur seront exécutées responsablement par les ministres de chaque département ». Aussi, notons-nous, que ce Conseil a un caractère législatif, puisqu'il ne poursuit pas l'exécution des décisions. Simultanément, il est une cour des pairs du Kouo-min-tang, puisqu'il est constitué par les membres éminents du parti. Alors vis-à-vis de qui ce Conseil politique central est-il responsable ? L'art. 1^{er} de la constitution de ce Conseil dispose que « Le Conseil politique central, qui est l'organe le plus élevé de la direction administrative, est responsable de ses actes, vis-à-vis des membres du Comité central exécutif. » Conformément au principe du Kouo-min-tang, que le seul parti est responsable devant le peuple du pays tout entier, il est responsable devant le Comité central exécutif, puisque celui-ci est responsable encore vis-à-vis du Congrès national, du Kouo-min-tang. On peut dire aussi que c'est une commission du Comité central exécutif. Quant à la séance, le Président du Conseil est choisi par les membres du dit conseil d'après l'article 7. Parlant du règlement intérieur de ce Comité, l'article 9 dispose que les membres ci-dessus à l'exception des cas de force majeure, et avec l'autorisation expresse du dit Conseil devront être présents en personne à toutes les réunions du dit Conseil. L'article 12 dit : « Le Conseil politique central aura un secrétaire en chef et trois secrétaires ; un des membres de son département sera nommé par le Président du Conseil et placé sous sa direction. » Les ministres

du Gouvernement national peuvent se présenter à la réunion du Conseil politique central, quoiqu'ils n'en soient pas membres. Les ministres n'ont que le droit d'émettre des vœux et des rapports, et non plus celui de voter les propositions.

Voilà donc quelle est l'organisation rigoureuse à l'intérieur du parti. Les deux organes les plus importants: le Conseil politique central et la Commission des affaires administratives sont les produits du Comité central exécutif, et celui-ci est responsable directement vis-à-vis du Congrès national. Les représentants du Congrès national sont élus au suffrage universel à l'intérieur du parti. Les membres du haut en bas de la hiérarchie ont conscience de leur responsabilité devant le parti. Maintenant cette organisation doit donner toute satisfaction au peuple Chinois.

SECTION III

La Politique du Parti Nationaliste

Nous allons à présent examiner la politique que le Kouo-min-tang compte réaliser, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur:

a) A L'EXTERIEUR:

1° L'abolition des traités inégaux, des concessions, de l'exterritorialité, du contrôle étranger des douanes, toutes les autres interventions politiques des puissances étrangères qui mettent en danger la souveraineté de la nation chinoise devront être supprimées. On substituera

aux anciens traités, des traités d'égalité et la souveraineté de chaque état sera ainsi respectée;

2° N'importe quel pays qui voudra abandonner ses privilèges spéciaux en Chine et abolir les traités nuisant à la souveraineté chinoise sera traité comme la nation la plus favorisée par la Chine ;

3° Les traités qui ont été signés entre la Chine et les puissances qui ont nui aux intérêts de la Chine devront être soumis à un nouvel examen. On adoptera le principe qu'il ne faut pas porter atteinte au droit de souveraineté de chacun.

4° Les emprunts étrangers dans la mesure où ils ne nuisent pas à la politique et à l'industrie de la nation chinoise seront garantis et remboursés par la Chine;

5° Les indemnités des Boxers devront être totalement utilisées pour des œuvres d'instruction publique;

6° Dans l'intérieur de la Chine, le Gouvernement sans responsabilité, le Gouvernement illégal de Pékin qui a contracté des emprunts étrangers n'avait pas pour but la prospérité du peuple et ne voulait que consolider son ambition militaire, afin de distraire cette somme pour des buts personnels et le peuple chinois n'est pas ainsi tenu au remboursement ;

7° Convoquer les groupements professionnels (les associations des banques, les chambres de commerce) et les groupements sociaux (les syndicats de l'instruction et de l'enseignement) et organiser une conférence pour chercher le moyen de rembourser les emprunts étrangers afin de se soustraire aux obligations qui ont mis la nation chinoise en état de demi-souveraineté.

b) LA POLITIQUE INTERIEURE :

1° En ce qui concerne la répartition des pouvoirs entre le Gouvernement central et les gouvernements locaux, on adoptera la doctrine de l'égalité des pouvoirs. Les affaires qui ont le caractère universel pour toute la nation appartiendront au gouvernement central et celles qui n'ont qu'un caractère intéressant un territoire déterminé, appartiendront aux gouvernements locaux. Cela ne sera ni un système de centralisation ni un système de décentralisation.

2° Le peuple de chaque province pourra se créer une constitution provinciale et élire le gouverneur. Mais la constitution ne peut contrarier celle du gouvernement central. Le gouverneur sera d'un côté le surveillant du « Self Gouvernement » de la province décentralisée et, de l'autre, il recevra les instructions centrales pour exécuter les affaires administratives du gouvernement central;

3° L'unité décentralisée sera la commune. Le peuple de la commune décentralisée aura le suffrage direct et le droit de révocation des fonctionnaires, le droit d'initiative en matière législative et le droit de référendum.

Les impôts fonciers, les plus-values des terrains, les produits du domaine public, les rapports des forêts et des rivières, les produits de mines et forces hydrauliques appartiendront aux gouvernements locaux ; ceux-ci pourront être utilisés pour les besoins du peuple de la région et pour toutes autres nécessités publiques telles que dons de bienfaisance, hygiène, secours aux malheureux, aux femmes en couches, etc.. Quant aux res-

sources naturelles de chaque région, quant aux grandes industries et au haut négoce qui ne pourront être exploités et développés par la région à cause du manque de capitaux et de compétences, l'Etat central prêtera son appui et coopérera avec les autorités locales. En ce qui concerne les profits, le Gouvernement central et le Gouvernement local les répartiront également.

La redevance de chaque commune au Gouvernement central est basée d'après une proportion nettement établie: pas moins de 10 % et pas plus de 50 %;

4° Pratiquer le régime du suffrage universel et abolir le suffrage restreint de classe suivant la fortune;

5° Codifier et réaliser le système des différents examens pour remédier à la décadence du système de l'élection;

6° Accorder au peuple le droit de liberté, le droit d'association, d'opinion, de presse, de croyance, de domicile ;

7° Substituer progressivement le régime du service militaire obligatoire à celui du recrutement actuel et en même temps améliorer les conditions d'existence des officiers subalternes et des simples soldats, également s'attacher à rehausser leur prestige.

Réaliser l'enseignement agricole et l'enseignement professionnel au milieu de l'armée. Déterminer strictement le statut des officiers ;

8° Déterminer strictement la base de l'impôt foncier et interdire toutes les impositions illégales, ex : le Li-Kin, les taxes illégales devront être abolies;

9° Faire le recensement de la population et faire produire des terrains cultivés. Réglementer la produc-

tion et la consommation de l'alimentation, afin de répartir également les productions dans le peuple ;

10° Approuver l'organisation des communes des cultivateurs et améliorer leur existence ;

11° Codifier les lois du travail, améliorer les conditions de vie des ouvriers, protéger les groupements des ouvriers et les développer ;

12° Au point de vue des lois sociales et de l'instruction on reconnaît le principe d'égalité entre les femmes et les hommes.

On étudiera et on développera les droits des femmes ;

13° Décréter l'instruction universelle et obligatoire, développer d'une manière intense l'instruction des enfants, unifier le système scolaire et augmenter le budget de l'instruction publique en le rendant indépendant ;

14° Les lois sur la réglementation, l'utilisation et l'imposition des terrains seront réglées par l'Etat. La valeur des terrains possédés par les particuliers sera calculée par les propriétaires privés et déclarée au Gouvernement. Celui-ci, d'après cette déclaration, pourra imposer, et, le cas échéant, pourra exproprier ;

15° Les entreprises qui ont le caractère de monopole et qui ne peuvent être exploitées par l'industrie privée — les chemins de fer — devront être administrées par l'Etat.

Les articles ci-dessus que le Kouō-min-tang se propose de réaliser comme étant le statut de son parti, ouvrent une ère nouvelle pour la Chine actuelle.

Ainsi nous avons vu la politique du Kouo-min-tang ; nous faisons remarquer que ce parti politique n'est ni un parti fasciste, ni un parti bolcheviste ; c'est un parti

à tendance démocratique qui veut réaliser un programme et pour y parvenir, imposer au peuple sa politique. Il en est à sa 2^e phase. Pendant la période où le peuple chinois ignorant encore des choses politiques n'a pas la capacité pour se conduire lui-même, le Kouo-min-tang est son tuteur pour le conduire à la période constitutionnelle.

SECTION IV

La Situation prépondérante du Parti Nationaliste dans le Gouvernement National

D'où le Gouvernement National vient-il ? Il est organisé par ceux qui sont élus parmi les membres du Comité exécutif central. Il y a, parmi eux, cinq membres de la Commission permanente des affaires administratives. D'après la déclaration du parti Nationaliste, le Gouvernement est soumis à la surveillance et à la direction du Comité central exécutif du Kouo-min-tang. Alors les conseillers d'Etat élus par le parti qui tranche une affaire administrative sont obligés de tenir une séance pour en délibérer. Les affaires administratives courantes sont tranchées par les membres de la Commission permanente. L'assemblée des membres du Gouvernement doit réunir une majorité comprenant la moitié des membres du lieu où le Gouvernement se trouve. Dans le cas où le nombre des membres présents ne suffit pas en droit, les membres de la Commission permanente se substitueront à eux. Les membres du Gouvernement National n'ont pas le droit de régler les affaires impor-

tantes qui n'ont pas encore été décidées par la séance politique du Comité central exécutif du Kouo-min-tang. Cependant, il y a un cas d'exception: lorsque la séance politique du Comité central exécutif ne peut avoir lieu pour une raison ou pour une autre. La publication des lois et des autres documents doit être contresignée par, au moins, trois membres de la Commission permanente. La fonction de Ministre est occupée concurremment par le Conseiller d'Etat.

Ainsi, les membres de la Commission permanente des affaires administratives qui interviennent partout dans l'Administration, jouent un rôle prépondérant dans le Gouvernement central.

Les deux organes les plus importants et les plus élevés du Kouo-min-tang: le Comité central exécutif et le Comité central politique s'occupent non seulement des affaires du parti mais encore d'un grand nombre d'attributions gouvernementales. Le Conseil politique central adopte une politique directrice et il semble une haute assemblée législative du Kouo-min-tang et, en même temps du Gouvernement national, bien qu'il y ait un Conseil législatif dans ce Gouvernement. Etant rapportée au Comité central exécutif, la décision du Conseil politique central est imposée aux cinq conseils du Gouvernement national qui est obligé de l'exécuter. Les hauts fonctionnaires du Gouvernement sont responsables vis-à-vis du Kouo-min-tang puisqu'ils en font partie. Le parti conduit la politique, fait des propositions et des projets de loi, et, enfin, les met à exécution. Pendant cette période éducative, on peut dire « Gouvernement nationaliste » au lieu de « Gouvernement natio-

nal » puisque c'est le Kouo-min-tang qui détient et exerce toutes les fonctions d'Etat de la Chine.



En résumé, le Kouo-min-tang a une histoire de quarante années. Il forme une organisation rigoureuse. Il adopte une politique de démocratie socialiste modérée à l'intérieur, et pacifique à l'extérieur. Il joue un rôle considérable et se trouve prépondérant dans le Gouvernement. On espère qu'il pourra passer bientôt de la période éducative à la période constitutionnelle.

TROISIÈME PARTIE

Le GOUVERNEMENT NATIONAL

TROISIEME PARTIE

LE « KOUO-MIN-TCHENG-FOU »

Le Gouvernement National

Dans la dernière partie, nous avons étudié la base du gouvernement National. Maintenant, nous devons connaître les organisations actuelles qui ont été établies par la loi organique du 10 Octobre 1928. Cette loi, bien que très simple, ne comprend que quarante-huit articles dans lesquels figurent les institutions politiques du Gouvernement Central. On remarquera que le Gouvernement a des organes complets pour faire fonctionner les services de l'Etat. Ces organes gouvernementaux sont indépendants de ceux du parti, bien qu'ils soient conduits par ce dernier.

A cette occasion, nous ferons une comparaison entre les organisations du gouvernement Soviétique, du gouvernement Fasciste et du Gouvernement National Chinois. Dans ces deux premiers, il y a une confusion en-

tre les organes gouvernementaux et ceux du parti. Par exemple, en Russie, d'après l'article 3 du chapitre I de la Constitution de R. S. F. S. R. le pouvoir suprême, dans la R. S. F. S. R. appartient au Congrès Panrusse des Soviets, et dans l'intervalle, entre les congrès, au comité exécutif central Panrusse des Soviets. L'article 24 de cette Constitution dispose que « Le Comité Exécutif Central Panrusse des Soviets est l'organe suprême de législation d'administration et de contrôle de la R. S. F. S. R. »

En Italie, au cours du mois de Septembre 1928, on a proposé de transformer le grand Conseil Fasciste en un organe constitutionnel d'Etat. Or, cet organe est un corps consultatif du parti. Maintenant, il devient un organe d'Etat qui exerce le pouvoir de contrôle sur le pouvoir législatif. Dans cette situation, les deux gouvernements ont besoin des organes du parti pour exercer leur pouvoir. Tandis que dans le Gouvernement National-Chinois, il y a aussi un Conseil exécutif, un Conseil législatif, un Conseil judiciaire, un Conseil d'examen et un Conseil de contrôle. Mais à côté de ces Conseils, fonctionne un Conseil d'Etat présidé par le Président du Gouvernement National. Ces organes gouvernementaux peuvent accomplir leurs fonctions gouvernementales, sans l'intervention des organes du parti Nationaliste. Les hauts organes du parti, le Comité central exécutif et le Conseil politique central ne trouvent place que dans la fonction de surveillance et ne confondent pas leur compétence avec celle des organes étatiques. Ainsi, ce Gouvernement n'est pas un Gouvernement de parti, puisqu'il peut fonctionner indépendamment.

En outre, dans la section III du chapitre III, ci-dessus, nous avons indiqué la politique du Kouo-min-tang. Nous avons dit que le peuple de chaque province peut se créer une Constitution provinciale, à condition qu'elle ne contrarie pas celle du Gouvernement central. Ici, il nous paraît nécessaire de poser la question : Quelle est la compétence du Gouvernement National ? Nous trouverons la réponse dans la loi organique du 10 Octobre 1928 :

1° Le Gouvernement National commande à la totalité des forces militaires terrestres, navales et aériennes;

2° Le Gouvernement a la prérogative de déclarer la guerre, de conclure la paix et de signer les traités;

3° Le Gouvernement National a la prérogative d'accorder l'amnistie générale, l'amnistie spéciale et la commutation des peines.

A ces trois points de vue, le Gouvernement National est un gouvernement centralisé. Il représente seul la République de Chine vis-à-vis des puissances étrangères et il devient, ainsi, la souveraineté de la nation chinoise.

Voilà quels sont les traits caractéristiques du Gouvernement National, il a une compétence complète à l'intérieur autant qu'à l'extérieur, soit au point de vue d'Etat fédéral, soit au point de vue central.

Maintenant, nous allons exposer, dans la partie suivante, les diverses organisations d'Etat dans le Gouvernement central.

CHAPITRE IV

Le « Tchou si wei yuan » Le Président du Gouvernement National et le « Kouo wou houei yi » Le Conseil d'Etat

Dans ce chapitre, nous étudierons le pouvoir exécutif du Gouvernement Central en trois sections : 1° Du Président du Gouvernement : 2° du Conseil d'Etat ; 3° Enfin comparaison entre le Grand Conseil Fasciste de l'Italie et le Conseil d'Etat de la Chine.

SECTION I

Du Président du Gouvernement National

Le Président du Gouvernement National « Tchou si wei yuan » se substitue à l'ancien président de la République Chinoise. Il a été désigné par le Conseil politique central pendant la période éducative, pour cette raison, on n'a pas pris la peine de régler tous les détails de la nomination.

Le Président du Gouvernement National a les attributions suivantes: 1° Dans les relations internationales, il représente le Gouvernement National pour recevoir les ministres étrangers et présider les cérémonies internationales ou y participer ; 2° Dans les fonctions de chef du pouvoir exécutif, il commande en chef l'ensemble des forces militaires, terrestres, navales et aériennes de la République de la Chine.

Pour exercer ses attributions, le Président du Gouvernement National est assisté par deux départements et un conseil:

1° Département politique principal. Celui-ci comprend:

a) Département de l'Administration générale;

b) Département de l'imprimerie nationale gouvernementale;

c) Département des documents et archives.

2° Département du protocole.

3° Conseil militaire central:

a) Bureau de l'état-major général;

b) Conseil militaire administratif;

c) Conseil de la défense nationale.

En d'autres termes, le Président du Conseil exerce un contrôle direct sur toutes les branches militaires par l'intermédiaire du Conseil militaire. En temps de paix, les affaires de l'armée et de la marine sont administrées par le Ministère de l'armée.

Quant aux actes du Président, nous trouvons une ressemblance avec la règle française au point de vue de la

publication des décrets. En France, les décrets sous forme de règlements d'administration publique ont été d'abord soumis au Conseil d'Etat. En Chine, l'article 13 de la loi organique du 10 Octobre 1928 dispose que « La promulgation des lois et la publication des décrets est effectuée après une délibération du Conseil d'Etat ».

En ce qui concerne l'effet des actes du Président, les décrets doivent être signés par lui, et ensuite contresignés par les présidents des cinq conseils.

Quant à la responsabilité du chef d'Etat, le Président du Gouvernement ne peut être mis dans le cas de haute trahison, en accusation que par le Conseil de contrôle et ne peut être jugé que par la Cour suprême, en vertu de la décision du Conseil politique central du 6 Mars 1928.

SECTION II

Du Conseil d'Etat

En vertu de l'article 6 de la loi organique du 10 Octobre 1928, le Gouvernement national établit un Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat comprend un président et 12 à 16 conseillers. Les présidents et les vice-présidents des cinq Conseils ont la qualité de conseillers du Gouvernement National. A côté de ceux-ci, on en a désigné quelques-uns parmi les membres des gouvernements provinciaux. Le Président du Gouvernement National est en même temps le Président du Conseil d'Etat. Dans le

cas où le Président du Gouvernement National ne peut exercer ses fonctions pour une cause quelconque, il est remplacé par le Président du Conseil exécutif.

Dans ces dernières attributions, il joue un rôle plus important que le Président du Gouvernement National :

1° Il est un médiateur, lorsqu'il résout les différends des cinq conseils et coordonne les travaux des «Yuan». Pour cette raison, l'article 12 de la loi organique du 10 Octobre 1928 dispose que « Lorsqu'une question ne peut être décidée par un Conseil ou entre les Conseils, elle est tranchée par le Conseil d'Etat » ;

2° Il est le chef du Pouvoir exécutif du Gouvernement National lorsqu'il promulgue tous les ordres, lance tous mandats et autres ordres au nom du Gouvernement. A ce sujet nous pouvons nous rapporter aux articles 11 et 12 de la loi organique du 10 Octobre 1928. Le premier dit que « Le Gouvernement administre les affaires nationales par le Conseil d'Etat ». Et le second ajoute que « La Promulgation des lois et la publication des décrets sont effectués après une délibération du Conseil d'Etat ».

SECTION III

Comparaison entre le Grand Conseil Fasciste d'Italie et le Conseil d'Etat de la Chine

Le Conseil d'Etat est un corps essentiellement juridique dans le Gouvernement National Chinois et un organe de liaison entre les cinq pouvoirs. Par sa compéten-

ce, il exerce un contrôle actif et direct sur l'action des cinq Conseils afin d'éviter que ces conseils outrepassent leurs fonctions et leurs attributions. A ce point de vue, il ne ressemble pas au Conseil d'Etat de France, créé par Napoléon I^{er}, c'est parce que ce dernier est un simple organe consultatif à la disposition du ministre pour la discussion et l'étude des grands problèmes du Gouvernement. Dans le Gouvernement National Chinois, siègent à la réunion du Conseil d'Etat, le président du Gouvernement et les présidents des cinq Conseils. Cela ressemble à une réunion des cinq Conseils sous la présidence du président du Gouvernement National.

En Italie, le Grand Conseil a été créé en Janvier 1923. Il constitue les assises de toutes les forces du régime de l'Etat, puisque côte à côte siègent le chef du Gouvernement, les ministres, les représentants du Sénat et de la Chambre, du Parti, de la milice, des syndicats de l'éducation et de la justice fasciste. Tous ces éléments responsables de l'Italie nouvelle se rencontrent pour collaborer, éviter toute confusion d'autorité, coordonner toutes les activités nationales. Il y a donc là une ressemblance avec le Conseil d'Etat du Gouvernement National Chinois. Régulateur des relations entre les cinq Conseils, le Conseil d'Etat Chinois conserve la prééminence sur les cinq Conseils. Ainsi, par leurs compositions et leurs attributions, les deux organes : le Grand Conseil Fasciste et le Conseil d'Etat Chinois présentent certaines analogies.

Pourtant, il y a une grande différence entre ces deux organes. Le Grand Conseil Fasciste créé depuis 1923 n'existe seulement que de fait et fonctionne en dehors de

toute loi, bien qu'étant l'organe le plus important de la révolution fasciste. A vrai dire, il est un organe suprême du parti fasciste qui a fusionné avec les membres du Gouvernement. Pour cette raison, le Grand Conseil Fasciste comprend les membres du parti et s'emploie à assurer la continuité du régime. En dehors de sa fonction gouvernementale, le Grand Conseil Fasciste est remarquable par le fait qu'à n'importe quel moment, dans n'importe quelle éventualité, la succession du Chef du Gouvernement ou des Ministres sera assurée sans crise et dans les cadres du Fascisme, grâce à l'existence de listes préétablies, continuellement tenues à jour par lui. Là aussi, le Grand Conseil Fasciste se rapproche du Conseil politique central du Kouo-min-tang, qui est chargé de la surveillance de la politique du parti Nationaliste dans le Gouvernement. Tandis que le Conseil d'Etat est un organe fondamental d'Etat, ainsi il a une nature constitutionnelle instituée par la loi organique. A côté de son rôle de médiateur, il est appelé à publier les décrets et les ordres c'est-à-dire, assurer l'exécution des décisions des cinq Conseils.



En résumé, le « Tchou si wei yuan » est chef du Pouvoir Exécutif au nom du Gouvernement National. Ses attributions sont moins étendues que celles du Président dans le Gouvernement parlementaire. Par exemple, en France, le Président a le droit de l'initiative des lois et de la dissolution de la Chambre des Députés. Nous ne trouvons rien de semblable dans la compétence du Pré-

sident du Gouvernement National. Le chef d'Etat est plutôt un personnage représentatif et en réalité son activité est restreinte par le Conseil d'Etat. En d'autres termes, les cinq Conseils partagent les activités nationales sous la forme présidentielle.

En outre, le Conseil d'Etat est un organe gouvernemental. Il joue un rôle prépondérant surtout en ce qui concerne la médiation des conflits entre les cinq Conseils. Il contrôle ainsi les actes des cinq Conseils pour la promulgation des lois et la publication des décrets. Pour cette raison, il est un corps indispensable pour le principe de la séparation des cinq Pouvoirs.

CHAPITRE V

« LE HING-TCHANG-YUAN »

Le Conseil Exécutif

Nous étudierons dans ce chapitre le Conseil Exécutif en cinq sections : 1° Trait caractéristique ; 2° son organisation ; 3° ses attributions ; 4° les institutions centrales auprès de lui ; 5° enfin, une comparaison entre le système du « Sovnarkem », commissariat de la Russie et celui du « Hing-Tchang-Yuan », Conseil Exécutif de la Chine.

SECTION I

Trait caractéristique

Le Conseil Exécutif est analogue au système des anciens Ministres de Cabinet. Son Président est comme le

premier Ministre qui se trouve à la tête du Conseil exécutif et est aidé de plusieurs collaborateurs « Poutchang », c'est-à-dire les Ministres. Le Conseil exécutif qui est constitué par les membres du Gouvernement représente, dans le Gouvernement National, une sorte de Conseil des ministres du système parlementaire, car les actes de grande importance soit au point de vue intérieur, soit au point de vue extérieur, doivent être soumis à l'examen et à la ratification du Conseil législatif. Or, ce système se distingue du système parlementaire par plusieurs points : 1° par sa formation. Le Président et le vice-Président du Conseil exécutif sont désignés par le Conseil politique central, non par le Président du Gouvernement, et les Ministres d'Etat et les membres des diverses commissions sont aussi désignés par l'organe du parti ci-dessus ; non par le premier Ministre, c'est-à-dire le Président du dit Conseil ; 2° par sa responsabilité, le Conseil exécutif est non seulement responsable devant le Conseil législatif, mais aussi devant le Conseil politique central. Enfin par l'absence du privilège du pouvoir exécutif dans le gouvernement parlementaire, le Conseil exécutif n'a pas le droit de dissolution du Conseil législatif, cela prouve que le Pouvoir exécutif n'intervient pas dans le domaine législatif, et ainsi, se manifeste la séparation des pouvoirs.

SECTION II

Son Organisation

Le Conseil exécutif a été établi par la loi organique du 10 Octobre 1928, celle des cinq Conseils du 20 Octo-

bre 1928. Il comporte un Président et un vice-Président. Lorsque le Président ne peut exercer ses fonctions pour une cause quelconque, il est remplacé par le vice-Président.

Il est organisé à l'aide des « Pou » ministères. Ces derniers se partagent et exercent le Pouvoir exécutif. Actuellement, ont été établis les dix ministères qui suivent:

- 1° « Nai-Tchan-Pou », Ministère de l'Intérieur;
- 2° « Kiun Tcheng Pou », Ministère de l'Armée ;
- 3° « Wai-Kiao Pou », Ministère des Affaires étrangères ;
- 4° « Ts'ai Tcheng Pou », Ministère des Finances;
- 5° « Nong Kong Pou », Ministère de l'Agriculture et des Mines;
- 6° « Kong Chang Pou », Ministère du Travail et du Commerce ;
- 7° « Kia-Yuong Pou », Ministère de l'Instruction Publique ;
- 8° « T'ie Tao Pou », Ministère des Chemins de fer ;
- 9° « Kiao T'ong Pou », Ministère de Communication;
- 10° « Wei Chang Pou », Ministère de l'Hygiène.

En outre, il peut établir des commissions en ce qui concerne les affaires exécutives spéciales. Actuellement, il y a cinq Commissions « Wei Yuan-Houei » à savoir:

- 1° Kien Cha wei yuan houei », commission de la reconstruction nationale;
- 2° « Mong Ts'ang wei yuan houei », commission des Affaires Mongoles et Thibétaine;
- 3° « Kiao wou wei yuan houei », commission de l'Emigration ;

4° « Loa Kong wei yuan houei », Commission des questions ouvrières ;

5° « Kin Yen wei yuan houei », Commission de la suppression de l'opium.

Chaque Ministère comporte un Ministre, un vice-Ministre, pour les affaires politiques et un vice-Ministre pour les affaires courantes. Chaque Commission comprend un Président et un vice-Président. Tous sont nommés et révoqués, sur la proposition du Président du Conseil, par décret du Gouvernement National. Le Conseil Exécutif a le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre des Ministres et des Commissions ou de les fusionner, après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat et la décision du Conseil législatif.

Se rattachent encore au Conseil Exécutif :

1° Un Secrétariat : il comporte : un secrétaire général de 1^{re} classe ; 6 à 10 secrétaires dont 4 de 1^{re} classe et 6 de 2^e classe ; 10 à 20 rédacteurs de 3^e classe.

Dans la compétence du Secrétariat rentrent :

1° La réception, la distribution, la codification, la conservation, la préparation, l'interprétation des dossiers ;

2° Les affaires concernant la nomination et la révocation des fonctionnaires du dit Conseil ;

3° La garde des sceaux ;

4° La comptabilité et l'administration courante ;

5° Les affaires n'appartenant pas au Service exécutif.

2°) Un Service exécutif : Il comporte un directeur de 1^{re} classe, 4 à 6 conseillers dont 4 de 1^{re} classe et 6 de 2^e classe ; 8 à 16 rédacteurs de 3^e classe.

La compétence du Service exécutif est reconnue :

1° Dans la rédaction de la séance du Conseil;

2° Dans les affaires qui doivent être confiées au Conseil d'Etat ou celles qui ont été renvoyées par ce dernier;

3° Dans les affaires qui doivent être déposées au Conseil législatif ou celles qui ont été demandées par ce dernier ;

4° Dans la préparation des décrets ne ressortissant pas du secrétariat.

Le Secrétaire général et le Directeur du Service Exécutif peuvent assister à la séance plénière du Conseil.

SECTION III

Ses Attributions

La compétence du Hing-tchang-Yuan se manifeste, d'une part, dans l'article 1^{er} de la loi organique du 10 Octobre 1928. « Il est l'organe exécutif suprême du Gouvernement National », et d'autre part, dans l'article 20^e de la même loi « Il peut soumettre les projets de loi au Conseil législatif, en ce qui concerne les affaires de sa compétence ». Encore, ajoute l'article 23^e « Les divers Ministères et les diverses Commissions du Conseil exécutif peuvent publier des décrets en conformité des lois ». De cette manière, l'activité du Conseil exécutif est basée sur les dispositions du « Li Fa Yuan » conseil législatif, et leur réalisation est son but principal. Dans les limites de celle-ci, il a le droit d'entreprendre toutes les mesures administratives et législatives néces-

saires à la vie régulière de l'Etat et de la Société par le moyen des décrets et arrêtés. Pour ainsi dire, toutes les décisions du Conseil Exécutif sont exécutoires :

D'une façon distincte, ses attributions se trouvent contenues dans l'article 22^e se rapportant à la délibération de l'Assemblée du Conseil exécutif. L'Assemblée du dit Conseil statue sur des affaires suivantes :

- a) Le budget à soumettre au Conseil législatif;
- b) L'Amnistie générale à proposer au Conseil législatif;
- c) La Déclaration de guerre, la conclusion de la paix, la signature des traités et autres importantes questions internationales à soumettre au Conseil législatif.

Ces actes de grande importance, bien que ressortissant au Conseil exécutif, ne peuvent être tranchés en dernier ressort par l'Assemblée.

Le « Hing-tcheng-Yuan » n'a que le droit de l'initiative ou de la préparation. L'approbation du Conseil législatif est obligatoire. En outre, il y a des actes qui peuvent être décidés directement par l'Assemblée, ce sont les suivants :

- a) Elle résout les questions ne pouvant être décidées entre les différents Ministères et les différentes Commissions;

- b) Elle décide la nomination et la révocation des fonctionnaires de l'Exécutif désignés plus haut.

Cette dernière clause s'applique seulement aux fonctionnaires des Ministères et des Commissions, car on a vu ci-dessus que le choix de tous les fonctionnaires supérieurs appartient au Conseil politique central.

SECTION IV

Les Institutions Centrales auprès du Conseil Exécutif

Avec l'organisation du « Hin-tcheng-Yuan » et surtout avec les divers « Pou », le système du Gouvernement national se rapproche du système parlementaire des pays occidentaux. Les divers « Pou » répondent aux ministères du système parlementaire avec certaine différence de formation et certaines variations dans l'organisation intérieure, mais en dehors de cette petite différence, les divers « Pou » du Gouvernement National représentent le point le plus net de ce système, dans lequel le système parlementaire ministériel a trouvé sa manifestation.

Tous les travaux de la direction du Gouvernement National, entrent dans la compétence du « Hing-tcheng-Yuan » comme organe supérieur du Pouvoir exécutif, sont répartis suivant leurs branches différentes, entre les organes directs des « Pou » dont le nombre est fixé par la loi organique du dit Conseil du 20 Octobre 1928.

Actuellement, les « Pou » que nous avons indiqués dans la section II ci-dessus, ont bien été organisés. Chaque Ministère est chargé de la direction et de la surveillance des fonctionnaires supérieurs des organes locaux, en ce qui concerne les actes de sa compétence. Sur une demande du Président du Conseil exécutif et après l'avis du Conseil d'Etat, il peut suspendre ou annuler les règlements ou arrêtés des fonctionnaires supérieurs des organes locaux, lorsque ceux-ci se trouvent en contradiction avec les lois ou mal fondés dans leur droit.

En outre, chaque Ministère peut nommer des commissions spéciales quand elles lui semblent nécessaires. Il peut augmenter ou supprimer ces diverses commissions et les autres organes dépendant de lui, ou les modifier après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat et la décision du Conseil législatif. Enfin chaque Ministère peut nommer des techniciens et des conseillers pour préparer ou étudier des affaires quelconques.

Maintenant nous allons examiner l'organisation et la compétence des divers Ministères dans les paragraphes suivants :

1° — Du Ministère de l'Intérieur

Le « Nai-tcheng-pou » est organisé par le décret du Gouvernement national du 8 Décembre 1928. Dans son domaine d'action il englobe, non seulement l'Administration du Gouvernement central, mais aussi les questions administratives des gouvernements locaux du Pays.

Il se compose des sections suivantes :

- 1° La Direction générale;
- 2° La Direction de statistique;
- 3° La Direction des administrations locales;
- 4° La Direction des Administrations de police;
- 5° La Direction du protocole.

Dans la compétence de la Direction générale rentrent :

- 1° La réception, la distribution, la préparation et la conservation des objets des dossiers du dit Ministère;
- 2° L'application des ordonnances ou des arrêtés du dit Ministère;
- 3° La garde du sceau du dit Ministère;

4° La nomination et la révocation des fonctionnaires du dit Ministère;

5° L'évaluation et la détermination du budget du dit Ministère et de la comptabilité;

6° Les affaires n'appartenant pas aux autres directions.

Dans la compétence de la direction de statistique rentrent:

1° La statistique sur la population;

2° La statistique sur les territoires;

3° La statistique sur les groupements philanthropiques et les autres groupements sociaux ;

4° Le rapport, la documentation, la codification et la publication en matière de statistique;

5° La discipline des fonctionnaires de statistique;

6° La préparation du journal « Officiel » du règlement ;

7° Des autres affaires concernant la statistique.

Dans la compétence de la direction des administrations locales:

1° L'administration et le contrôle des budgets locaux;

2° La division du territoire local;

3° La surveillance des municipalités spéciales;

4° Les sanctions disciplinaires et les décorations des fonctionnaires locaux;

5° Les affaires d'élection;

6° L'autonomie locale;

7° Le service militaire et la mobilisation;

8° Le secours aux pauvres et aux sinistrés, et les autres œuvres d'assistance publique ;

9° La question de nationalité;

10° L'émigration.

Dans la compétence de la direction du territoire rentrent:

1° L'entretien;

2° L'expropriation des terrains;

3° La question d'émigration aux frontières;

4° La répartition et la restriction du droit sur les terrains;

5° L'inspection des forces hydrauliques;

6° La préservation des inondations;

7° La rectification des frontières, la collection et la vérification des cartes géographiques.

Dans la compétence de la Direction des Administrations de police rentrent:

1° Les affaires concernant les agents de la police administrative et ceux de la police spéciale;

2° L'état-civil des familles;

3° Les groupements de militaires volontaires;

4° L'instruction des agents de police ;

5° L'enregistrement et la protection du droit des auteurs et l'examen des publications;

6° L'enregistrement des groupements sociaux;

7° La suppression de l'opium.

Dans la compétence de la Direction du protocole rentrent:

1° L'adoption d'un système de protocole;

2° La perfection des coutumes;

3° L'enregistrement et l'administration des couvents, des temples et des abbayes;

4° L'enregistrement des associations religieuses;

5° L'administration et la surveillance des établissements historiques et des objets antiques.

Chaque direction comporte un directeur qui est appelé à administrer les affaires de sa compétence et à surveiller les fonctionnaires au-dessous de lui. Au près d'eux sont attachés 4 à 6 secrétaires pour exécuter les affaires qui leur sont confiées par les Ministres et pour enregistrer les procès-verbaux des séances, et 2 et 4 conseillers pour préparer et examiner les arrêtés en conformité des lois.

2°. — Du Ministère de l'Armée

L'organisation du Ministère de l'Armée est promulguée par le décret du 21 Novembre 1928. Sa tâche est l'administration des forces des armées de terre, des armées navales et des armées de l'air. A la tête de ce Ministère, nous trouvons d'abord une direction générale avec un directeur; et celui-ci est chargé, après le Ministre et les vice-Ministres, de l'administration courante des dossiers et des relations avec la population.

Au-dessous de la Direction générale, se trouvent les sections suivantes:

1° Une direction de l'armée qui se divise en plusieurs sections;

1°) Affaires générales militaires ; 2°) administration militaire ; 3°) munitions ; 4°) communications ; 5°) service de santé ; 6°) juridiction militaire.

En outre, figurent plusieurs organes pour la préparation militaire : 1° l'école de santé militaire ; 2° l'école

des vétérinaires pour l'armée ; 3° l'atelier du matériel sanitaire des armées ; 4° l'institut des mutilés ; 6° les ateliers de munitions.

2° Une Direction de la Marine qui se divise en plusieurs sections :

1° Affaires générales maritimes ; 2° l'administration maritime ; 3° munitions de la marine ; 4° instruction des marins ; 5° politique navale.

En outre, se rattachent à cette Direction plusieurs organes : 1° les troupes de débarquement ; 2° les arsenaux ; 3° l'école des marins ; 4° le service météorologique maritime ; 5° le service de la gendarmerie maritime.

3° Une Direction de l'Aviation : elle se divise en plusieurs bureaux :

1° rédactions ; 2° administration ; 3° administration militaire ; 4° administration de l'aviation ; 5° instruction ; 6° appareils.

En outre, plusieurs organes subordonnés se rattachent à cette Direction : 1° le personnel naviguant ; 2° l'école de l'aéronautique ; 3° les ateliers de l'aviation ; 4° les hôpitaux d'aviation ; 5° les troupes d'aérostation.

4° Une Direction des dépenses militaires qui se divise en plusieurs sections : 1° comptabilité ; 2° caisse ; 3° construction ; 4° vérification.

En outre à cette Direction se rattachent plusieurs organes : 1° l'école de l'Intendance ; 2° les ateliers d'habillements militaires ; 3° les subsistances militaires ; 4° le service des casernements.

5° Une Direction du travail militaire qui se divise en plusieurs bureaux : 1° administration ; 2° projet ; 3° vérification ; 4° surveillance. En outre se rattachent à cette Direction plusieurs organes : 1° la Commission de l'étude du travail militaire ; 2° la Commission des achats des matières militaires ; 3° les arsenaux ; 4° l'école militaire ; 5° l'atelier des explosifs.

6° Un service de vérification.

Chaque section comporte un Directeur et un sous-Directeur. La Direction générale comporte un directeur général. Celui-ci, après l'avis des Ministres, s'occupe des dossiers, des administrations courantes et des relations sociales.

3°. — Du Ministère des Affaires étrangères

Le Ministère des Affaires étrangères est réorganisé par le décret du 8 décembre 1928. Il est chargé des relations internationales et de toutes les autres affaires concernant le séjour des étrangers et le commerce entre les Chinois et les étrangers. Il comporte cinq directions :

I. La Direction générale : cette direction a les mêmes attributions que celles du Ministère de l'Intérieur ci-dessus.

II. La Direction des Affaires internationales : Cette Direction a une compétence générale tant pour les pays orientaux que pour les pays occidentaux. Elle est divisée comme suit :

1° Les relations commerciales internationales ;

2° Les attributions des consuls et leur compétence sur le territoire étranger ;

3° La documentation et la publication des phénomènes économiques des pays étrangers;

4° La protection de la colonie chinoise à l'étranger et la situation des étudiants;

5° L'entrée et la sortie des étrangers;

6° Les traités internationaux;

7° Les clubs internationaux, les expositions internationales et toutes les autres affaires internationales.

III. La Direction des affaires asiatiques : cette Direction comporte notamment les attributions suivantes:

1° Les relations, soit politiques, soit militaires;

2° La protection et l'interdiction du séjour des étrangers;

3° Les emprunts étrangers et la question concernant les chemins de fer de construction étrangère ;

IV. La Direction des affaires européennes : Cette Direction a les mêmes attributions que la précédente.

V. La Direction de la Presse. Cette Direction a les attributions suivantes:

1° La collection des nouvelles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur;

2° La propagande de la politique extérieure ;

3° La rédaction et la traduction des nouvelles mondiales;

4° Les relations avec la presse;

5° Les autres affaires concernant la presse.

Chacune des cinq Directions comporte un Directeur pour les affaires de sa compétence.

4°. — Du Ministère des Finances

Le Ministère des Finances est organisé par le décret du 8 Décembre 1928. Il est chargé de toutes les affaires financières. Il se compose des organes suivants :

1° le Bureau des douanes. Dans la compétence de celui-ci rentrent : 1° le droit de douane ; 2° l'administration et la surveillance des douanes ; 3° le perfectionnement du système des douanes ; 4° la révision du tarif douanier ; 5° les interdictions d'importation et d'exportation ; 6° la surveillance et la direction des droits d'octroi ; 7° la documentation et la statistique des droits de douane des pays étrangers ; 8° l'interprétation des règlements des douanes.

2° Le Bureau de la Gabelle : Dans la compétence de celui-ci rentrent : 1° la surveillance des administrations des sous-bureaux de la gabelle, des agents de la gabelle, des bureaux de transport ; l'avancement et le déplacement des fonctionnaires subalternes de la gabelle ; 2° l'installation des ateliers et des entrepôts de la gabelle, l'industrie de la gabelle, la discipline des agents du service actif ; 3° la vente et le transport du sel dans les provinces ; 4° le perfectionnement du produit de la gabelle et la meilleure répartition de vente ; 5° la codification et le rapport des recettes et des dépenses du budget ; 6° le contrôle des recettes et la vérification des impôts sur la gabelle des provinces ; 7° l'agencement du tarif de la gabelle des provinces ; 8° les autres affaires concernant la gabelle.

3° La Direction Générale : les attributions de celle-ci sont semblables à celles des autres ministères ci-dessus.

4° La Direction des impôts : dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'imposition ; 2° l'administration et la surveillance des impôts ; 3° la vérification des impôts anciens et la progression des impôts nouveaux ; 4° la documentation, la vérification et la statistique des impôts ; 5° l'administration du domaine public et des terrains non cultivés ; 6° les recettes en dehors de la compétence du dit ministère.

5° La Direction de la dette publique : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'émission et la souscription des dettes publiques ; 2° la vérification des fonds, le remboursement du capital et le paiement des intérêts de la dette publique ; 3° l'enregistrement et le transfert du nom de la dette publique, et la vérification des dettes publiques locales ; 4° le budget des emprunts ; 5° la préparation du projet des emprunts et l'enregistrement de ces dossiers ; 6° l'autorisation et l'interdiction de la vente et de l'achat des bons du Ministère des Finances.

6° La Direction de la Monnaie : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la vérification et l'essai des monnaies anciennes et nouvelles ; 2° la sortie de l'entrée des lingots et des monnaies frappées ; 3° la surveillance des banques ; 4° l'émission de la monnaie de papier et le contrôle des réserves ; 5° les affaires financières tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; 6° la surveillance des bourses, des compagnies d'assurances, des sociétés d'épargne et de commerce ; 7° toutes les autres affaires concernant la banque et la monnaie.

7° La Direction du Trésor : Dans la compétence de celle-ci rentrent : Les recettes et les dépenses des fonds

d'Etat ; 2° la vérification de l'ordonnancement ; 3° la codification des comptes des recettes et des dépenses du Trésor ; 4° l'enregistrement des comptes du Trésor ; 5° le contrôle des divers fonds et réserves du Gouvernement.

8° La Direction de la Comptabilité : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° le projet du budget global ; 2° le budget de la comptabilité spéciale ; 3° la codification des dépenses annuelles et des recettes annuelles ; 4° la vérification des dépenses de réserve ; 5° la statistique annuelle des dépenses et des recettes ; 6° la comptabilité des monnaies et des objets ; 7° l'enregistrement et la vérification de tous les comptes ; 8° la vérification des comptes des organes inférieurs dépendant de la dite direction.

9° Le Bureau des impôts sur les tabacs et les alcools, dans la compétence de celui-ci rentrent : 1° la surveillance des impôts sur les tabacs et alcools et la vérification des recettes des impôts ; 2° le contrôle de la fabrication et de la vente ; 3° la tarification ; 4° la préparation du budget des impôts sur les tabacs et alcools et le rapport des dépenses et des recettes des impôts.

10° Le Bureau du droit des timbres : Dans la compétence de celui-ci rentrent : 1° le contrôle du droit des timbres et la vérification des résultats de ce droit ; 2° la réglementation des tarifs du droit des timbres ; 3° la fabrication, le contrôle et l'émission des timbres ; 4° la préparation du budget et de la statistique du droit des timbres et le rapport des registres des dépenses et des recettes du droit des timbres ; 5° la vérification des registres des timbres et les autres affaires intéressant le droit des timbres.

11° Le Bureau des droits des cigarettes et du pétrole : Dans la compétence de celui-ci rentrent : 1° la surveillance des perceptions des droits des cigarettes et du pétrole ; 2° la réglementation des tarifs des droits des cigarettes et pétroles ; 3° la vérification des matériaux provenant des ateliers des cigarettes et des entreprises de pétroles ; 4° l'enregistrement des entrepôts et des marchands de pétrole et l'interdiction des entreprises de cigarettes ; 5° la vérification des registres des pétroles et des cigarettes et la fabrication de titres pour la vente des cigarettes ; 6° les autres affaires intéressant les cigarettes et le pétrole.

5° Du Ministère de l'Agriculture et des Mines

Le Ministère de l'Agriculture et des Mines est organisé par le décret du 8 Décembre 1928. Il est chargé de l'Administration de l'agriculture, des forêts et des mines

Il se compose des sections suivantes :

1° La Direction générale : les attributions de celle-ci sont semblables à celles des Ministères ci-dessus ;

2° La Direction et l'administration de l'agriculture : dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'essai, la vérification, le perfectionnement et la préservation des céréales ; 2° le contrôle, la préservation et la protection des grains contre les insectes nuisibles ; 3° le perfectionnement, l'introduction et la récompense des instruments agricoles ; 4° la direction de l'organisation des groupements d'agriculture, de pêche et d'élevage ; 5° l'exploitation des terrains non cultivés ; 6° le contrôle et la statistique de l'agriculture, des pêcheries, de l'é-

levage et des cultures ; 7° l'instruction des cultivateurs ; 8° la préparation des banques foncières et des associations coopératives de cultivateurs ; 9° le perfectionnement de la vie des cultivateurs ; 10° la documentation et la réglementation des fermages ; 11° la conciliation et l'arbitrage des conflits entre les cultivateurs et les propriétaires fonciers ; 12° la documentation et la statistique de l'économie rurale.

3° La Direction et l'Administration des forêts : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la proposition d'établissements de forêts nationales ; 2° la préparation et la surveillance des pépinières ; 4° l'administration et la protection des forêts nationales ; 5° la direction et l'encouragement des entreprises des forêts privées ; 6° l'évaluation et le contrôle et la mise en valeur des montagnes nationales non cultivées ; 7° la plantation des arbres sur les routes nationales ; 8° la préparation, la rédaction et la publication des règlements des forêts ; 9° la discipline et la direction des agents de forêts ; 10° l'introduction et l'encouragement de l'établissement et de l'utilisation des bois nationaux.

4° La Direction et l'Administration des mines : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'exploitation d'état des mines ; 2° la surveillance, la protection et l'encouragement des entreprises de mines ; 3° l'autorisation spéciale et l'abolition du droit privilégié des mines ; 4° l'enregistrement des entreprises de mines ; 5° la vérification et l'imposition du territoire minier ; 6° les procès et les conflits des affaires de mines ; 7° la discipline des agents des mines ; 8° la documentation des entreprises de mines ; 10° l'exploitation des terrains mi-

niers ; 11° le monopole des matières provenant des mines ; 12° la documentaion sur la géologie ; 13° l'hygiène et la protection contre l'incendie dans les mines.

6° — Du Ministère du Travail et du Commerce

Le Ministère du Travail et du Commerce est organisé par le décret du 8 Décembre 1928. Il est chargé de l'administration du commerce et du travail dans le Pays.

Il comprend :

I. Une Direction générale: ses attributions sont semblables à celles des Ministères ci-dessus.

II. Une Direction de l'Industrie : dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la préparation et l'administration de l'industrie chimique, mécanique et extractive et toutes les autres industries de l'exploitation d'Etat ; 2° la protection, l'expansion et le perfectionnement de toutes les industries chimiques, extractives et mécanique des entreprises privées ; 3° la vérification, la recherche et la collection des objets fabriqués ; 4° le monopole et le privilège de l'industrie ; 5° l'estampille et l'encouragement accordés aux marchandiss nationales ; 6° l'examen et l'enregistrement des ingénieurs ; 7° l'autorisation, l'enregistrement et la surveillance des groupements d'industrie ; 6° la vérification, la fabrication, et le développement des industries.

III. Une Direction du commerce : dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la préparation et l'administration du commerce d'Etat ; 2° la protection, la surveillance, le perfectionnement et le développement du commerce privé ; 3° les foires et les expositions des mar-

chandises ; 4° la vérification des marchandises ; 5° l'enregistrement des marques et des brevets du commerce ; 6° l'autorisation, l'enregistrement et la surveillance des groupements commerciaux ; 7° la documentation du marché financier et l'arbitrage du change international ; 8° la surveillance et l'enregistrement des bureaux de change, des compagnies d'assurances, des sociétés d'épargne et des Bourses ; 9° la vérification et l'enregistrement d'experts comptables ; 10° l'unification des prix et le marché des produits ; 11° les tarifs commerciaux et les tarifs de commerce ; 12° le développement du commerce international ; 13° la direction et la surveillance des fonctionnaires attachés au commerce extérieur.

IV. Une Direction des ouvriers : dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la direction de la surveillance des groupements d'ouvriers ; 2° la protection et le perfectionnement de la vie des ouvriers ; 3° l'instruction des ouvriers ; 4° l'assistance aux chômeurs et les accidents imprévus ; 5° l'établissement d'assurances pour les ouvriers, des banques ouvrières et des associations coopératives des ouvriers ; 6° la conciliation et l'arbitrage des conflits entre les patrons et les ouvriers, la direction des coopératives des deux classes ; 7° la solution des conflits soit entre les ouvriers eux-mêmes, soit entre les syndicats ouvriers ; 8° la documentation sur l'étude du travail et sur la capacité des ouvriers ; 9° la protection de l'émigration des ouvriers ou des ouvriers résidant à l'étranger.

7° — Du Ministère de l'Instruction Publique

Le Ministère de l'Instruction Publique est organisé par le décret du 7 Décembre 1928. Il est appelé à administrer l'enseignement du Pays.

Il se compose des sections suivantes :

I. Une Direction générale : les attributions de celle-ci sont analogues à celles des divers Ministères ci-dessus.

II. Une Direction de l'enseignement supérieur : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'enseignement des Universités et des Ecoles supérieures ; 2° la direction des divers Instituts ; 4° l'examen des grades scolaires concernant les étudiants à l'étranger ;

III. Une Direction de l'enseignement général : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'enseignement des écoles secondaires, des écoles normales, des écoles techniques ; 2° l'établissement et la modification des organes d'instruction, les locaux d'instruction.

IV. Une Direction de l'Instruction sociale : dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'instruction populaire ; 2° l'enseignement supplémentaire ; 3° l'instruction spéciale pour les gens arriérés et les mutilés ; 4° l'instruction artistique ; 5° la culture physique ; 6° la conservation des livres.

V. Un Bureau de Rédaction : celui-ci est chargé de traduire ou de rédiger des livres, vérifier le matériel des écoles et les autres objets pour l'instruction.

A côté de ces directions se rattache une commission des universités ; celle-ci est appelée à élaborer le pro-

gramme de l'enseignement du Pays et à trancher les affaires importantes relatives aux études ou aux inventions.

8° — Du Ministère des Communications

Le Ministère des communications est établi par le décret du 7 Novembre 1928. Il est chargé de l'administration et de la surveillance des postes de transformation et de la surveillance des postes de transmissions électriques et par voie d'eau. Il se compose des sections suivantes :

I. Une Direction générale : les attributions de celle-ci sont presque semblables à celles des Ministères ci-dessus.

II. Une Direction de l'administration de l'électricité : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° Le contrôle des téléphones et des télégraphes du Pays ; 2° le développement et le perfectionnement des téléphones et des télégraphes ; 3° l'amélioration du traitement des employés travaillant aux téléphones et aux télégraphes.

III. Une Direction de l'administration des Postes : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° le contrôle et la surveillance de l'administration des postes du Pays ; 2° la surveillance de la caisse d'épargne postale et les transferts des chèques-postaux ; 3° l'administration du traitement des employés des postes.

IV. Une Direction de la navigation : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'administration des voies

et des marques de navigation et toutes autres affaires intéressant la navigation ; 2° la proposition et la surveillance des transports par voie d'aviation exploités soit par l'Etat soit par les entreprises privées ; 3° la préparation de l'Administration de la navigation d'Etat ; 4° Les passeports et les enregistrements des avions et des bateaux ; 5° le projet d'établissement des ports ; 6° l'administration, la surveillance et la construction des navires ; 7° l'amélioration du traitement des employés de constructions navales.

9°. — Du Ministère des Chemins de fer

Le Ministère des chemins de fer est organisé par le décret du 7 décembre 1928. Il est chargé : 1° de l'administration et de la construction des voies ferrées nationales ; 2° de la préparation des chemins de fer du Pays ; 3° enfin de la surveillance des concessions de chemins de fer. Il se compose de :

I. Une Direction générale : les attributions de celle-ci sont semblables à celles des ministères ci-dessus.

II. Une Direction de l'administration financière : dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° le budget des dépenses et des recettes des entreprises de chemin de fer ; 2° la vérification et le remboursement des dettes du chemin de fer ; 3° la préparation des capitaux pour la construction des chemins de fer ; 4° le contrôle des dépenses et des recettes des divers chemins de fer ; 5° la préparation et la surveillance des organes financiers pour les chemins de fer ; 6° la comptabilité spéciale et la sta-

tistique des chemins de fer ; 7° l'expropriation des terrains privés pour les chemins de fer ; 8° la disposition et le contrôle des patrimoines des chemins de fer ; 9° toutes les administrations financières concernant les chemins de fer.

III. Une Direction de contrôle des patrimoines : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'administration et le développement des entreprises des chemins de fer ; 2° la vérification des transports par chemin de fer (transports tant à l'intérieur qu'à l'extérieur) ; 3° la marche des trains ; 4° la réglementation du tarif des chemins de fer ; 5° l'amélioration de l'administration des chemins de fer ; 6° la discipline et l'instruction des techniciens du chemin de fer ; 7° la vérification du matériel du chemin de fer, son adjudication, son achat ; 8° la protection et l'amélioration du traitement, l'instruction des ouvriers de chemin de fer ; 9° la discipline et la direction des agents de chemin de fer ; 10° la surveillance des exploitations privées de chemin de fer ; 11° l'hygiène du chemin de fer ; 12° les chemins de fer internationaux ; 13° l'administration des entreprises subordonnées au Ministère des chemins de fer.

IV. Une Direction de la reconstruction : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la préparation de la construction et le complément des lignes de chemin de fer national ; 2° la préparation, les plans, l'exécution des lignes de chemin de fer national ; 3° la proposition et la construction des ports ou des marchés à proximité ou au terminus de la voie ferrée ; 4° la proposition et la surveillance des travaux de construction des che-

mins de fer ; 5° la vérification du matériel nécessaire pour les chemins de fer chaque année ; 6° l'entreprise de la fabrication du matériel pour le chemin de fer ; 7° les projets des lignes de chemin de fer exploitées par entreprise privée ; 8° tous les travaux de construction de chemin de fer.

10° — Du Ministère de l'Hygiène

L'organisation du Ministère de l'Hygiène a été établie par décret du 24 novembre 1928. L'activité du dit ministère se manifeste dans l'amélioration de la vie sanitaire du Pays. Auprès du dit Ministère se trouvent : la commission centrale d'hygiène, le laboratoire central d'hygiène, l'Institut des études pour l'administration sanitaire.

Il se compose des sections suivantes :

1° Une Direction générale : Les attributions de celle-ci sont semblables à celles des ministères ci-dessus.

II. Une Direction à l'administration médicale : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° l'administration et la surveillance des hôpitaux des maisons de santé, des pharmacies, des médecins, des pharmaciens, des sages-femmes, etc.. ; 2° le contrôle et l'assistance d'hygiène locale ; 3° la discipline et l'instruction des fonctionnaires d'hygiène ; 4° la direction et la surveillance des agents de la police sanitaire ; 5° la propagande de l'hygiène ; 6° la documentation de l'hygiène dans les pays étrangers.

III. Une Direction sanitaire : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° le contrôle de la santé publique; 2° la vérification de l'alimentation et de la fabrication des matières premières et toutes autres marchandises hygiéniques ; 3° la surveillance de la santé des enfants et des femmes enceintes; 4° les installations d'hygiène dans les écoles, les ateliers, les prisons et autres endroits publics; la documentation et la préparation de l'hygiène ; 5° la vérification de la propreté des villes; 6° le contrôle des assistances médicales ; 7° l'administration des cimetières.

IV. Une Direction contre les épidémies : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la recherche, la préservation et la prophylaxie des maladies contagieuses ; 2° la documentation et la prophylaxie des maladies locales; 3° la recherche et la préservation des maladies des animaux ; 4° la surveillance des épidémies provenant des avions, des trains et des bateaux ; 5° la préservation des épidémies internationales.

V. Une Direction de la statistique : Dans la compétence de celle-ci rentrent : 1° la documentation et la statistique des naissances, des décès, des mariages et des maladies de la population du Pays ; 2° la statistique concernant les écoles, les ateliers, les prisons, en général toute hygiène des endroits publics ; 3° la statistique des médecins, des pharmaciens et des sages-femmes, etc. ; 4° la codification des livres annuels de la statistique du dit ministère ; 5° la préparation du rapport de l'administration du dit Ministère.

11° La Commission de la Reconstruction nationale

La Commission de la reconstruction nationale est organisée en vertu de l'article 17° de la loi organique et établie par le décret du 7 Novembre 1928:

Dans la compétence de celle-ci rentrent:

I. L'étude et le projet de la reconstruction nationale d'après les trois Principes du Peuple et les propositions de la reconstruction du D^r Sun-Yat-Sen.

II. L'Administration des exploitations de l'Etat soit les forces hydrauliques, soit l'utilisation de l'électricité et celles n'appartenant pas aux divers ministères.

III. La direction, la surveillance et le perfectionnement des entreprises privées d'électricité.

IV. La dite commission peut demander l'assentiment du Ministère intéressé pour exécuter une entreprise quelconque qui n'est pas encore réalisée par ce dernier.

V. Les travaux soutenus par la dite commission doivent être achevés par ses soins.

Cette Commission comporte un président et un vice-président désignés parmi les conseillers nommés par décret du Gouvernement National. En outre, les Ministres d'Etat et les Présidents des diverses directions de la reconstruction des provinces sont membres ipso-facto. A côté de ces fonctionnaires supérieurs, la commission nomme des techniciens et des spécialistes, quand ces derniers lui semblaient nécessaires.

SECTION V

Comparaison entre le système du Sovnarkom commissariat soviétique, et celui du Hing-Tcheng-Yuan, conseil exécutif dans le Gouvernement National de la Chine.

Saisissant cette occasion, nous ferons un rapprochement entre le système du « Sovnarkom » commissariat soviétique et celui du conseil exécutif dans le Gouvernement National.

Les deux systèmes se ressemblent : 1° Par leur nomination. L'article 32 de la Constitution de la R.S.F.S.R. de 1925 dispose que le Président du Conseil des commissaires du Peuple, le Président-adjoint et les commissaires du Peuple désignés par l'article 37 de la Constitution de la R.S.F.R.S. ainsi que les accrédités des Commissariats du Peuple de l'Union, sont nommés dans la forme prévue par la législation de l'Union... conformément à l'arrêté du Comité exécutif central Panrusse ou de son Président. Dans le Gouvernement National, le président, le vice-président, les ministres, les présidents, des diverses commissions sont nommés par le Conseil politique central en vertu de l'article 17 de ses statuts ; 2° Par leur responsabilité. Le « Sovnarkom » nommé par Constitution de l'Union organe exécutif (article 37) est entièrement responsable devant le « Vteik » ainsi que devant le Congrès. L'activité du « Sovnarkom » est basée sur les dispositions du Vteik. Les actes de grande importance panunioniste doivent être soumis à l'examen et à la ratification du « Vteik ». Dans le Gouvernement National Chinois, le Conseil exécutif doit aussi soumet-

tre au Conseil législatif les affaires importantes en ce qui concerne le budget, l'amnistie générale, la déclaration de guerre, la conclusion de la paix et la signature des traités. En outre, le Conseil exécutif a une responsabilité implicite devant l'organe le plus élevé du parti à cause de sa nomination, bien qu'on ne trouve aucun texte écrit dans la loi organique ; 3° Par leur compétence : l'article 38 de la Constitution de la R.F.S.S.R. que le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union promulgue les décrets et dispositions dont l'exécution est obligatoire sur tous les territoires de l'Union des R. S. S. L'article 39 ajoute que le Conseil des commissaires du Peuple de l'Union des R.S.S. examine les décrets et les dispositions proposées aussi bien par les Comités exécutifs centraux de républiques fédérées et leurs bureaux que par les commissariats particuliers de l'Union des R.S.S. Dans le Gouvernement National Chinois, le Conseil exécutif peut, en conformité des lois, publier des décrets en vertu de l'article 14 de la loi organique du 10 Octobre 1928 ; 4° Par leur composition : le « Sovnarkom » comporte onze commissariats du Peuple pour conduire directement les différentes branches de l'Administration de l'Etat. Dans le Gouvernement National Chinois, le Conseil exécutif comprend dix ministres pour l'exécution gouvernementale.

Voilà quelles sont les ressemblances. Mais il y a une différence énorme. C'est que la théorie de la séparation des pouvoirs est inconnue par le régime soviétique. Le pouvoir exécutif ne s'y trouve plus indépendant. L'article 41 de la Constitution soviétique mentionne que : « Les dispositions et les ordonnances du Conseil des

Commissaires du Peuple de l'Union des R. S. S. peuvent être suspendues ou annulées par le Comité exécutif central de l'Union des R. S. S. ou par son bureau ». Tandis que dans le Gouvernement National Chinois, le Conseil exécutif, une fois désigné par l'organe du parti, est libre de ses exécutions, bien que ces dernières soient conformes aux dispositions du Conseil législatif. On ne trouve aucune intervention du parti.

**

Comme conclusion nous dirons que le Conseil exécutif est l'organe administratif le plus élevé du Gouvernement National. Il se compose des divers ministères qui dirigent les différentes branches administratives de l'Etat. Ses décisions peuvent être protestées par le Conseil exécutif. Ainsi, il prépare les projets de décrets et de lois, esquissés par les divers ministères pour être portés devant le Conseil législatif. Ceci démontre que le Gouvernement National ne perd pas de vue le caractère de la collaboration des pouvoirs : l'exécutif et le législatif.

CHAPITRE VI

LE « LI-FA-YUAN »

Le Conseil Législatif

Nous examinerons le Conseil législatif en quatre sections : 1° son caractère ; 2° son organisation ; 3° ses attributions ; 4° enfin son règlement.

SECTION I

Son caractère

Le Conseil législatif a pour but de codifier les lois dans le Gouvernement National. A première vue, il semble qu'il n'est pas un parlement ; puisque ses membres, son président et son vice-président, son nommés par décret rendu sur la demande du Conseil politique central. Il ressemble à l'ancien bureau de la codification de lois. Il n'y a ainsi pas de suffrage dans ce Conseil. La raison est très bien expliquée par une lettre que M. Hou président du dit Conseil a adressé à la Chambre de

Commerce de Chang-haï pour rejeter la présentation de leurs délégués. Or, les membres, une fois désignés, ne peuvent, sans abandonner leur siège, être nommés à la plupart des fonctions publiques. Cette règle a été mentionnée dans l'article 29 de la loi organique du 10 Octobre 1928. Les membres du Conseil législatif ne pourront être des fonctionnaires, ni des membres du gouvernement central ou des gouvernements locaux. Pour ainsi dire, les membres du Conseil législatif actuel ne sont plus comme auparavant, alors que les anciens membres du bureau de la codification s'occupaient concurremment de plusieurs fonctions administratives. Ils jouent maintenant purement un rôle législatif comme les membres du parlement dans le gouvernement présidentiel. Quoi qu'on leur reproche à cause du genre de leur nomination, cela n'empêche pas leur caractère parlementaire de se manifester au point de vue d'incompatibilité. Qu'on examine son organisation et sa compétence, le « Li Fa Yuan » est bien un corps législatif.

SECTION II

Son Organisation

L'organisation du Conseil législatif figure dans la loi organique du 10 Octobre 1928 du Gouvernement National et dans celle du 30 Octobre 1928 de ce dit Conseil. Le Conseil législatif est composé d'un président et d'un vice-président. En cas d'absence du président, le vice-président remplira sa fonction. Les deux lois ne figurent pas dans la désignation de ses membres. On la trou-

ve dans la Constitution du Conseil politique central que nous avons indiquée dans le Chapitre III. Le nombre des membres n'est ni au prorata de la population, ni à la proportion des membres du Kouo-min-tang. Il est décidé par le Conseil politique central, selon les besoins du travail de cette Institution. Au terme de la loi organique du 10 Octobre 1928, le Conseil législatif comporte des conseillers au nombre de 47 à 99. Ceux-ci sont, à la requête du Président du dit Conseil, nommés par le Gouvernement National. Ils restent en fonction pendant une durée de deux ans.

Comme dans tous les pays modernes, l'Assemblée législative, a le droit de nommer des commissions pour préparer ses travaux. D'après la loi de l'organisation du dit Conseil du 20 Octobre 1928, le Conseil législatif se divise en quatre commissions suivantes :

- 1° La Commission législative;
- 2° La Commission des affaires étrangères ;
- 3° La Commission des finances;
- 4° La Commission économique.

Ces services peuvent être modifiés, soit en les augmentant, soit en les supprimant. Les membres des Commissions sont nommés par les membres du Conseil. Chaque Commission comporte un président, nommé par le président du dit Conseil.

A côté de ces Commissions, il existe des bureaux. En France, les membres des Chambres sont répartis en bureaux : 9 au Sénat, 11 à la Chambre. En Chine, le Conseil législatif comporte trois bureaux : 1° un secrétariat ; 2° un service de statistique ; 3° un service de traduction. Cependant il y a une différence entre le bureau

de l'Assemblée en France et celui du Conseil législatif en Chine. Dans la première, les membres du Bureau sont les députés ou sénateurs eux-mêmes, tandis que dans la seconde, les membres du Bureau sont les auxiliaires de ces conseillers nommés en sus.

- 1° Un Président des secrétaires, du rang de 1^{re} classe;
- 2° Des secrétaires au nombre de 4 à 10, dont 4 sont du rang de 1^{re} classe et le reste de 2^e classe ;
- 3° Les rédacteurs au nombre de 10 à 20 de 3^e classe.

La compétence du Secrétariat est la suivante:

- 1° Recevoir, délivrer et conserver les objets des dossiers;
- 2° Distribuer, rapporter, codifier les objets des dossiers ;
- 3° Compte-rendus des séances ;
- 4° Les affaires concernant la nomination et la révocation des fonctionnaires de ces dits bureaux;
- 5° Les affaires concernant le sceau;
- 6° Les affaires concernant la comptabilité et l'administration;
- 7° Les affaires qui n'appartiennent ni au service de statistique ni à celui de traduction.

Le Service de statistique comprend:

- 1° Un Directeur de 1^{re} classe;
- 2° 4 à 6 rédacteurs de 2^e classe;
- 3° 10 à 20 rédacteurs de 3^e classe.

Sont de la compétence du Service de statistique:

- 1° Les affaires statistiques qui concernent la documentation et la rédaction du Pays tout entier, soit au

point de vue social, soit au point de vue politique;

2° Les affaires statistiques qui concernent les publications soit un rapport annuel, soit un rapport particulier.

Le Service de traduction comporte :

1° Un Directeur de 1^{re} classe;

2° 4 à 6 rédacteurs de 2^e classe;

3° 10 à 20 rédacteurs de 3^e classe.

Sont de la compétence du Service de traduction:

1° Les affaires concernant la traduction des lois étrangères;

2° Les affaires concernant la codification et la publication du règlement et de la loi;

3° Les affaires concernant la documentation législative ;

4° Les affaires concernant quelques traductions spéciales.

Le Président du Conseil législatif dirige toutes les affaires du dit Conseil et celles des organes subordonnés. Le Conseil législatif peut nommer aussi des techniciens. Leur nombre et leur traitement sont fixés par le Conseil.

En ce qui concerne la délibération, tant qu'une décision n'est pas intervenue dans la séance du Conseil, celui-ci peut en tout temps, modifier ou supprimer la question primitive. Le Conseil peut, en ce qui concerne les affaires de sa compétence, prescrire aux divers Conseils, ainsi qu'aux Ministères et aux Commissions du Conseil exécutif, de lui fournir des informations. De plus, le Conseil et ses Commissions peuvent inviter les présidents de chaque Conseil, ainsi que les Ministres et

les Présidents des Commissions dépendant du Conseil exécutif, à assister à leur séance. Les décisions sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, la voie du Président est prépondérante. Les conseillers absents à la séance ne peuvent ensuite s'opposer à la résolution prise. Les membres ne peuvent voter sur les questions auxquelles ils sont personnellement intéressés. Les propositions de loi doivent réunir les signatures d'au moins cinq conseillers. Les séances du Conseil sont publiques. Mais elles peuvent avoir lieu à huis clos sur la demande d'au moins sept conseillers ou des ministres et des présidents des commissions dépendant du Conseil exécutif. L'ordre du jour est établi par le président.

SECTION III

Ses Attributions

Aux termes de l'article 25^e de la loi organique du 10 Octobre 1928, le Conseil législatif est un organe suprême de la législation du Gouvernement National. D'après cette clause, les attributions du Conseil législatif sont, d'une manière implicite, aussi nombreuses et aussi variées que celles d'un parlement moderne. D'abord au point de vue de l'initiative de lois, il a, d'une part, la faculté de soumettre la proposition de loi à la délibération de son Conseil. Et d'autre part, cette faculté appartient aussi aux autres Conseils, en ce qui concerne leur compétence. Cette disposition est analogue à celle de la Constitution française : « Le Président de la République a l'initiative des lois, concurremment avec les

membres des deux Chambres » (L. C. 25 février 1875, art. 3, al. 1). Au point de vue du droit d'amendement, le Conseil, saisi d'un projet de loi, soit par chacun des quatre Conseils, soit par ses membres, a le droit de le modifier, de l'amender. Le droit d'amendement est une conséquence de celui d'initiative sans que la loi organique ait besoin de le dire. Au point de vue du vote, on exige la majorité. Dans le pays où existent les deux Chambres, on s'est plaint souvent de la lenteur des travaux législatifs. Ainsi en France, la loi votée par l'une des Chambres est si elle vient de l'initiative parlementaire, transmise par le Président au Président de l'autre Chambre; si elle vient de l'initiative gouvernementale, elle est transmise au Ministre qui a présenté le projet et qui est tenu de saisir l'autre Assemblée dans le mois ; faute de quoi, le projet est repris par un membre et traité comme une proposition d'initiative parlementaire (Règlements du Sénat, art. 126, 128; de la Chambre 105, 107). Pour ainsi dire, le Conseil législatif est une assemblée unique, et simplifie ainsi un procédé compliqué. Les décisions du Conseil législatif sont promulguées par délibération du Conseil d'Etat. Bref, toutes les lois sont faites par cet unique corps législatif.

En ce qui concerne les attributions internationales, le Conseil législatif est appelé à voter sur les déclarations de guerre, sur les armistices, sur les conclusions de traités et sur les solutions des affaires internationales importantes, il a les mêmes attributions que l'Assemblée d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Quant à la loi de finance, en France comme en Angleterre, la Chambre des députés, et le « house of com-

muns » ont le droit de priorité pour le vote du budget. Le Conseil législatif a le droit aussi de décider le Budget.

En certaine matière spéciale, au Conseil législatif est demandé de voter les amnisties générales.

SECTION IV

Le Règlement

Les formalités qui entourent les travaux du Conseil législatif sont fixées par le règlement d'une manière détaillée. C'est ce qu'on appelle la procédure parlementaire ; nous l'indiquons au-dessous :

— La procédure de la séance du Conseil législatif ;

I

Règles générales

Art. 1°. — La réunion du Conseil législatif, sauf celle réglée par la loi organique du dit Conseil, se tiendra conformément au présent règlement ;

Art. 2° — Les réunions des diverses Commissions du Conseil législatif sauf celles réglées par la loi organique elle-même, se tiendront conformément aussi au présent règlement.

Art. 3° — La réunion du Conseil législatif conformément à l'article 3° de la loi organique du Gouvernement National, sera présidée par le Président du dit

Conseil. En cas d'absence du Président pour une raison ou pour une autre, le vice-Président remplira sa fonction en vertu du 26^e article de cette même loi.

Les réunions de diverses Commissions seront présidées par les Présidents des dites Commission ipso-facto. En cas d'absence du Président, un membre désigné par le Président du Conseil le remplacera.

Art. 4^o — Le compte rendu de la séance du Conseil législatif, sera rédigé par les membres du Secrétariat, désignés par le Président du Conseil en vertu de l'article 8 de la loi organique du dit Conseil.

Le compte-rendu des séances des diverses Commissions sera rédigé par ceux qui seront désignés par le Secrétariat.

Art. 5^o. — Les membres présents soit à la réunion du Conseil soit à celle des diverses Commissions, devront signer sur un registre. Les noms des membres absents seront inscrits par le greffe.

Art. 6^o — Les membres du dit Conseil ne devront être absents à la réunion du Conseil ou à celle des diverses Commissions que par raison justifiée et avec l'autorisation du Président.

Art. 7^o — Au début de la réunion du Conseil ou de celle des diverses Commissions, le Président se lèvera et lira le testament du fondateur du Parti Nationaliste ; les membres de l'Assemblée s'inclineront.

Art. 8^o — Les Ministres, les Présidents de diverses Commissions dépendant du Conseil exécutif, pourront se présenter à la réunion du Conseil législatif en vertu des articles 17^o et 18^o. Cependant ils n'auront que le droit d'émettre un vœu et ne pourront participer au vote,

Art. 9° — Les résolutions des diverses commissions seront rapportées par écrit au Président du Conseil. Les dites résolutions pourront aussi être rapportées à la réunion du Conseil, par le président de ces diverses Commissions quand elles seront demandées par le Président du Conseil.

Art. 10° — Une proposition de loi sera répétée trois fois, avant le vote, mais le Président pourra en raison des circonstances spéciales omettre ce procédé.

Art. 11° — Sur la demande écrite d'un tiers des membres du Conseil le procédé de la répétition de trois fois sera aussi écarté.

II

La proposition du débat

Art. 12° — La proposition du débat sera demandée par un exposé écrit.

Art. 13° — Les affaires qui ont été présentées par le Comité politique central, ne seront discutées que sur le fond.

Art. 14° — Le projet de loi, les amnisties générales présentées par chacun de ces Conseils, les traités proposés par le Conseil exécutif, les affaires internationales importantes et le budget, devront être étudiés par des Commissions spéciales et ensuite discutés au Conseil. Ces affaires seront expédiées par le Président. En cas d'urgence, on pourra se dispenser de ce procédé.

Art. 15° — La Commission spéciale qui a reçu l'ex-

pédition du budget devra rapporter son travail au Président dans les deux semaines.

Art. 16° — La proposition des membres du dit Conseil devra être conforme à la règle de l'article 23 de la loi organique du dit Conseil.

Art. 17° — Tout membre du dit Conseil pourra présenter une proposition dans les cas suivants :

1° Entre le moment où le rapport aura pris fin et celui où la discussion ne sera pas encore commencée ;

2° Pendant le moment où une proposition aura été votée et où les autres ne seront pas encore discutées ;

3° Pendant le moment où toutes les propositions seront résolues et la fin de la séance.

Art. 18° — L'auteur d'une telle proposition devra d'abord demander l'autorisation du Président et ensuite prendre la parole.

Art. 19° — N'importe quelle proposition sous peine de nullité devra réunir les signatures de quatre conseillers autres que l'auteur.

La proposition, qui devra être débattue, soit établie d'avance, ou après l'ordre du jour, soit remise à la séance prochaine sera décidée par le Président.

Art. 20° — Le motif de n'importe quelle proposition conformément à la règle précédente devra être enregistré par le greffe et ensuite signé par l'auteur et les quatre conseillers.

Quand la proposition sera remise à la séance prochaine, l'auteur devra envoyer un écrit concernant le principe et le motif de sa proposition, avec les signatures de ses collègues.

Art. 21° — N'importe quelle proposition de loi fera

L'objet d'une demande écrite et motivée en ce qui concerne le principe de cette proposition et les raisons de ses divers articles.

III

L'ordre du jour

Art. 22° — L'ordre du jour sera établi dans la façon suivante:

- 1° Le Rapport;
- 2° La Discussion.

Les affaires qui doivent être débattues seront mises dans l'ordre suivant:

- 1° Le projet déposé par le Conseil politique central;
- 2° Le projet déposé par chacun de ces Conseils;
- 3° La proposition demandée par les conseillers du dit Conseil.

Art. 23° — L'ordre du jour pourra être modifié par le Président, si cela lui paraît nécessaire.

Art. 24° — Le Président pourra ordonner une discussion immédiate sur la déclaration d'urgence.

Art. 25° — Le Président pourra aussi modifier l'ordre du jour dans le cas où les affaires ne pourront **ni** être discutées, ni être terminées, pour une raison **ou** pour une autre.

Art. 26. — L'ordre du jour sera distribué aux conseillers et à ceux qui assisteront à la séance trois jours au moins avant la discussion.

IV

La date de la séance

Art. 27° — La réunion du Conseil se tiendra au moins une fois par semaine. et la date sera décidée par le Président du dit Conseil.

Art. 28° — La réunion de diverses commissions sera convoquée par les Présidents des dites Commissions.

Art. 29° — En ce qui concerne les affaires de l'article 16 de la loi de l'organisation du dit Conseil, et l'article 11 de celle du Conseil de contrôle, une réunion spéciale pourra être convoquée lorsqu'elle sera demandée par les signatures d'un tiers des membres du dit conseil. Cette convocation spéciale sera décidée par le Président.

V

La procédure de la réunion

SECTION I

Les Places

Art. 30° — L'ordre des places des conseillers sera décidé par tirage.

Art. 31° — Pendant chaque réunion tous les conseillers devront prendre leurs places d'après leur numéro.

SECTION II

L'Ouverture. — L'Ajournement et la clôture de la séance.

Art. 32° — Au début de chaque réunion, le greffe devra enregistrer le nombre des conseillers présents et le le rapporter au Président. Que le nombre soit conforme à l'article 19 de la loi de l'organisation du dit Conseil, le Président prononcera immédiatement l'ouverture de la séance.

Art. 33° — Les propositions soumises dans l'ordre du jour seront rapportées par les rapporteurs. Les affaires du dit Conseil seront rapportées par le greffe. Le procès-verbal de la séance précédente sera rapporté par le secrétaire.

Art. 34° — Le Conseiller pourra demander la modification du procès-verbal de la séance précédente à condition qu'il y ait erreur ou omission mais celle-ci devra être reconnue par la majorité. Cette modification sera notée tant pour le motif que pour la date, par le greffe.

Art. 35° — Après le rapport, le Président prononcera la discussion.

Art. 36° — Dans le cas où le nombre des conseillers ne serait pas suffisant, le Président pourra faire procéder à l'appel par le greffe. Après que l'insuffisance du nombre aura été constatée par deux fois, l'ajournement sera prononcé.

Art. 37. — Les discussions qui ne pourront être terminées dans une journée et qui seront continuées dans

les jours suivants ou remises à un jour quelconque, seront désignées par le Président.

Art. 38° — Le Président prononcera la clôture de la séance, soit après les résolutions de l'ordre du jour, soit suivant l'article 30° du dit règlement.

SECTION III

La Lecture

Art. 39° — La première lecture sera tenue au lendemain de la distribution de l'ordre du jour.

Art. 40° — Pendant la première lecture se rapportant au sujet de la proposition, l'auteur devra en exposer les motifs. Que la proposition ne soit pas jugée claire par les conseillers, ceux-ci pourront demander à l'auteur de fournir les explications.

Art. 41° — Après une discussion générale, soit pour les projets qui ont été examinés par les Commissions spéciales, soit pour ceux exposés par les conseillers, on décidera de la nécessité d'une seconde lecture.

Art. 42° — La proposition qui ne nécessitera pas de seconde lecture sera annulée. Celle qui est déposée par le Conseil politique central n'a jamais besoin du procédé de seconde lecture.

Art. 43° — La seconde lecture sera donnée au lendemain de la première. En cas d'urgence, on la donnera le même jour.

Art. 44° — La seconde lecture sera faite clairement, article par article, et on prendra une résolution en vertu des motifs qui sont réglés par l'article 21°.

Art. 45° — Pendant la seconde lecture, le conseiller pourra demander la modification de la proposition et cette demande sera aussi déposée sur le bureau du président avant la séance.

Art. 46° — La proposition examinée par la Commission sera le sujet de la discussion.

Art. 47° — Après la seconde lecture, les articles et les détails de proposition seront renvoyés aux diverses commissions pour rédaction.

Art. 48° — La troisième lecture sera donnée au lendemain de la seconde. Cependant le Président pourra juger s'il est nécessaire de la donner le même jour.

Art. 49° — La troisième lecture sera décidée sur la totalité de la proposition.

Art. 50° — Pendant la troisième lecture, la correction ne sera faite que sur les mots et les phrases et il ne sera plus question de modification du projet, sauf le cas où celui-ci serait contraire aux dispositions d'une loi antérieure.

SECTION IV

La Discussion, la Modification, le Vote

Art. 51° — La discussion commencera suivant l'ordre du jour, aussitôt que l'ouverture de la séance aura été prononcée par le Président.

Art. 52° — N'importe quel conseiller qui voudra prendre la parole devra rappeler son nom et le numéro de sa place au Président, et après la réponse de celui-ci il prendra la parole.

Celui qui est le premier à avoir reçu la réponse du Président aura le droit de priorité, dans le cas où deux personnes auraient simultanément demandé la parole.

Art. 53° — La réponse ne sera faite qu'après la fin d'un discours.

Art. 54° — Le débat de chaque proposition pourra être prolongé d'après l'opinion du Président.

Art. 55° — Le Président pourra suspendre le débat, lorsque la proposition paraîtra arriver au moment du vote.

Art. 56° — Lorsqu'il y aura plus de deux opinions en présence après le débat, le Président fera voter dans l'ordre. Si la première a été votée par plus de la moitié des voix, il n'y aura pas de second vote.

Art. 57° — La modification de la proposition sera demandée suivant l'article 15° de la loi de l'organisation du dit Conseil et l'article 45° du dit règlement. L'ordre de vote sera établi d'après l'article 22 du dit règlement.

Art. 58° — Quand la modification d'une proposition ne sera pas reconnue, la proposition originale sera mise au vote.

Art. 59° — Lorsqu'une proposition, soit modifiée, soit originale, ne pourra être votée ni annulée, on la renverra à la Commission spéciale pour nouvelle rédaction.

Art. 60° — Quant au mode de vote, il sera employé le procédé par levé et assis. Le scrutin sera adopté ainsi. Le nombre pour et contre sera noté par le greffe.

SECTION V

L'Ordre et la Discipline

Art. 60° — Pendant la séance, le silence sera respecté, les conversations et les changements de places seront interdits.

Art. 61° — Le conseiller présent ne pourra se retirer que pour une raison justifiée et avec une autorisation du Président.

Art. 62° — Au cours de la séance, le Président pourra priver de la parole celui qui contreviendra au règlement ou qui ne respectera pas l'ordre.

SECTION V

Le Procès-Verbal de la Séance

Art. 63° — Sont inscrits dans le procès-verbal de la séance :

1° la date ; 2° le siège ; 3° le nom du Président ; 4° les noms des membres présents et absents ; 5 la fonction des membres assistants ; 6° le projet ou la proposition ; 9° le mode de vote et le nombre des voix ; 10° les autres affaires.

Art. 64° — Le procès-verbal de la séance sera distribué aux conseillers avant la séance prochaine.

VI

Le second débat

Art. 65° — La proposition qui aura été annulée ou repoussée pourra être remise en discussion si cela est jugé nécessaire par le Président. Mais l'exposé du second débat sera d'abord confié au Conseil politique central et, après la réponse de celui-ci, la deuxième discussion recommencera dans ce dit Conseil.

Art. 66° — La réunion du Conseil ne pourra refuser la seconde discussion prévue par l'article précédent.

VII

Art. 67° — Des règles qui n'auront pas été spécialement énoncées ici pourront être adoptées d'après les articles du principe fondamental du droit du peuple.

Art. 69° — Des règles qui se trouveront imparfaites pourront être modifiées par le Président et celles modifiées seront renvoyées à la réunion du Conseil d'Etat. Après la décision de celui-ci, elles seront mises en vigueur.

Art. 69° — Ces dites règles seront publiées et mises en vigueur après la décision du Conseil d'Etat.

*
**

En résumé, le Conseil législatif est une assemblée unique. Son organisation est très complète. Pour réfuter

l'objection se rapportant à la désignation des conseillers, on peut dire que le Gouvernement National est un gouvernement de parti et même la loi organique est établie par un parti ; de même les législateurs sont désignés par ce haut organe du parti « le Conseil politique central », en d'autres termes, le Kouo-min-tang. Celui-ci qui est directement responsable de ses actes devant le peuple se substitue au régime représentatif. Dans l'Etat fédéral ou dans l'Etat unitaire, on a adopté le système des deux Chambres, soit au point de vue de l'ordre politique, soit au point de vue de l'ordre pratique, afin qu'elles se balancent et se modèrent réciproquement. Mais il n'est plus question de dualité, puisque c'est un seul parti qui domine dans le gouvernement et dans lequel il n'existe plus de différentes politiques. Cet unique corps législatif qui est sans frein, statue plus rapidement sur les matières législatives. Quant à ses attributions, il détient presque tous les pouvoirs du Sénat et de la Chambre des députés, sauf le pouvoir constituant. Il est surveillé par le Conseil politique central et il doit ainsi prendre l'avis de ce dernier. En ce qui concerne ces règles intérieures, on est en présence d'une meilleure procédure parlementaire.

CHAPITRE VII

LE « SSEU-FA-YUAN »

Le Conseil Judiciaire

Nous étudierons le Conseil judiciaire en quatre sections : 1° ses traits caractéristiques ; 2° son organisation ; 3° sa compétence ; 4° l'organisation judiciaire auprès du Gouvernement central ; 5° une comparaison entre le système de la Russie, de l'Italie et celui de la Chine.

SECTION I

Ses traits caractéristiques

Le Conseil judiciaire détient un pouvoir distinct dans le Gouvernement National. En France, à côté du tribu-

nal judiciaire il y a un tribunal administratif. Beaucoup d'auteurs critiquent cette situation sous prétexte de la séparation des pouvoirs. De plus, les juges sont nommés par le Pouvoir exécutif ce qui indiquerait que le Pouvoir judiciaire ne paraît pas indépendant. Dans les pays anglo-saxons, on ne voit pas de tribunal administratif. Le tribunal judiciaire s'occupe, en même temps, des procès administratifs. Aux Etats-Unis d'Amérique, la Haute Cour a le droit d'interpréter la Constitution. On y voit une séparation des pouvoirs d'une manière distincte. Le pouvoir judiciaire est vraiment indépendant vis-à-vis des deux autres. Nous en venons au Conseil judiciaire du Gouvernement National, la séparation des pouvoirs apparaît très claire à nos yeux. D'abord la Haute-Cour administrative qu'on rencontre sous le nom de « Ping-tcheng-Yuan » dans l'ancien Gouvernement de Pékin a disparu, parce que le tribunal administratif n'est pas encore institué, figure dans la loi l'organisation du dit Conseil. Il ne peut statuer sur les litiges en dernier ressort. Tous les procès soit administratifs, soit judiciaires rentrent dans la compétence du Conseil judiciaire qui se trouve à la hiérarchie des tribunaux des deux genres. Ensuite le Président et le vice-Président du Conseil judiciaire sont désignés par le Conseil politique central. Il n'est plus question que le Conseil judiciaire, soit subordonné au Conseil exécutif.

A vrai dire, le Conseil judiciaire se manifeste par son caractère d'indépendance. Cela est une preuve de la séparation des pouvoirs.

SECTION II

Son Organisation

L'organisation du Conseil judiciaire est prévue par la loi du 10 Octobre 1928 et celle de l'organisation du dit Conseil du 20 Octobre 1928. Le Conseil judiciaire comprend un Président et un Vice-Président. On la trouve dans la constitution du Conseil politique central.

En ce qui concerne sa composition, le Conseil judiciaire comprend les services et les Ministères qui suivent:

- 1° Le Ministère de l'Administration judiciaire;
- 2° La Cour suprême;
- 3° Le Tribunal administratif;
- 4° La Commission des sanctions disciplinaires des fonctionnaires.

Le Président du Conseil judiciaire dirige toutes les affaires administratives ressortissant à ce dit Conseil. Il a aussi le droit après avoir pris l'avis donné par le Président de la Cour suprême et les Présidents des Chambres des tribunaux intéressés, de procéder à l'interprétation des lois et des décrets et de modifier les jugements pris. Les délibérations visées ici sont présidées par lui.

Le Ministère de la Justice, après l'ordonnance du Président du Conseil judiciaire s'occupe de toutes les affaires concernant l'administration judiciaire.

La Cour suprême a le droit de prendre, conformément aux lois, des décisions en dernier ressort en ce qui concerne les questions de procédure civile et pénale.

Le Département des jugements administratifs décide, conformément aux lois, des questions administratives.

La Commission des sanctions disciplinaires des fonctionnaires s'occupe, conformément aux lois, des sanctions disciplinaires à infliger aux fonctionnaires civils et judiciaires.

A côté de ces diverses Commissions, le Conseil judiciaire comporte un secrétariat et un service des conseillers.

Le Secrétariat comprend :

- 1° Un secrétaire général de 1^{re} classe ;
- 2° 6 à 10 secrétaires dont quatre sont de 1^{re} classe et le reste de la 2^e classe ;
- 3° 10 à 20 secrétaires de 3^e classe.

Le Secrétariat s'occupe des affaires suivantes :

- 1° Recevoir, délivrer, préparer et conserver les objets des dossiers ;
- 2° Distribuer les dossiers ;
- 3° Rédiger et interpréter les dossiers ;
- 4° Affaires de la Chancellerie ;
- 5° Comptabilité et administration ;
- 6° Des affaires n'appartenant pas au service de conseillers.

Le Service des conseillers comprend 4 à 6 conseillers de 1^{re} classe. Ils préparent les projets de lois et de décrets en matière judiciaire.

Le Conseil judiciaire peut augmenter ou restreindre et modifier ces commissions et ces services, après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat et après la décision du Conseil législatif.

SECTION III

Sa Compétence

En vertu de l'article 33 de la loi organique du 10 Octobre 1928, le Conseil judiciaire est l'organe judiciaire suprême du Gouvernement National. A ce point de vue, il a une compétence très étendue sur toutes affaires rentrant dans ses attributions. Dans ces mêmes articles on voit une énumération de ses attributions. En ce qui concerne le contrôle, il est évident sur les jugements judiciaires et les jugements administratifs. Quant aux sanctions disciplinaires des fonctionnaires judiciaires, c'est lui qui les applique et les fait exécuter. De plus, l'amnistie spéciale, la commutation de peines et la réintégration sont décidées par lui, cependant celles-ci doivent être ratifiées par le Gouvernement sur sa proposition.

D'après l'article 3° de la loi de l'organisation du dit Conseil, le Président a le droit de procéder à l'interprétation des lois. Cette disposition est d'importance. Auparavant, l'interprétation des lois et décrets appartenait au Président de la Cour suprême, selon l'article 35° de la loi de l'organisation judiciaire du 7 Février 1910. Maintenant, ce pouvoir important et considérable est dévolu au Conseil judiciaire, organe politique de premier plan. Il est plus effectif qu'autrefois.

SECTION IV

**L'organisation judiciaire auprès du Gouvernement
Central**

Nous apercevons encore deux organisations qui se trouvent auprès du Gouvernement central et qui rentrent dans le ressort du Conseil judiciaire. L'une est le Ministère de la Justice et l'autre la Cour suprême. Il n'est pas inutile de consacrer une section ici pour ces deux organes.

1° — Du Ministère de la Justice

L'organisation du Ministère de la Justice est établie par le décret du Gouvernement National le 15 Novembre 1926, révisée par ceux du 9 Août et du 5 Novembre 1927.

Le Ministère de la Justice appartenant directement au Gouvernement National, est chargé de la surveillance de toutes les administrations de l'ordre judiciaire du Pays (art. 5).

Le Ministère de la Justice est aussi chargé de la direction et de la surveillance, en ce qui concerne les affaires de sa compétence, exécutées par l'Administration supérieure du gouvernement local (art. 2).

Le Ministère de la Justice peut demander la suspension, l'annulation, au Gouvernement National, lorsque les arrêts qui sont rendus par l'administration supérieure du Gouvernement local et qui rentrent dans sa com-

pétence ne sont pas conformes aux lois ou hors de leurs droits (art. 3).

Le Ministère de la Justice comprend :

- 1° Un Secrétariat;
- 2° Une Direction de l'administration générale;
- 3° Une Direction des affaires civiles;
- 4° Une Direction des affaires criminelles;
- 5° Une Direction des prisons (art. 4).

Rentrent dans la compétence de la Direction de l'Administration générale :

- 1° L'établissement ou la suppression des tribunaux et la division judiciaire du territoire;
- 2° La nomination, la révocation, l'avancement et la discipline des juges et des autres fonctionnaires dépendant du Ministère de la Justice;
- 3° La discipline et l'instruction des fonctionnaires du Ministère de la Justice;
- 4° Les affaires concernant les avocats;
- 5° Les affaires concernant les enquêtes, les amendes et les confiscations;
- 6° Le budget et la comptabilité du dit Ministère;
- 7° Les affaires concernant les dépenses d'ordre judiciaire et les réunions des divers tribunaux dépendant du dit Ministère;
- 8° Le contrôle des immeubles officiels et du matériel du dit Ministère;
- 9° Préparer, conserver, recevoir et délivrer les dossiers;
- 10° La garde des sceaux;
- 11° Etablir les statistiques et les rapports ;

12° Contrôler l'administration du dit Ministère et les affaires n'appartenant pas aux autres directions (art. 5).

Rentrent dans la compétence de la Direction des affaires civiles :

- 1° Ce qui concerne les affaires civiles;
- 2° Ce qui concerne les affaires non poursuivies;
- 3° Ce qui concerne l'administration des procès civils et des jugements;
- 4° Ce qui concerne les témoignages;
- 5° Ce qui concerne les registres de l'état-civil (art. 6).

Rentrent dans la compétence de la Direction des affaires criminelles ;

- 1° Ce qui concerne les affaires criminelles;
- 2° Ce qui concerne l'administration des procès, des jugements et du Ministère public;
- 3° Ce qui concerne l'amnistie spéciale, la commutation des peines, la restitution des droits civiques, et l'exécution des sentences;

- 4° Ce qui concerne les affaires d'extradition (art. 7).

Rentrent dans la compétence de la Direction des prisons :

1° L'administration, l'établissement, la suppression des prisons;

2° La surveillance des fonctionnaires des prisons;

3° Tout ce qui concerne le sursis, la mise en liberté et la garantie des coupables;

4° Chercher les différents motifs et exiger les diverses preuves de la culpabilité (art. 8).

Le Ministère de la Justice est dirigé par un Ministre qui, d'après le décret du Gouvernement National est chargé de la surveillance des fonctionnaires subordon-

nés et des divers tribunaux dépendant du dit Ministère (art. 9).

Le Ministère de la Justice comprend un sous-ministre qui est appelé à aider le Ministre pour l'administration (art. 10).

Le Ministère de la Justice peut comprendre 2 à 4 conseillers qui, après l'avis des Ministres, préparent les arrêts rendus par ces Ministres (art. 11).

Le Ministère de la Justice comporte un secrétaire général qui, après l'ordonnance des Ministres, est chargé de l'Administration du Secrétariat (art. 12).

Le Ministère de la Justice comporte quatre Directeurs qui, après l'ordonnance des Ministres, sont chargés de l'administration des diverses directions. Mais la fonction du Directeur de l'Administration générale peut être concurremment occupée par le sous-Ministre (art. 13).

Le Ministère de la Justice peut nommer des Commissions et autres organes en cas nécessaire. Les membres de celles-ci sont désignés par ce Ministre (art. 16).

II. — De la Cour suprême — Le « Tchu Ko Fa Yuan »

La Cour suprême est analogue à l'ancienne Cour suprême appelé « Ta Li Yuan ». L'organisation en a été établie par le décret du 26 Décembre 1927. La réglementation administrative est actuellement encore en vigueur. Nous la traduisons comme suit:

I

La règle générale

Le Président de la Cour suprême a le droit de prendre la direction et la surveillance de tout ce qui con-

cerne l'administration de la Cour. L'instruction et le jugement fonctionnent indépendamment par le Président de Chambre et le premier Ministère public (art. 1).

La Cour suprême se compose des Chambres civiles et des Chambres pénales; du Ministère public, et du Secrétariat qui traitent les affaires de leur compétence respectivement (art. 2).

La Cour suprême peut établir les divers règlements et les différents modes de dossiers. Ceux-ci doivent être déposés dans les bureaux du Gouvernement pour l'enregistrement. Les jugements sont publiés une fois tous les six mois (art. 3).

Les affaires administratives sont décidées par la réunion de la dite cour, dans laquelle se présentent le Président, les Présidents des diverses Chambres, le Procureur général, et le premier greffier. La résolution est prise à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. La résolution visée doit être communiquée au juge, au ministère public, et au greffier, sauf celle qui doit rester secrète (art. 5).

L'interprétation des lois est confiée à une Chambre quelconque mais la décision est prise par le Président de la Cour suprême. Une réunion spéciale comprenant les Présidents et les juges des diverses Chambres, peut être convoquée par le Président pour telle affaire visée, si cela lui semble nécessaire (art. 6).

La modification, l'avancement et les sanctions disciplinaires pour les fonctionnaires de la Cour suprême sont décidées par le Président et déposées au Ministère de la Justice pour l'exécution (art. 7).

Les dossiers sont d'abord examinés par le premier Président de Chambre, le Ministère public, et le greffier et ensuite signés par le Président de la Cour, et enfin timbrés et publiés (art. 16).

II

Les Chambres civiles et pénales

Les Présidents des diverses Chambres dirigent et surveillent les affaires de leur compétence (art. 28).

Lorsqu'un procès civil ou pénal n'intéresse qu'une Chambre, la réunion peut être tenue par le Président de la dite Chambre et la décision peut être prise. Si un procès civil ou pénal, soit partiel, soit total, intéresse plus de deux Chambres, une délibération s'ouvre par les deux Chambres intéressées ou par toutes les Chambres. Cette délibération est présidée par le Président dans l'ordre de numérotation des Chambres et n'est faite que par les juges (art. 19).

Le Juge, après avoir reçu un procès, doit immédiatement faire une enquête. Après cette enquête, il doit envoyer les dossiers au Président de Chambre pour les examiner et les rapporter. Ce rapport doit quelquefois être fait par écrit, s'il est nécessaire. Le Président, après un examen du rapport, doit le confier aux juges intéressés (art. 24).

Après les procédés du paragraphe précédent, la délibération a lieu. Le premier juge, d'après la décision, rend un jugement provisoire et le confie au Président

de la Chambre pour l'approbation. Ensuite, le premier jugement est renvoyé aux juges intéressés pour une résolution définitive. Une deuxième délibération peut être tenue, si le Président le juge nécessaire (art. 25).

Lorsqu'un procès est simple et clair, le juge, après une enquête, peut immédiatement rendre un jugement et le confier avec le dossier au Président et après l'approbation de ce dernier, la délibération a lieu (art. 26).

Les affaires concernant les enquêtes précédentes peuvent être confiées au premier greffier pour exécution (art. 27).

Le registre des jugements de chaque Chambre doit être distribué aux autres Chambres (art. 29).

III

Le Ministère public

Le Procureur général est appelé à diriger et à distribuer les affaires au sein du Ministère public (art. 31).

La réunion du Ministère public est présidée par le Procureur général et dans celle-ci on décide les affaires de sa compétence (art. 32).

Le Procureur général peut renvoyer un procès, instruit par un Procureur, à un autre Procureur. Il peut encore se substituer le Procureur du tribunal supérieur à celui du tribunal inférieur en ce qui concerne les affaires de la compétence de ce dernier (art. 33).

Les attributions du Ministère public sont :

1° Casser les jugements d'un procès criminel qui ne sont pas conformes aux procédés de la loi ;

2° Renvoyer à la Chambre criminelle pour la rendre exécutoire la sentence qui conforme aux procédés de la loi;

3° Les autres affaires.

Les affaires visées ici sont décidées par le Procureur général, et celles, rentrant dans la compétence des autres Procureurs sont aussi décidées par le premier (art. 35).

*
**

A propos de la fonction du Ministère Public, on peut ajouter ici les règles qui ont été publiées à l'intérieur de la cour.

La Cour suprême comporte un Procureur général et plusieurs Procureurs qui exercent leurs fonctions conformément aux lois (art. 1).

Les fonctions du Ministère public sont :

1° En matière criminelle : Conformément à la règle du Code pénal et aux dispositions des décrets, il peut procéder à la réquisition, à l'appel intenté par le Pouvoir public et à l'exécution du jugement ;

2° En matière civile: conformément aux règles du Code civil et aux autres dispositions des décrets, il représente la personne en cause, soit pour un procès quelconque, soit pour l'intérêt public d'une affaire spéciale (art. 2).

Le Procureur général est soumis à la surveillance du Ministère de la Justice dont il dépend (art. 6).

Le Procureur général est le chef des autres Procureurs des tribunaux intérieurs, des sous-préfets qui remplissent les fonctions du Ministère public, et des greffiers du

Ministère public de la Cour suprême. Il a aussi le droit de contrôle en ce qui concerne les prisonniers et les accusés mis au dépôt par le Procureur de la dite Cour (art. 7).

La nomination et la révocation des Procureurs et des Greffes, intéressant les affaires du Ministère public sont décidées par le Ministre de la Justice, sur la demande du Procureur général. L'avancement et les sanctions disciplinaires sont réglés selon le procédé visé (art. 8).

Les Procureurs peuvent se servir des agents de la Justice, mais la révocation de ceux-ci est décidée par le Procureur général (art. 10).

IV

Le Service du Greffe

Le premier greffier, après l'avis du Président de la Cour suprême, est chargé du contrôle du sceau et de l'administration de sa compétence. Il a aussi le droit de contrôle en ce qui concerne la compétence des greffes inférieurs en dehors de la dite cour (art. 57).

Le service du Greffe comprend:

1° Un service d'administration. Ses attributions sont:

- a) Garder le sceau;
- b) Recevoir, délivrer et contrôler les objets des dossiers ;
- c) Les statistiques;
- d) Les affaires des fonctionnaires;

e) Les affaires n'appartenant pas aux autres services (art. 38 et art. 40).

2° Un Service de rédacteurs. Ses attributions sont :

a) Préparer les rédactions;

b) Codifier les rédactions;

c) Surveiller la bibliothèque ;

d) Rédiger le compte-rendu de la séance (art. 38 et 41).

3° Un Service de la comptabilité. Ses attributions sont:

a) Percevoir et payer;

b) Etablir les comptes de dépenses et de recettes;

c) Le timbre et les papiers timbrés (art. 38 et 42).

Les affaires des divers services sont décidées par une séance plénière. Celle-ci est présidée par le premier greffier (art. 44).

SECTION V

Comparaison entre les systèmes de la Russie, de l'Italie et celui de la Chine

Dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques le Pouvoir judiciaire n'est pas indépendant, bien qu'il figure dans sa Constitution. L'article 43 de la Constitution de l'U. R. S. S. dispose que : « En vue d'affermir la légalité révolutionnaire sur le territoire de l'Union des R. S. S., il est constitué auprès du Comité exécutif de l'Union des R. S. S. un tribunal suprême à la compétence duquel ressortissent :

a) Les directives à donner aux tribunaux suprêmes

des républiques fédérées sur les questions de la législation.

A ce point de vue, le Tribunal suprême peut interpréter les législations des Etats composants. Cela semble analogue à la compétence de la cour suprême des Etats-Unis d'Amérique. Le Conseil judiciaire n'en existe pas moins auprès du Gouvernement national. Or, aux termes de l'article 45° de la Constitution de l'U. des R.S.S. le Tribunal suprême de l'Union des R.S.S. siégeant en séance plénière est formé de 11 membres, y compris le président... et d'un représideant de la Direction politique de l'Etat unifié de l'Union des R. S. S. Le Président, son suppléant et les cinq autres membres sont nommés par le bureau du Comité Exécutif Central de l'Union des R. S. S. L'article 46° dit que « Le Procureur du Tribunal Suprême de l'Union des R.S.S. et son substitut sont nommés par le Bureau du Comité Exécutif Central de l'Union des R. S. S. Le Procureur du Tribunal suprême est chargé... en cas de désaccord avec les décisions rendues en séance plénière du Tribunal suprême de l'Union des R. S. S. de faire appel devant le bureau du Comité Exécutif Central de l'Union des R.S.S. » Et l'article 48° mentionne que « Le Tribunal Suprême de l'Union des R. S. S. ne peut se déclarer compétent pour ces affaires qu'en vertu de décisions particulières rendues chaque fois par le Comité Exécutif Central ou par son Bureau ».

De ces trois articles, on peut voir la dépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du Pouvoir exécutif. Au sein du Tribunal, il y a une intervention du Pouvoir exécutif, c'est-à-dire la présence d'un représentant de la

Direction politique ; les motifs d'ordre politique rentrent dans la compétence des magistrats. De plus, le Tribunal suprême ne peut trancher un litige en dernier ressort ; l'organe du Parti, le Bureau du Comité Central, représentant le Pouvoir exécutif, rend la sentence définitive et il se trouve ainsi placé à la tête de la hiérarchie de l'ordre judiciaire.

Dans le Gouvernement National, ainsi, il n'y a qu'une ressemblance, c'est celle qui concerne la désignation du Président et du Vice-Président du Conseil judiciaire décidée par l'organe supérieur du parti, c'est-à-dire le Conseil politique central. Or, ce Conseil judiciaire, une fois institué sur la proposition du parti, est maître de sa compétence et les présidents du Conseil judiciaire, qui sont nommés, comme ceux du Comité exécutif, par le Conseil politique central, n'ont plus besoin de prendre l'avis du Pouvoir exécutif. Il est indépendant de ses actes vis-à-vis des autres pouvoirs.

En Italie, c'est encore le pouvoir politique qui s'immisce dans le domaine du pouvoir judiciaire. La loi « fascistissime » du 24 Décembre 1925 donne délégation au Gouvernement du Roi pour amender le Code Pénal, le Code de procédure pénale, les lois sur l'organisation judiciaire et apporter de nouvelles modifications et adjonctions au Code civil. A ce point de vue, l'initiative de l'unification et de l'interprétation appartient implicitement au pouvoir exécutif puisque le Roi est autorisé à établir une coordination entre les dispositions de ce Code et celles qui ont trait au même objet, contenues dans d'autres lois (art. 3°) tandis que dans le Gouvernement National Chinois, celui-ci n'est autorisé à pro

céder à des changements divers que par un haut organe d'ordre judiciaire. Le Conseil Judiciaire se trouve à la tête de la hiérarchie de l'ordre judiciaire.

**

Ainsi le Conseil Judiciaire possède un pouvoir distinct se rapprochant du système du Gouvernement présidentiel. Cette distinction est obscure aussi bien dans le gouvernement parlementaire que dans le gouvernement dictatorial d'un parti. Cela est une preuve de garantie pour l'intérêt public, bien qu'un seul parti et une seule politique se manifestent dans un pays. En autres termes, le Conseil judiciaire en Chine est maître de sa compétence et il ne subit pas l'intervention du dehors, lorsqu'il tranche un litige en dernier ressort.

CHAPITRE VIII

LE « K'AO CHE YUAN »

Le Conseil d'Examen

Le Conseil d'examen est établi par la loi organique du 10 Octobre 1928. On a fait revivre l'ancienne institution impériale. Nous l'examinerons dans ce chapitre, dans les sections suivantes:

1° Trait caractéristique ; 2° son organisation ; 3° sa compétence ; 4° enfin, une comparaison entre l'ancien système d'examen impérial et celui de l'institution moderne.

SECTION I

Traits caractéristiques

Dans les pays européens, le système des concours pour choisir les gens capables nécessaires aux services pu-

blics, relèvent des divers Ministères, c'est-à-dire du Pouvoir exécutif. Même pour l'ordre judiciaire, le droit à la nomination et au classement des fonctionnaires est conféré au Ministre de la Justice. Pour cette cause on dit souvent qu'il y a confusion des pouvoirs. A vrai dire nous n'y voyons pas un pouvoir distinct pour l'examen. Dans le Gouvernement National Chinois, nous pouvons dire que le pouvoir d'examen est un pouvoir indépendant vis-à-vis des autres :

1° Par la nomination. Le Président et le Vice-Président du Conseil d'examen sont en même temps nommés par le Conseil politique central, comme ceux des autres Conseils.

2° Par sa compétence. Le Conseil d'examen se trouve à la tête de la hiérarchie du pouvoir d'examen. Il a le droit de procéder à l'unification de l'examen, soit central, soit local, dans les différentes branches des services publics du Pays tout entier.

3° Par ses rapports avec le Pouvoir législatif. Le Conseil d'examen comme chacun des autres Conseils, peut soumettre des propositions au Conseil législatif, en ce qui concerne les questions de sa compétence.

Voilà, quels sont les caractères spéciaux d'examen. Ici aussi, nous trouvons en même temps, la séparation des pouvoirs dans le Gouvernement National.

SECTION II

Son Organisation

L'organisation du Conseil d'examen est promulguée par la loi organique du 10 Octobre 1928 et celle du dit Conseil du 20 Octobre 1928.

Le Conseil d'examen comprend un Président et un Vice-Président. Le Président est chargé de l'administration du dit Conseil. Lorsque le Président ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, il est remplacé par le Vice-Président. Ces deux Présidents sont nommés sur la proposition du Conseil politique central par le décret du Gouvernement National.

Le Conseil d'examen se compose de :

1° Une Commission d'examen « K'ao siuan wei yuan houeï » ;

2° Un Ministère de classement « Ts'iaan sin pou ».

Chacun de ces deux organes comprend un Président, un Vice-Président et plusieurs membres. Ceux-ci sont, sur la demande du Président du Conseil, nommés par décret du Gouvernement National.

En outre, le Conseil d'examen comprend :

1° Un Secrétariat : Il comporte un secrétaire général de 1^{re} classe ; 6 à 10 secrétaires dont 4 de 1^{re} classe et 6 de 2^e classe et 10 à 20 rédacteurs de 3^e classe.

Rentrent dans les attributions de celui-ci :

a) Ce qui concerne la réception, la distribution, la codification et le contrôle des dossiers.

b) Ce qui concerne la préparation et la traduction des dossiers ;

c) Ce qui concerne les affaires de Chancellerie ;

d) Ce qui concerne la comptabilité et l'administration ;

e) Toutes les autres affaires n'appartenant pas au service des conseillers.

2° Un service des conseillers : Il comporte 4 et 6 conseillers de 1^{re} classe. Les conseillers sont appelés à pré-

parer les projets des lois et des décrets concernant l'examen et le classement.

SECTION III

Sa Compétence

En vertu de l'article 37° de la loi organique du 10 Octobre 1928, le Conseil d'examen est l'organe suprême du Gouvernement National. Il a dans ses attributions l'examen et le classement des fonctionnaires publics. Aucun fonctionnaire ne peut être nommé qu'après avoir été examiné et classé conformément aux lois, par le Conseil d'examen.

Pour connaître ses attributions d'une manière précise, nous pouvons nous reporter à la loi organique du dit Conseil du 20 octobre 1928. Celle-ci se rapporte à l'organisation des deux organes dépendant du dit Conseil qu'on a indiqués ci-dessus.

I. — Rentrent dans la compétence du Ministère de classement :

- a) L'immatriculation des fonctionnaires;
- b) Le classement par catégories des fonctionnaires reçus aux examens;
- c) L'immatriculation d'après leur grade des fonctionnaires examinés;
- d) Les enquêtes et décisions relatives à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
- e) Les enquêtes et décisions relatives aux circonstances de leur promotion et de leur rétrogradation;

f) Les enquêtes et décisions relatives aux capacités des fonctionnaires;

g) L'enregistrement des enquêtes et décisions concernant les traitements et récompenses des fonctionnaires.

II. — Rentrent dans la compétence de la commission d'examen:

a) L'examen des fonctionnaires civils judiciaires, des affaires étrangères et des autres fonctionnaires publics.

b) L'examen des techniciens et des experts officiels;

c) Les décisions relatives aux méthodes et à l'organisation de la Commission d'examen;

d) Les affaires concernant les dossiers des fonctionnaires examinés;

e) Les affaires concernant le service des examens et toutes les autres décisions nécessaires.

Pour exercer son droit hiérarchique, le Conseil d'examen peut, conformément à la loi, envoyer des commissions d'examen dans les gouvernements provinciaux, Aussi peut-il, conformément aux dispositions relatives à la procédure des examens, désigner selon les circonstances tous fonctionnaires de l'administration.

En outre, le Conseil d'examen a une compétence spéciale. L'article 15° de la loi organique du 20 octobre 1928 mentionne que « En ce qui concerne la nomination d'un fonctionnaire public, le Conseil d'examen a le droit sauf dispositions légales particulières, s'il découvre que le fonctionnaire nommé ne présente pas les conditions de capacité requises par la loi, demander directement sa révocation sans attendre des sanctions disciplinaires.

SECTION IV

Comparaison entre l'ancien système d'examen impérial et celui de l'Institution moderne

Dans le chapitre II, nous avons indiqué l'ancien système des examens. Si nous le rapprochons de celui dont nous venons de parler, nous trouverons tout de suite une ressemblance. C'est toujours une institution du gouvernement central qui se trouve à la hiérarchie de ce pouvoir et s'occupe de nommer des commissions d'examens dans les Gouvernements locaux. En d'autres termes dans les temps anciens, c'est la cour impériale qui se substitue au Conseil d'examen moderne. Or quant à l'organisation et à la compétence le Conseil d'examen n'est plus semblable à l'ancien. Autrefois, le système du concours se manifesta uniquement pour choisir les gens capables ; c'était un organe temporaire. La fonction d'examen fut souvent conférée concurremment aux fonctionnaires administratifs. Ceux-ci ne s'occupaient que du service du concours. Maintenant, le conseil d'examen est un organe permanent. Il a le droit d'agir non seulement pour l'examen, mais aussi pour le classement des fonctionnaires. Ce dernier droit appartenait, dans les temps anciens, aux chefs des divers services publics, c'est-à-dire aux administrateurs supérieurs.

**

En résumé, le Conseil d'examen est un organe suprême d'examen du Gouvernement National. Il détient un

pouvoir indépendant qui trouve sa manifestation surtout dans la hiérarchie et dans l'unification des examens. Tous les candidats qui entrent aux services publics, soit de l'Etat, soit des Gouvernements locaux, doivent avoir subi, d'abord, l'examen ordonné par cet organe unique et ainsi ils sont constamment classés au cours de leur service par lui aussi. Bien que cet organe soit une survivance de l'ancienne institution impériale, sa compétence est plus étendue. C'est un meilleur système pour choisir et encourager les fonctionnaires.

CHAPITRE IX

« KIEN-TCH'A-YUAN »

Le Conseil de Contrôle

Le Conseil de Contrôle est une survivance de l'ancienne cour des censeurs. Nous l'étudierons dans ce chapitre en quatre sections : 1° Trait caractéristique ; 2° Son organisation ; 3° Sa compétence ; 4° Une comparaison entre le droit d'accusation dans les Parlements européens et le pouvoir des censeurs dans le Conseil de Contrôle de la Chine.

SECTION I

Trait caractéristique

Ce qui frappe d'abord à nos yeux dans le Conseil de contrôle, c'est la liberté des membres du Conseil de contrôle. Sous le régime impérial, les censeurs « Yu-che » étaient irresponsables de leurs actes, bien que ces derniers fussent souvent fort critiquables. Ainsi, les fonc-

tions des censeurs étaient inviolables. Aujourd'hui, ce privilège existe encore dans le Conseil de contrôle. Al. 2 de l'art. 6 de la loi organique des cinq Conseils du 20 octobre 1928 dispose que « Dans le cas des opérations de censure, si la commission des sanctions disciplinaires des fonctionnaires (1) décide qu'il n'y a pas lieu à l'application d'une sanction, le fonctionnaire qui a provoqué la censure n'encourt pas de responsabilité ». Al. 2 de l'article 7 de cette même loi ajoute que « dans le cas où la commission des sanctions disciplinaires résout qu'il n'y a pas lieu à sanction, le fonctionnaire qui a provoqué la censure doit avoir la protection garantie par la loi aux contrôleurs ». De plus, en vertu de l'art. 45 de la loi organique du 10 octobre 1928, les membres du Conseil de contrôle ne peuvent pas être en même temps fonctionnaires du gouvernement central et d'un gouvernement local. A ces deux points de vue, nous voyons que les membres du Conseil de contrôle jouissent de la même irresponsabilité que les parlementaires, et, de même, qu'ils observent la règle de l'incompatibilité avec les fonctions publiques s'appliquant aux législateurs. Ceci est une preuve que le pouvoir de contrôle est un pouvoir indépendant vis-à-vis des autres.

SECTION II

Son organisation

Le Conseil de contrôle est organisé par la loi organique du 1^{er} octobre 1928 et celle du dit Conseil par celle du

(1) La commission des sanctions disciplinaires dépend du conseil judiciaire.

20 octobre 1928. Il comporte un président et un vice-président. Lorsque le président ne peut exercer ses fonctions pour une cause quelconque, il est remplacé par le vice-président. En outre, il comprend dix-neuf à vingt-neuf conseillers contrôleurs nommés, sur la proposition du Président du Conseil de contrôle, par le Gouvernement National.

Pour exécuter le travail intérieur du Conseil de contrôle, on a établi un département de vérification des comptes (Chen Ki Pou). Autrefois, on l'appelait « Chen Ki Yuan », ou cour des comptes.

En outre, le Conseil de contrôle comprend :

1° Un secrétariat. Celui-ci comporte un secrétaire général de 1^{re} classe ; 6 à 10 secrétaires, dont 4 de 1^{re} classe et le reste de 2^e classe, et 10 à 20 rédacteurs de 3^e classe. Dans les attributions de celui-ci rentrent : 1° la réception, la distribution, la préparation, la traduction, la codification et le contrôle des dossiers ; 2° la garde du sceau ; 3° la comptabilité et l'administration ; 4° toutes autres affaires n'appartenant pas au service des conseillers.

II. — Un service de conseillers. Celui-ci est appelé à préparer les projets des lois et des dossiers intéressant la compétence du contrôle.

Quant aux assemblées du Conseil de contrôle, elles comportent l'assistance de tous les conseillers contrôleurs et elles sont présidées par le président du Conseil de contrôle.

SECTION III

Sa compétence

En vertu de l'art. 41 de la loi organique du 10 octobre 1928, le Conseil de contrôle est l'organe suprême de contrôle du Gouvernement National et il exerce, conformément aux lois, les deux attributions principales :

- 1° Censure ;
- 2° Vérification des comptes.

Pour exercer la première fonction, la loi organique des cinq Conseils du 20 octobre 1928 établit une commission de contrôle. Celle-ci peut procéder d'une manière indépendante à des opérations de censure ; pour la seconde fonction, elle est relative aux attributions du département de vérification des comptes. La compétence de celui-ci s'étend :

- 1° Dans les questions concernant les budgets annuels du Gouvernement National, des gouvernements provinciaux et des municipalités spéciales ;
- 2° Dans les questions concernant les recettes et dépenses mensuelles des divers organes administratifs dépendant du Gouvernement National ;
- 3° Dans les questions concernant les recettes et dépenses des trésoriers spéciaux.

Il est remarquable que la compétence du Conseil de contrôle s'applique non seulement aux organes ou fonctionnaires centraux, mais aussi aux organes ou fonctionnaires locaux. Il a un caractère universel, soit au point de vue censure, soit au point de vue de vérification

des comptes. Par exemple : En vertu de l'art. 3 de la loi organique du dit Conseil, le Président du Conseil de contrôle peut demander au Gouvernement National de désigner spécialement des inspecteurs de contrôle qui se répartissent dans les centres locaux de contrôle et y exercent les attributions de la censure. Ces délégués peuvent cumuler leurs fonctions avec celles de membres de la Commission de contrôle. En outre, l'art. 4 dispose que « le conseil de contrôle peut, en tout temps, désigner des fonctionnaires chargés de se rendre respectivement dans les divers services publics et dans toutes les autres administrations publiques, pour faire des inspections sur ce qui a été décidé et enregistré. Si un fonctionnaire est suspecté, il est tenu de répondre avec précision aux questions qui lui sont posées ».

En outre, la compétence du Conseil de contrôle n'est pas moins étendue en ce qui concerne l'organisation intérieure dépendant de son ressort. L'art. 3 dit : « Les centres locaux de contrôle sont établis par le Conseil de contrôle ». Ainsi, les conseillers contrôleurs peuvent exercer leurs attributions de censure à l'égard de leurs collègues.

Quant au procédé et à l'effet de ses attributions, le président du Conseil de contrôle désigne trois membres de la commission de contrôle pour faire une enquête lorsqu'une opération de censure est effectuée. Si la majorité estime qu'il y a lieu à une sanction disciplinaire, le Conseil doit infliger cette sanction au fonctionnaire censuré. De plus, dans le cas d'une opération de censure, si l'enquête démontre qu'il n'y a pas lieu à sanction, mais que le fonctionnaire qui a fait l'enquête insiste pour que des

sanctions soient appliquées, le conseil de contrôle doit immédiatement prendre une sanction disciplinaire à l'égard du fonctionnaire censeur. Ainsi, il est prévu des mesures pour, dans certains cas, annuler la censure. L'art. 8 de la loi organique du dit Conseil dispose que : « Après qu'une opération de censure a été demandée, le fonctionnaire qui a provoqué la censure, ne peut se désister. »

Enfin, les conseillers sont appelés à préparer les projets de lois et de décrets intéressant le contrôle. Pour cette raison, l'art. 47 de la loi organique du Gouvernement National du 10 octobre 1928 ajoute que : « Le Conseil de contrôle peut soumettre des propositions au Conseil législatif en ce qui concerne les questions de sa compétence. »

SECTION IV

Comparaison entre le droit d'accusation dans les parlements européens et le pouvoir de contrôle dans le Conseil de contrôle de la Chine.

Les attributions du Conseil de contrôle ont été étudiées dans la section III ci-dessus. Y a-t-il une différence entre le droit d'accusation dans les parlements européens et le système de censure dans le Conseil de contrôle de la Chine ?

Si nous comparons ces deux systèmes attentivement, nous trouvons une grande différence. Dans les parlements européens, le droit d'accusation s'exerce contre

les membres du pouvoir exécutif, pour crime de haute trahison. Par exemple : En France, le Président de la République n'est responsable que dans le cas de haute trahison (L. C., 25 février 1875, art. 6, al. 2) et il peut être mis en accusation que par la Chambre des Députés et ne peut être jugé que par le Sénat. Egalement, les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des Députés pour crimes commis dans l'exercice de leur fonction et, en ce cas, ils sont jugés par le Sénat (L. C., le 16 juillet 1875, art. 12, al. 2). Tandis que, dans le Gouvernement National chinois, le droit de censure fonctionne contre tous les fonctionnaires centraux et locaux, soit inférieurs, soit supérieurs. Pour que les fonctionnaires ne soient pas corruptibles, la fonction du Conseil de contrôle exerce une surveillance constante.

En Italie, le fascisme institue un système de hiérarchies personnelles et responsables dont les divers éléments, du plus élevé au plus bas, accomplissent leurs fonctions qui est leur privilège ; mais il ne désire pas que les chefs de cette nouvelle aristocratie puissent se considérer comme une caste et organiser la nation selon leurs intérêts particuliers ; il veut que le peuple puisse toujours en appeler à un juge suprême qui contrôlera leurs actes. Or, le peuple, qui est toujours mal renseigné, ne peut exercer, d'une façon rigoureuse, le droit d'accusation. Tandis que, dans le Gouvernement National chinois, le pouvoir de contrôle est conféré à l'organe gouvernemental. Ainsi, ce droit de censure est rigoureux sur tous les services publics.

*
**

Le Conseil de contrôle exerce un pouvoir indépendant. Ses membres ont la même garantie que ceux du Conseil législatif. Ses attributions sont considérables sur tous les services publics. Pour contrôler les services centraux, le Conseil de contrôle joue le rôle d'intendant. Pour contrôler les services centraux, il possède le même droit que l'ancienne cour des censeurs. En outre, il est chargé du contrôle des budgets centraux et locaux. Dans ce dernier point, il se partage les droits parlementaire et judiciaire (1). Bref, le Conseil de contrôle est une institution purement chinoise et on le retrouve au cours d'une longue histoire. Aujourd'hui, il est bien organisé et on lui a confié plusieurs compétences dans la machine gouvernementale moderne.

(1) En France, par la loi des comptes, le parlement vérifie si les ordonnateurs se sont maintenus dans les limites des crédits accordés et si ces crédits ont été appliqués conformément aux règles budgétaires. En outre, le contrôle du budget est exercé par la cour des comptes, juridiction composée de magistrats inamovibles.

CONCLUSION

Comme conclusion, nous dirons que le régime représentatif ne fonctionnait pas d'une façon satisfaisante dans l'ancien gouvernement de Pékin, soit à cause de l'incapacité du peuple, soit à cause de la carence des partis politiques. Bien que les quatre constitutions successives aient été de plus en plus perfectionnées, il n'y a jamais eu un fort gouvernement central pour contrôler le vaste pays.

Ensuite, nous avons vu que la révolution politique était nécessaire. Le Gouvernement National de Nankin a été établi pour les exigences et pour des circonstances actuelles de la Chine. Nous avons ensuite cherché la base de ces gouvernements nouveaux. Ce nouveau gouvernement s'inspire de la doctrine de la constitution des cinq pouvoirs et est organisée par la décision du parti nationaliste, le Kouo-min-tang. Pour cette raison, nous avons démontré que le parti nationaliste est un parti politique à tendance démocratique, et il n'est ni un parti fasciste, ni un parti bolcheviste. Bien qu'il soit le tuteur de la politique chinoise à l'heure actuelle, il tend à hâter la restitution des droits politiques au peuple. Quant à la théo-

rie de la constitution des cinq pouvoirs, c'est une nouvelle idée du D^r Sun, qui a combiné deux vieilles institutions avec les trois autres modernes. On a ainsi constitué un système complet surtout vis-à-vis de la tradition et nécessaire aux besoins actuels de la Chine.

Dans l'examen des organisations gouvernementales, il y a plusieurs points caractéristiques qui frappent nos yeux ; nous en parlerons comme suit :

I

Le Gouvernement National a des organes pour accomplir son devoir d'Etat. Une fois ces organes établis, ils ont le champ libre pour leurs actions. Les hauts organes du parti ne surveillent que les fonctionnaires de ces organes et ne peuvent ni fusionner dans ces organes gouvernementaux, ni supprimer à leur gré ces organes constitutionnels. C'est pour cette raison que la loi organique a la force légale d'une constitution jusqu'à ce que la constitution définitive soit donnée au peuple chinois. D'une part, c'est le gouvernement et, d'autre part, le parti. Ce dernier s'occupe de la direction politique, et le premier est chargé de l'exécution. En d'autres termes, le parti exerce le pouvoir de consultation et de contrôle, et le gouvernement exerce le pouvoir exécutif. Le parti est une assemblée délibératrice et le gouvernement est un corps administratif. Pendant la période de tutelle politique, le parti qui se substitue au peuple est naturellement tenu d'accomplir les devoirs de ce dernier.

Arrivé à ce point, nous voyons que le président du Gouvernement National et les présidents des cinq Conseils sont désignés par le Conseil politique central. Cela

n'enlève pas le caractère démocratique de la République de Chine. Aux Etats-Unis d'Amérique, l'élection du président de la République est faite par un corps électoral constitué par les représentants des citoyens. Au fond, ces représentants ont reçu des mandats des deux partis : le démocratique et le républicain. Pour la désignation du candidat au poste de chef d'Etat, les activités de deux partis sont grandes avant l'élection. En Chine, ce procédé est simplifié et le Président du Gouvernement National est directement nommé par le Kouo-min-tang. Au fond, le régime représentatif qui fonctionne d'une autre façon est analogue au précédent. C'est parce qu'il n'y a pas un deuxième parti politique bien organisé qui fasse concurrence au parti nationaliste. Comme nous avons dit, c'est toujours les partis politiques qui dominent dans la démocratie indirecte. Nous pouvons soutenir cette même thèse pour la désignation des législateurs dans le Gouvernement National.

II

Le système des cinq pouvoirs est une institution purement chinoise. Les deux pouvoirs nouveaux dans la constitution : celui de contrôle et celui d'examen, ont été connus autrefois dans l'histoire chinoise. Ce qui frappe d'abord à nos yeux dans ce système, c'est la séparation des cinq pouvoirs qui sont distincts parfaitement l'un de l'autre.

Au point de vue général, par leur compétence, chacun des cinq conseils est l'organe suprême du Gouvernement National. Ainsi, chacun peut, conformément aux lois,

émettre des ordres et des décrets en ce qui concerne les actes de sa compétence.

Par leurs formations, les présidents des cinq conseils sont simultanément nommés par le conseil politique central.

Quant aux conseils pour le pouvoir exécutif, il se trouve en tête de la hiérarchie, en ce qui concerne la nomination et la révocation des membres de l'exécutif désignés plus haut. Pour le conseil législatif, les membres jouent un rôle purement législatif. Pour le conseil judiciaire, l'inamovibilité assurée aux juges et l'existence d'une commission unique pour la sanction disciplinaire des fonctionnaires judiciaires sont les traits caractéristiques les plus frappants de l'indépendance. Pour le Conseil d'examen, l'unification du système d'examen pour les différentes branches des services publics rentre dans la compétence de ce corps unique. Pour le Conseil de contrôle, la protection garantie par la loi est donnée aux contrôleurs.

En outre, il y a une collaboration des pouvoirs en ce qui concerne les rapports des cinq conseils entre eux. Quant à l'action du conseil législatif sur les autres conseils, il a sur eux le droit de contrôle. Dans la pratique, on soumet au conseil législatif tous les projets de lois élaborés par les autres conseils. Ainsi, il y a une interpellation implicite qui rentre dans la compétence du conseil législatif. En vertu de l'art. 15 de la loi organique du 10 octobre 1928, les ministres et les présidents des diverses commissions dépendant du conseil exécutif peuvent assister à la séance du conseil législatif. Quant au conseil de contrôle, il surveille le conseil exécutif. Il

exerce sur les actes des fonctionnaires une surveillance constante et détaillée et même recherche les cas de responsabilité pénale du chef d'Etat et des ministres. Quant à l'action du conseil judiciaire sur le conseil exécutif, il peut prendre des sanctions disciplinaires contre tous les administrateurs, et même contre le Président du Gouvernement National. Quant à l'action du conseil d'examen sur le conseil exécutif, il a le droit de demander directement la révocation, lorsqu'il découvre que le fonctionnaire nommé ne présente pas les conditions de capacité requise par la loi. Quant à l'action du conseil exécutif sur le conseil législatif, il a le droit de l'initiative des lois ; les membres du conseil exécutif peuvent entrer et prendre la parole dans ce dernier pour y défendre leurs actes et les propositions du Gouvernement. Enfin, bien qu'il y ait une liaison entre eux, il y a encore un conseil d'Etat. Ce dernier exerce le pouvoir de contrôle sur les actes des cinq conseils, puisqu'il est appelé à résoudre les différends entre eux. A ce point de vue, il est analogue à la Cour suprême des Etats-Unis qui a le droit d'interprétation de la constitution et qui exerce ainsi le droit d'arbitrage sur les conflits entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Dans le système des cinq pouvoirs qui sont indépendants vis-à-vis l'un de l'autre et qui ont tout de même une liaison, c'est le rôle du Conseil d'Etat, médiateur entre les Conseils, qui crée cette harmonie. Pour cette raison, le Conseil d'Etat, dans le Gouvernement National, joue un rôle indispensable. Nous disons que le système des cinq pouvoirs peut être compris, soit par la théorie classique de la séparation des pouvoirs, soit par celle plus moderne de la collaboration des pouvoirs.

III

Enfin, il existe encore un point dont nous devons parler. Dans la loi organique, nous ne trouvons pas inscrites les libertés publiques. Est-ce que, dans la période de tutelle politique, le peuple chinois n'en a aucune ? D'après le préambule de la loi organique, le Parti nationaliste, prenant pour base la constitution des « Trois Principes du Peuple », estime nécessaire d'établir la constitution des cinq pouvoirs. Dans le Principe du Droit du Peuple sont inscrits les droits de liberté, d'association, d'opinion, de presse, de croyance et de domicile. Tant qu'une constitution définitive n'est pas encore élaborée par le peuple, les « Trois Principes du Peuple », qui sont la base du Parti nationaliste, ont force légale. Le peuple chinois peut les invoquer. C'est en raison de cela que le testament « Les Trois Principes du Peuple » tient place, dans le Gouvernement National, de loi fondamentale. L'Assemblée nationale du Peuple est prévue dans la théorie des cinq pouvoirs chez le fondateur du Parti nationaliste. Dans cette Assemblée se trouvent les représentants des districts choisis directement par le peuple, qui jouit des quatre droits : l'initiative, le referendum, l'institution et la révocation. C'est là un système définitif pour le fonctionnement de l'institution politique des cinq pouvoirs.

Quoi qu'il en soit, la loi organique du 10 octobre 1928 est reconnue par l'ensemble du pays. Le peuple chinois peut, peu à peu, exercer son propre droit et bientôt adopter une constitution définitive sur le modèle des cinq pouvoirs d'aujourd'hui. La démocratie trouvera place dans la République de Chine.

APPENDICE

LA LOI ORGANIQUE DU 10 OCTOBRE 1928

Le Parti Nationaliste Kouo-min-tang, en Chine, conformément aux trois principes du peuple et de la constitution des cinq pouvoirs, établit la présente République. Le Kouo-min-tang a fait disparaître tout obstacle par la force des armes. Etant passé de la période des conquêtes militaires à celle de la tutelle politique, il doit maintenant établir un gouvernement modèle, basé sur la constitution des cinq pouvoirs et éduquer la masse du peuple chinois. Il pourra exercer ces pouvoirs et s'efforcer de faciliter le transfert de ceux-ci au peuple. D'après sa fonction historique, avec laquelle il doit surveiller et diriger le gouvernement, le Kouo-min-tang promulgue la grande loi pour l'organisation du Gouvernement National.

CHAPITRE I

LE GOUVERNEMENT NATIONAL

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement National exercera la souveraineté de la République Chinoise.

ART. 2. — Le Gouvernement National aura le haut commandement des forces terrestres, navales et aériennes.

ART. 3. — Le Gouvernement National aura le pouvoir de déclarer la guerre, négocier la paix et conclure des traités.

ART. 4. — Le Gouvernement National pourra accorder l'amnistie, la grâce générale, la grâce spéciale, accorder des sursis et restituer les droits civiques.

ART. 5. — Le Gouvernement National sera composé de cinq Yuan : le conseil législatif, le conseil exécutif, le conseil judiciaire, le conseil d'examen et le conseil de contrôle général.

ART. 6. — Le Gouvernement National aura un président et 12 à 16 conseillers d'Etat.

ART. 8. — Le président du Gouvernement National représentera le Gouvernement pour recevoir les diplomates étrangers et assistera aux cérémonies internationales en représentant le Gouvernement.

ART. 9. — Le président du Gouvernement sera, concurremment, commandant en chef des armées terrestres, navales et aériennes.

ART. 10. — En l'absence du président du Gouvernement ou s'il est, pour une raison ou pour une autre, incapable de remplir ses fonctions, le président du conseil exécutif le remplacera.

ART. 11. — Le Gouvernement National conduira les affaires nationales par l'intermédiaire du conseil d'Etat. Ce conseil d'Etat sera composé des conseillers du Gouvernement et présidé par le président du Gouvernement National.

ART. 12. — Le Conseil d'Etat décidera de toutes les questions qui n'auront pu être réglées par un ou plusieurs « Yuan » conseils entre eux.

ART. 13. — Les lois promulguées et les décrets publiés sont d'abord élaborés par le conseil d'Etat et ensuite signés par le président du Gouvernement et contresignés par les présidents de chacun des cinq « Yuan ».

ART. 14. — Chacun des cinq Yuan pourra, conformément à la loi, émettre des ordres.

*CHAPITRE II**LE CONSEIL EXÉCUTIF*

ART. 15. — Le conseil exécutif sera l'organe administratif le plus élevé du Gouvernement National.

ART. 16. — Le conseil exécutif sera composé d'un président et d'un vice-président. Dans le cas où le président ne pourrait remplir sa fonction, le vice-président la remplira.

ART. 17. — Chaque ministère du conseil exécutif aura un ministre, un sous-ministre politique et un sous-ministre administratif et les diverses commissions auront chacune un président. Tout ce personnel est nommé et révoqué par le président du Gouvernement National, sur l'avis du président du conseil exécutif.

ART. 18. — Le Conseil exécutif désignera les départements auxquels seront confiés les diverses attributions administratives. Quant aux affaires des administrations spéciales, il pourra nommer des commissaires pour les traiter.

ART. 19. — Les ministres et les sous-ministres de chaque ministère et le président des commissions pourront, le cas échéant, assister aux réunions du conseil d'Etat et à la séance du conseil législatif.

ART. 20. — Le conseil exécutif pourra soumettre des projets de lois au conseil législatif, en ce qui concerne les affaires de sa compétence.

ART. 21. — Aux réunions du conseil exécutif assisteront le président, le vice-président du conseil, les ministres de chaque ministère et les présidents des commissions. Le président de ce dit conseil est le président de la réunion.

ART. 22. — Devront être décidées par la réunion du conseil exécutif les affaires suivantes :

- 1° Les projets de lois qui vont être confiés au conseil législatif ;
- 2° Le projet de budget qui va être soumis au conseil législatif ;

- 3° L'amnistie, la grâce générale qui sera confiée au conseil législatif ;
- 4° Les textes concernant la déclaration de guerre, la négociation de la paix et la conclusion des traités, et les affaires internationales les plus importantes qui seront présentées au conseil législatif.
- 5° La nomination et la révocation de tout fonctionnaire au-dessus de la 3^{me} classe.
- 6° Les affaires de chaque ministère du conseil et de chaque commission ne pourront être réglées entre eux ;
- 7° Les affaires, ou bien conformément à la loi, au bien d'après l'opinion du président du conseil, devront être décidées par la réunion dudit conseil.

ART. 23. — Les divers ministres et les présidents des diverses commissions du conseil exécutif pourront, conformément à la loi, émettre des ordres.

ART. 24. — Les organisations de chaque ministère et de chaque commission du conseil exécutif devront être déterminées par la loi.

CHAPITRE III

LE CONSEIL LÉGISLATIF

ART. 25. — Le conseil législatif sera un organe suprême de la législation du Gouvernement National. Ce conseil aura le pouvoir de décider de toute affaire se rapportant à la législation, aux budgets, aux amnisties générales, aux déclarations de guerre, aux armistices, aux conclusions de traités et aux solutions des affaires internationales importantes.

ART. 26. — Le conseil législatif sera composé d'un président et d'un vice-président. En cas d'absence du président, le vice-président remplira sa fonction.

ART. 27. — Le conseil législatif comportera des conseillers au nombre de 47 à 99. Ceux-ci seront, à la requête du président dudit conseil, nommés par le Gouvernement National.

ART. 29. — Les membres du conseil législatif ne pourront être des fonctionnaires non politiques, ni des membres du Gouvernement central, ou des Gouvernements locaux.

ART. 30. — La réunion du conseil législatif est présidée par le président du dit conseil.

ART. 31. — La résolution prise par le conseil législatif devra être examinée et promulguée par le conseil d'Etat.

ART. 32. — L'organisation du conseil législatif sera déterminée par la loi.

CHAPITRE IV

LE CONSEIL JUDICIAIRE

ART. 33. — Le conseil judiciaire sera l'organe suprême judiciaire du Gouvernement National. Il s'occupera des procès, de la justice de l'administration, de l'application des peines disciplinaires des fonctionnaires, du règlement des conflits administratifs. Quant à l'amnistie, au sursis, à la restitution des droits civiques, le président du conseil demandera au Gouvernement National son avis.

ART. 34. — Le conseil judiciaire sera composé d'un président et d'un vice-président. En cas d'absence du président, le vice-président remplira sa fonction.

ART. 35. — Il pourra présenter des projets de lois de sa compétence au conseil législatif.

ART. 36. — L'organisation du conseil législatif devra être déterminée par la loi.

CHAPITRE V

LE CONSEIL D'EXAMEN

ART. 37. — Le conseil d'examen sera l'organe suprême des examens du Gouvernement National. Il s'occupera des examens et fixera les conditions requises pour faire partie des services

civils. Les fonctionnaires des services publics devront d'abord subir des examens prouvant leurs connaissances nécessaires au service civil.

ART. 38. — Le Conseil d'examen sera composé d'un président et d'un vice-président. En cas d'absence du président, le vice-président remplira sa fonction.

ART. 39. — En ce qui concerne les affaires de sa compétence, le conseil d'examen pourra soumettre les projets de lois en demandant la ratification du conseil législatif.

ART. 40. — L'organisation du conseil d'examen sera déterminée par la loi.

CHAPITRE VI

LE CONSEIL DE CONTROLE

ART. 41. — Le Conseil de contrôle sera l'organe suprême de surveillance générale du Gouvernement National. Conformément à la loi, il exercera les pouvoirs de mise en accusation des fonctionnaires et de la vérification de comptes.

ART. 42. — Le Conseil de contrôle aura un président et un vice-président. En cas d'absence du président, le vice-président remplira sa fonction.

ART. 43. — Le conseil de contrôle sera composé de membres au nombre de 19 à 29 ; ceux-ci seront, sur la demande du président du conseil, nommés par le Gouvernement National. Les garanties des membres du conseil de contrôle seront déterminées par la loi.

ART. 44. — La réunion du conseil de contrôle est organisée par les membres du conseil, le président du conseil est le président de cette réunion.

ART. 45. — Les membres du conseil de contrôle ne pourront occuper d'autres postes dans les fonctions publiques du gouvernement central et des gouvernements locaux.

ART. 46. — Le conseil de contrôle aura le pouvoir de présenter et de proposer, devant le conseil législatif, les projets de lois de sa compétence.

ART. 47. — L'organisation du conseil de contrôle est déterminée par la loi.

CHAPITRE VII

ART. 48. — La présente loi sera mise en vigueur au moment de la promulgation.

Vu et Permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS :
CHARLETY

VU : le Manuscrit,

Le Président :

GILBERT GIDEL

VU :

Le Doyen :

BERTHELEMY

